

REFERENTES CULTURALES EN PUERTO PRINCIPE

Estudio de las mentalidades ante las realidades económicas, sociales y políticas

FRANÇOIS HOUTART ET ANSELME REMY

RÉSUMÉ

Dans les recherches effectuées à Port-au-Prince, l'étude sur les référents culturels, les représentations que les êtres humains élaborent dans leurs réflexions sur leurs relations avec la nature et avec leurs semblables, on a appliqué une méthode d'enquête utilisée pour la première fois à Haïti, mais qui avait déjà été utilisée dans plusieurs pays d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe. De l'un des résultats il découle que dans l'univers culturel urbain de Port-au-Prince, on valorise peu le champ politique. On en conclut que la culture politique est une manifestation des changements culturels à Port-au-Prince, où existent trois univers culturels: la culture traditionnelle, la culture de la transition et la culture moderniste. L'étude suivante permet de pénétrer l'univers complexe d'une société urbaine périphérique qui a ses propres caractéristiques et qui, de prime abord, échappent à l'observateur.

SAMENVATTING

In dit onderzoek over culturele referenties in Port-au-Prince, met andere woorden over het geheel van voorstellingen van mensen over hun relaties met de natuur en met hun medemensen, werd een enquête in Haïti gehouden, welke ook in andere landen van Latijns-Amerika, Afrika, Azië en Europa werd toegepast. Eén van de resultaten is dat in het culturele stedelijke universum van Port-au-Prince de waardering voor de politiek gering is. Eén van de conclusies is dat de politieke cultuur een manifestatie is van de culturele veranderingen die Port-au-Prince beleeft. Daar treft men drie culturele universa, de traditionele cultuur, de overgangscultuur en de moderniserende cultuur. Dankzij deze studie van een sociale werkelijkheid vanuit het culturele perspectief kan men in het complexe universum van een stedelijke maatschappij in de periferie doordringen, dat zijn eigen kenmerken bezit en die op het eerste gezicht ondoordringbaar zijn voor de waarnemer.

CRÍTICA

LES RÉFÉRENTS CULTURELS À PORT-AU-PRINCE

Étude des mentalités face aux réalités économiques, sociales et politiques¹

FRANÇOIS HOUTART ET ANSELME REMY

ABSTRACT

The result of research done in Port-au-Prince on cultural referents — representations that human beings construct around their relationships with nature and with other human beings — this paper describes how a survey initially applied in Latin America, Africa, Asia and Europe was used for the first time in Haiti. The outcome showed that in the cultural universe of urban Port-au-Prince, opinions concerning the world of politics are not very positive. The article concludes that political culture is one manifestation of the cultural transition experienced in cities like Port-au-Prince, characterized by three cultural universes: traditional culture, the culture of transition, and modernizing culture. The study permits access to a more profound level of the complex world of an urban periphery whose unique characteristics often escape the observer.

RESUMEN

Investigación realizada en Puerto Príncipe sobre los referentes culturales, representaciones que los seres humanos construyen sobre sus relaciones con la naturaleza y con sus semejantes, este trabajo aplicó una encuesta utilizada por primera vez en Haití, pero que ya fue empleada en muchos países de América Latina, África, Asia y Europa. Uno de los resultados es que en el universo cultural urbano de Puerto Príncipe la apreciación por el campo político no es elevada. Se concluye que la cultura política es una manifestación de los cambios culturales en Puerto Príncipe, donde existen tres universos culturales: la cultura tradicional, la de transición y la modernizante. El estudio permite entrar a fondo en el complejo universo de una sociedad urbana de la periferia que tiene sus propias características, y que a primera vista escapan al observador.

¹ Le travail a été réalisé avec la collaboration de Nicole Édouard. L'enquête a été effectuée par une équipe d'enquêteurs rassemblée par le CRESFED et supervisée par Élerme Saint-Aubin et Luc Romulus. Le traitement des résultats a été effectué par le Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve et Edmond Legros de l'Université Catholique de Louvain. Le financement a été assuré par la BID.

INTRODUCTION

A. La question des référents culturels

Dès que l'on se trouve confronté avec une action à mener dans le champ social, culturel, politique ou religieux, la question des référents culturels revêt une grande importance. En effet, tout rapport social repose à la fois sur l'exercice d'un pouvoir économique, politique ou symbolique, sur la lecture que l'on en fait dans la population et sur le consensus qui le légitime. Les deux derniers éléments qui appartiennent aux référents culturels jouent un rôle central dans l'orientation des pratiques des acteurs sociaux. Or ils sont généralement assez différents selon les groupes sociaux (classes sociales, groupes ethniques, et cætera).

Les référents culturels sont l'ensemble des représentations que les êtres humains se font dans la pensée de leurs rapports à la nature et de leurs rapports entre eux. Certains, par exemple, se représentent dans l'esprit les rapports à la nature comme une relation avec des êtres supérieurs qui ont un pouvoir sur la nature. Il s'agit alors de se concilier les faveurs de ces derniers par des actes rituels, soit pour se protéger, soit pour obtenir de bonnes récoltes ou une bonne santé. D'autres, au contraire, auront recours à des moyens techniques en fonction d'une représentation scientifique du fonctionnement des mécanismes naturels. Sur le plan social on peut naturaliser les rapports entre groupes sociaux, en se les représentant comme le fruit de la volonté divine ou d'un ordre naturel ou l'on peut aussi les considérer comme des constructions sociales.

On peut donc dire que les êtres humains construisent dans l'esprit comme un deuxième niveau de réalité, qui leur permet à la fois de réfléchir sur le réel naturel et social, de l'évaluer sur un plan éthique (ce qui doit être et ce qui ne peut pas être), mais aussi d'envisager un avenir qui serait autre, en d'autres mots d'inventer ou d'innover. Mais il est un fait que tous les groupes humains n'ont pas les mêmes représentations ni du rapport à la nature, ni des rapports sociaux entre groupes vivant à l'intérieur des sociétés particulières ou à l'extérieur. Ils sont donc influencés par leur environnement naturel et social. C'est pourquoi, ce qui paraît évident aux uns ne l'est pas du tout pour les autres ou encore que la vision de la société peut être très différente selon le lieu où l'on se situe dans l'échelle de ces rapports.

Il faut ajouter à ces considérations que les référents culturels se construisent sur un double axe du temps et de l'espace. Ainsi, les sociétés traditionnelles auront-elles tendance à privilégier la dimension espace: les divinités en haut, les hommes en bas, avec un temps cyclique, basé généralement sur les saisons qui rythment la vie économiques des peuples vivant surtout de l'agriculture. Par contre, dans les sociétés mercantiles, urbaines, industrielles, la dimension de l'histoire devient plus importante et par le fait même, la conscience que ce sont les êtres humains qui font leur histoire et qu'ils doivent la construire dans l'avenir.

Tout ceci peut paraître des réflexions très théoriques et générales, un passe-temps pour intellectuels en mal d'emploi, mais quand on y regarde d'un peu plus près, comme nous essayerons de le faire dans cette étude, on se rend compte qu'il y a des problèmes très concrets, liés avec la vie quotidienne et sociale, car les référents culturels jouent un rôle moteur dans la pratique des acteurs (c'est-à-dire tous les êtres humains). C'est ce qu'on appelle la part idéale du rapport à la nature ou de la construction des rapports sociaux. Alors, toute action qui tente d'établir ou de transformer des rapports à la nature (la production, le développement économique), de même que des rapports sociaux (supprimer les sources économiques des écarts sociaux, encourager la participation populaire, etc.), a tout avantage à mieux connaître les référents culturels des diverses sections de la population.

Sans doute, tous ceux qui prennent des initiatives dans ces divers domaines de l'action économique, sociale, politique, religieuse, ont une certaine connaissance pratique de ces réalités. Sans quoi ils ne pourraient élaborer aucun projet d'action. Mais souvent l'appartenance sociale ou ethnique ou nationale de ceux qui prennent ces initiatives constitue un véritable obstacle à voir la réalité telle qu'elle est. Leur appartenance sociale ou culturelle les empêche de percevoir qu'il y a d'autres référents culturels, car les leurs apparaissent comme de telles évidences, que tout le reste à leurs yeux manque de rationalité et doit se plier à leur propre conception. Nous caricaturons un peu, mais pas beaucoup. Qu'il suffise de se référer, pour prendre un exemple au plus haut niveau, à certains discours économiques qui "oublient" la réalité des rapports sociaux inégaux que produit et reproduit l'économie de marché, censée représenter la clé de tout développement humain raisonnable.

On pourrait d'ailleurs multiplier les exemples à tous les niveaux,

depuis les projets locaux de développement qui ne prennent pas en compte les référents culturels du monde paysan et ne savent pas suffisamment que ces derniers ne changent pas au même rythme que la pénétration de certaines techniques de production, jusqu'à l'attitude de certains entrepreneurs qui ne jurent qu'en termes de productivité, en passant par les réformateurs religieux qui, désireux de sauvegarder la pureté d'un message, négligent le fait que les milieux populaires construisent eux-mêmes leurs représentations du monde, en rapport avec leur vulnérabilité sociale. Bref on ne change pas les mentalités par décret!

Sans doute, une simple connaissance des référents culturels ne suffit-elle pas à définir des projets de société. Ces derniers font évidemment partie des représentations, celles précisément qui orientent les actions que l'on mène, aussi bien dans le rapport à la nature —et les esprits ont changé à cet égard depuis quelques années— que dans la réorientation des rapports sociaux. Or ces représentations peuvent être bien différentes et même opposées selon le projet de société. Mais plus que les autres, ceux qui tendent à réorienter les comportements et à transformer les structures, se doivent de développer une connaissance réelle des référents culturels, afin d'associer à leur entreprise tous ceux qui sont concernés, non comme objets de leur action, mais comme partenaires et acteurs capables eux aussi de donner des orientations.

Il ne faudrait pas croire trop vite que tout cela soit aisé. Certes le niveau de l'action revêt des aspects multiples, sur lesquels nous n'insisterons pas ici. Mais il en va de même de la connaissance des référents culturels ou si l'on veut des mentalités. Il s'agit en effet d'univers complexes et très différenciés. Nous nous trouvons face à des réalités que la simple énumération statistique n'épuise pas. Il s'agit de problèmes qualitatifs qui exigent donc des méthodes appropriées. Il faut travailler par approches successives et combiner les aspects quantitatifs avec les méthodes qualitatives en sociologie, avec l'anthropologie ou encore les méthodes d'analyses multivariées appliquées aux phénomènes culturels. En d'autres mots c'est l'accumulation de nombreux travaux qui permettra d'arriver à un résultat satisfaisant. Mais il faut bien commencer un jour.

B. L'étude sur Port-au-Prince

La recherche réalisée sur Port-au-Prince a opté pour un plan méthodologique bien précis. Elle avait pour premier but l'application d'un questionnaire utilisé pour la première fois en Haïti, mais déjà employé au cours de nombreuses recherches dans d'autres pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Cela devrait permettre d'en vérifier la pertinence pour la réalité haïtienne et éventuellement de le mettre au point pour des travaux ultérieurs. Le questionnaire était disponible en créole ou en français, selon le choix de la personne interrogée. La deuxième perspective consistait à prendre en considération des groupes sociaux différents, même si, faute de statistiques précises sur leurs caractéristiques et leur proportion dans la zone métropolitaine, il a fallu les déterminer à priori.

Les résultats ne donnent donc pas une précision mathématiquement représentative de la population de Port-au-Prince. Pour cela il faudrait travailler sur un échantillon choisi au hasard et numériquement établi sur base des probabilités. Etant donné les objectifs précités nous avons distingué quatre catégories de personnes sur lesquelles réaliser l'enquête: les travailleurs manuels, les cadres moyens, les professions libérales ou cadres supérieurs et les personnes engagées dans le secteur informel. Ce sont donc des critères d'occupation professionnelle qui ont présidé au choix. Nous y avons ajouté les précisions suivantes: un minimum de 75 cas dans chaque catégorie, la moitié de femmes et d'hommes, des personnes actives âgées de plus de 18 ans. Le choix des enquêtés s'est fait ensuite au hasard, selon des directives précises. Les questionnaires étaient soit appliqués par une entrevue orale, soit remis pour être remplis par les intéressés. Ces catégories forment certainement l'essentiel de la composition sociale de la ville de Port-au-Prince et l'on peut estimer que les résultats globaux de l'enquête fournissent des indications valables, tout en tenant compte d'une sur-représentation de la catégorie professions libérales/cadres supérieurs. Mais c'est sur le plan des diverses catégories que les renseignements s'avèrent les plus intéressants. Le total des interviews fut de 300.

On ne peut attendre évidemment d'une première étude qu'elle soit exhaustive. Elle a cependant le mérite de définir des contours qui plus tard pourront être précisés. Pour certains les résultats paraîtront évidents, mais au moins ils auront le mérite d'avoir été vérifiés. Pour

d'autres il s'agira d'une entrée dans des connaissances nouvelles leur permettant de s'ouvrir à d'autres interrogations.

C. Les principales caractéristiques de la population interrogée

Nous avons déjà indiqué quelles avaient été les bases quantitatives prévues par l'enquête. Voyons maintenant quelles ont été les catégories effectivement atteintes, en fonction des trois critères de base qui avaient été retenus, l'occupation, le sexe et l'âge.

a) Répartition par occupation (en % sur un total de 300)

Ouvriers	11.5
Employés/cadres moyens	25.1
Commerçants/artisans	18.6
Professions libérales/cadres supérieurs	21.0
Commerçants du secteur informel	13.9
Étudiants	5.8
Sans profession	4.7

Les résultats nous ont donc amenés à distinguer 5 catégories plutôt que 4 comme prévu au départ. Les artisans ont été regroupés avec les commerçants, car la plupart vendent leur propre production. La distinction entre commerçants du secteur formel et du secteur informel a été faite sur base du niveau d'enseignement, les derniers étant limités aux personnes sans éducation formelle ou avec un niveau primaire incomplet. Le groupe des professions libérales et cadres supérieurs est sur-représenté par rapport à l'ensemble de la population, car nous désirions avoir suffisamment des personnes dans chaque catégorie, ce qui est important à retenir lors de l'examen des résultats dans leur ensemble. Par ailleurs il est aussi probable, étant donnés les contacts des enquêteurs, que la conscience politique soit plus développée dans l'échantillon que dans l'ensemble de la population.

Il faut souligner des différences significatives dans notre échantillon au niveau des professions: alors que plus de 80% des ouvriers et

des personnes de professions libérales et cadres supérieurs sont des hommes, par contre 93% des commerçants de l'informel sont des femmes. Sans doute sans accorder à ces chiffres une valeur représentative, nous pouvons affirmer cependant que cela correspond à des proportions proches de ce que l'on rencontre dans la réalité.

Ajoutons enfin que la structure du lieu de travail est assez logiquement diversifiée selon les professions. En ordre décroissant, ceux qui travaillent à la maison sont les suivants: commerçants/artisans, 34.7%, ouvriers, 17.9%, commerçants de l'informel, 14.6%, employés/cadres moyens, 9.4% et professions libérales/cadres supérieurs, 5.2%. Dans notre échantillon, 20% des personnes étaient sans emploi, dont 28.6% des ouvriers et 8.2% des professions libérales/cadres supérieurs.

b) Répartition par groupes d'âge

18-25 ans	20.0
25-40 ans	60.3
40 et + ans	19.7

L'enquête a donc porté surtout sur le groupe des adultes entre 25 et 40 ans qui représentent les éléments les plus actifs dans la société.

c) Répartition par sexe

Hommes	58.0
Femmes	42.0

Les femmes sont sous-représentées, en raison du fait qu'elles sont moins nombreuses dans les catégories dites "actives" dans la population, c'est-à-dire exerçant une occupation économiquement ou socialement reconnue comme telle.

d) Répartition par niveau d'éducation

Sans éducation	8.7
Primaire incomplète	17.7
Primaire complète	7.0
Secondaire incomplète	24.0
Secondaire complète	11.7
Supérieur	34.7

L'importance relative plus importante des employés/cadres moyens et des professions libérales/cadres supérieurs, pour les raisons données plus haut, influence aussi le niveau d'éducation de l'échantillon. Les analyses qui portent sur chaque catégorie ou celles qui utilisent l'analyse factorielle ne posent pas de problèmes d'interprétation. Il en va autrement si l'on se réfère à des résultats globaux, qui devront tenir compte du caractère de l'échantillon.

Il est important de remarquer que parmi les personnes interrogées 81% de la catégorie des personnes sans éducation formelle sont des femmes, tandis que 70.2% de celles ayant suivi un cycle supérieur sont des hommes. Même si cela ne signifie pas une base strictement statistique, tout permet de croire que cela correspond dans une grande mesure avec la réalité.

1. LES RÉFÉRENTS CULTURELS À PORT-AU-PRINCE

L'étude des référents culturels d'une ville comme Port-au-Prince s'inscrit dans un double contexte, celui de l'histoire de la culture haïtienne pour une part et celui de l'évolution de cette métropole. La culture haïtienne plonge ses racines à la fois dans le riche terreau de l'Afrique dont cependant plusieurs siècles aujourd'hui la sépare. Mais elle en garde de nombreux traits aussi bien religieux que sociaux. Elle est aussi fabriquée d'éléments de l'ancienne métropole coloniale, ne fut-ce que dans sa langue, et des nombreuses influences caraïbes. Elle est soumise depuis longtemps et surtout depuis que les moyens de communication de masse se sont développés au poids de la culture américaine. Le développement d'une petite élite dominant le champ économique y a ajouté un élément allogène de culture autonome. Bref

une grande complexité que des études historiques et anthropologiques ont mis en lumière.

Quant à l'agglomération de Port-au-Prince, elle était encore, il y a une quarantaine d'années, une paisible ville d'aspect provincial, avec ses problèmes de pauvreté certes, mais de dimension réduite. Aujourd'hui, avec son caractère d'adolescent ayant grandi trop vite, elle se débat dans des contradictions profondes entre un cadre physique inadéquat et une expansion sauvage de l'habitat, entre une infrastructure insuffisante et une population en pleine croissance, entre des richesses éblouissantes et une misère considérable. Située dans un des plus beaux sites naturels du monde, capitale de la "perle des Antilles", ayant attiré l'attention du monde entier par la vigueur des réactions populaires contre l'oppression politique, centre de productions artistiques remarquables, Port-au-Prince est donc un creuset de production culturelle dans le sens le plus complet du vocable. Elle forme donc le milieu sur lequel s'est réalisée l'investigation que nous présentons et qui s'est concentrée sur certains aspects de cette culture.

Une enquête, quand elle se veut plus que simplement descriptive, doit se baser sur des hypothèses. Nous avons déjà indiqué plus haut en quoi l'étude des référents culturels pouvait être utile pour la connaissance des sociétés et pour l'orientation de l'action dans divers domaines. Nous avons aussi énoncé quelles étaient les dimensions constituant le domaine de l'investigation: rapports à la nature, rapports sociaux, dimensions d'espace et de temps. Mais tout cela est resté assez général jusqu'à présent. Il s'agit maintenant de préciser les choses.

1.1. Préliminaires: les indicateurs

Pour aborder un tel sujet, il faut se servir de certains indicateurs hypothétiquement destinés à mesurer des facettes diverses mais complémentaires de la culture, celle-ci étant définie comme l'ensemble des représentations à la fois fruits de l'histoire et de la position des divers groupes dans la société et éléments centraux de leur reproduction sociale. Il faut donc dans une première étape expliquer la logique du choix des indicateurs.

1.1.1. La représentation du rapport à la nature

L'hypothèse de base étant que dans une société urbaine de capitalisme périphérique, où une minorité seulement des personnes actives économiquement sont insérées dans un rapport direct capital/travail, c'est-à-dire dans un régime de salariat, les représentations restent fortement imprégnées des visions du rapport des êtres humains à la nature prévalant dans le monde rural traditionnel. Les recherches faites ailleurs en Amérique latine nous ont montré que seule une éducation formelle, dépassant le niveau primaire pouvait, à défaut de ce type de rapport économique (capital/travail), faire basculer ce type de vision. Quatre indicateurs seulement ont été choisis, dont deux principaux, concernant l'origine des catastrophes naturelles (question 30) et celle de certaines maladies (question 28) et deux autres repris aux croyances populaires rurales haïtiennes (questions 38 et 44).

1.1.2. La représentation des rapports sociaux

Dans ce type de sociétés il est assez difficile de percevoir le véritable sens des rapports sociaux, surtout dans leur dimension analytique, car c'est le plus souvent de manière indirecte que les classes sociales qui dirigent l'économie exercent leur pouvoir. Si la réalité des différences sociales est perçue, les mécanismes qui sont à leur origine et qui contribuent à les reproduire ne sont généralement pas perçus ou très peu. Voilà pourquoi les quatre premiers indicateurs choisis le sont en relation avec la représentation du rapport économique lui-même (questions 6, 24, 29 et 40). Ils sont suivis par un autre en relation avec le statut social des diverses occupations (question 4) et surtout par des critères de type éthique qui tendent à naturaliser le rapport ou à l'individualiser (questions 21 et 31). Certains aspects de cette représentation seront aussi présents quand nous traiterons du changement des sociétés.

1.1.3. La perception des problèmes sociaux

Sans être directement liés à la représentation des rapports à la nature ou aux rapports sociaux, la perception de certains problèmes actuel-

lement importants peut aider à préciser certaines choses. C'est pourquoi nous en avons retenu quelques uns. Deux d'entre eux se réfèrent à l'écologie (questions 20 et 22) et deux à des questions socioculturelles (questions 3 et 7), tandis qu'une autre mesurait aussi le degré de connaissance des questions sociales en dehors des frontières de la société haïtienne (question 13).

1.1.4. Les visions politiques

Étant donné la situation particulière de l'histoire politique récente du Haïti, nous avons pensé que le champ politique revêtirait une certaine importance dans l'univers culturel. Il pouvait en effet signifier une manière de lire et d'évaluer autrement les rapports sociaux. Sept indicateurs ont été choisis. L'un d'entre eux porte sur la nécessité de l'organisation politique formelle (question 26) et un autre sur la conception du rôle politique (question 43), quatre sur le changement éventuel de la fonction politique aujourd'hui (questions 8, 15, 33 et 39) et un sur l'âge de la participation (question 14). Ces indicateurs joints à quelques autres nous permettront de donner quelques précisions sur la culture politique. Parmi les questions d'identité, deux portent sur ce domaine, l'une concernant l'intérêt que les personnes manifestent pour la politique et l'autre sur le parti de préférence.

1.1.5. Les visions éthiques et religieuses

Nous entrons à présent dans le domaine des valeurs proprement dites, qui certes ont leur signification en soi, mais qui surtout, alliées aux représentations des rapports à la nature ou des rapports sociaux, viendront renforcer ou affaiblir certaines conceptions ou ce qu'on pourrait appeler leur poids idéologiques. Pour donner un exemple, l'idée que Dieu dirige l'univers du haut du ciel, combinée avec la naturalisation des rapports sociaux, confère à ces derniers une plus grande solidité, car leur légitimité est difficilement remise en cause. La poursuite des valeurs dans la vie sociale est introduite dans l'enquête par quatre indicateurs (questions 2, 11, 16 et 19).

Quant à la vision religieuse, elle est circonscrite par sept indicateurs. Deux d'entre eux concernent la conception que l'on a de Dieu,

ceci étant apparu comme assez central dans la configuration idéologique des sociétés périphériques (questions 12 et 17). Un indicateur très particulier en Haïti porte sur le caractère sacré ou non de l'exercice de la fonction politique suprême (question 42) et trois autres portent sur les systèmes religieux principaux du pays, le catholicisme, le protestantisme et le vaudou (questions 36, 37 et 41). Dans les questions d'identité, l'appartenance religieuse a aussi fait l'objet d'une mention.

1.1.6. L'orientation des changements dans la société haïtienne

La société haïtienne étant passée par des changements sociaux et politiques considérables au cours de ces dernières années, il était important de prendre en compte la manière dont la population de Port-au-Prince les lisait et les appréciait. Trois séries d'indicateurs forment la matière de cette section du questionnaire. La première concerne les changements existants et le sens qu'on leur attribue (questions 5, 10 et 34). La deuxième s'adresse aux orientations que les personnes interrogées voudraient donner aux changements (questions 1, 9, 23, 25 et 35) et la troisième exprime l'attitude face à l'avenir (questions 18, 27 et 32).

1.2. *Les éléments de la culture*

1.2.1. Le rapport à la nature

À titre d'indication générale, tout en rappelant que les chiffres ne représentent pas la population de Port-au-Prince dans son ensemble, nous commencerons par un tableau général reprenant les indicateurs et ensuite nous nous interrogerons sur certaines caractéristiques plus particulières (tableau 1).

La première chose à constater est la différence qui existe entre les diverses réponses. Nous nous trouvons donc devant un univers culturel diversifié, même dans ce premier élément. En effet, le fait que les catastrophes naturelles puissent être un châtement divin, ce qui est un des meilleurs indicateurs d'une interprétation mythique de l'univers, n'est partagé que par 27% des personnes interrogées, tandis que 47%

TABLEAU 1. *Opinions concernant les rapports à la nature*

	Oui	Non	?	s.p.	?+s.p.
—Des catastrophes (cyclones, pluies, tremblements de terre, sécheresse) sont un châtiment de Dieu.	27.3	47.0	14.0	11.7	25.7
—Certaines maladies sont le résultat d'un mauvais sort.	54.0	24.7	14.3	7.0	21.3
—Manger des œufs rend les enfants voleurs.	5.3	76.3	4.7	13.3	18.0
—Une femme peut rester enceinte pendant des dizaines de mois si l'enfant ne profite pas.	43.0	29.7	9.7	17.3	28.0

le rejettent. Cela révèle l'importance du phénomène urbain: nous sommes dans une société qui n'est plus dominée par le rapport direct avec la nature et qui en arrive progressivement à considérer les phénomènes naturels dans leur réalité physique. La population des villes est en effet moins vulnérable aux aléas de la nature, même si certains quartiers de la zone métropolitaine souffrent encore régulièrement de ce genre d'événements.

Mais il existe aussi une proportion assez importante des personnes qui doutent ou qui ne savent pas (plus de 25%). Cela veut dire qu'elles n'osent plus affirmer la position de la lecture traditionnelle mythique, mais qu'elles ne sont pas persuadées du contraire. En d'autres mots on pourrait dire que culturellement elles sont comme assises entre deux chaises, ce qui est typique d'un milieu urbain de constitution récente, au départ d'une population rurale ayant émigré dans la ville. Si l'on ajoute ce chiffre à celui des personnes affirmant la position caractéristique des milieux ruraux, on dépasse la moitié de l'échantillon qui se situerait donc dans une pensée qui n'a pas rompu totalement avec une approche mythique des rapports à la nature. Or si l'on se rappelle la surreprésentation des milieux professionnels, il n'est pas trop audacieux de penser que cette proportion pourrait se rapprocher des deux-tiers de la population totale. Nous entrerons dans plus de détails plus tard.

Si nous prenons le deuxième indicateur concernant cette fois la

maladie et son utilisation possible par des personnes voulant jeter un mauvais sort, nous voyons que 54% marquent leur accord et seulement 25% leur désaccord. Cela ne signifie pas nécessairement que l'origine physique des maladies ne soit pas connue. La plupart des gens savent qu'il y a des microbes ou des virus, mais le caractère aléatoire de certaines maladies ou peut-être leur caractère psychique, continuent à poser des questions sur leur véritable source: qui envoie le microbe ou le virus? Il existerait donc un lien entre la nature et des acteurs doués de volonté capables d'orienter ses éléments au sein de la vie personnelle des gens. Cela pourrait être utilisé comme moyen de faire justice ou comme manière de nuire à autrui pour une raison ou une autre. Dans les sociétés où les relations primaires sont prédominantes, parce que toute la vie économique et sociale est construite sur la petite unité sociale, la famille, le clan, le village, ce mécanisme culturel de régulation de certains conflits est fréquent, surtout quand il est lié à une vision mythique de l'univers.

Si nous joignons au chiffre d'acceptation de cette idée, ceux des doutes et des ignorances, nous atteignons une proportion de près de 75% —dans la réalité probablement plus élevée encore— des personnes qui n'ont pas tout à fait abandonné cette représentation ou la partagent pleinement. Il est en effet tout à fait normal que, dans une ville comme Port-au-Prince, dont la fonction d'accueil d'une population rurale ne trouvant pas les moyens économiques de subsistance dans son milieu d'origine est prédominante, la culture soit fortement imprégnée de ce type de vision.

Certains pourraient croire que cela constitue un obstacle au progrès sanitaire. L'expérience ne semble pas le prouver, car même au sein d'une telle conception culturelle, d'une telle lecture du rapport à la nature, on peut adopter des comportements pratiques qui sont adaptés à la guérison réelle ou à la prévention des maladies. Une adéquation entre vision du monde et réalité du rapport à la nature est évidemment désirable, mais elle ne s'obtient pas par décret et même pas par une simple transmission des connaissances. La culture n'évolue qu'en fonction du contexte général, économique, social, d'éducation formelle longue et cela nous replace immédiatement face au problème central du développement économique et social dans le sens complet du mot, sans lequel la culture évolue difficilement.

Si nous examinons à présent deux propositions tirées des croyances populaires rurales du Haïti, nous constatons à première vue des

positions contradictoires. En effet affirmer que manger des œufs rendrait des enfants voleurs, est probablement une expression fondamentalement rurale, dont il serait intéressant d'ailleurs de retracer l'origine. En ville, où les œufs s'achètent dans les magasins ou les marchés et ne se ramassent plus dans les poulaillers (sauf exception), ce trait culturel tomberait rapidement en désuétude, ce qui expliquerait les 76% de rejet, face à seulement 5% d'acceptation et 18% de doute ou d'ignorance.

La question des femmes enceintes est perçue différemment, puisque seulement 30% des personnes interrogées s'opposent à l'idée qu'une femme pourrait rester enceinte pendant plus de 9 mois, voire des années, si l'enfant, pour une raison ou une autre, ne se développe pas dans le sein maternel. Il faut noter que les doutes ou l'ignorance équivalent au nombre de ceux qui s'y opposent, indiquant par là que la conviction est bien érodée. Mais il n'empêche qu'avec ses 43% d'opinions affirmatives dans l'enquête, elle inclue probablement une bonne moitié de la population dans son ensemble. Un tel indicateur n'est pas directement lié à une vision mythique du réel, mais plutôt à une vision non-scientifique. Un tel élément peut changer avec une augmentation des connaissances, ce qui normalement se transmet plus rapidement dans un milieu urbain qu'à la campagne.

Il est maintenant intéressant de s'interroger sur les catégories des personnes qui sont porteuses d'une culture plutôt que d'une autre, d'une proximité vis-à-vis des conceptions urbaines contemporaines ou des représentations rurales anciennes ou encore qui vivent dans une culture en transition, c'est-à-dire ne pouvant plus reproduire tels quels les éléments de la culture d'origine, sans pour autant pouvoir accepter celle qui se construit.

La première chose que nous constatons est que chez les femmes en général, il y a une tendance à renforcer les visions traditionnelles ou mythiques. Nous ne retiendrons que les trois domaines principaux et significatifs de certaines différences (tableau 2).

Il apparaît dans les trois indicateurs que les femmes ont un indice supérieur à celui des hommes dans l'acceptation de la pensée traditionnelle. C'est surtout le cas dans la question sur les maladies. Seules 14% d'entre elles n'acceptent pas cette idée, contre plus du double chez les hommes. Pour les catastrophes naturelles fruit d'un châtiement divin, le nombre des femmes qui y croient est de 10% supérieur à celui des hommes et en ce qui concerne les femmes enceintes, le

TABLEAU 2. *Les représentations du rapport à la nature:
hommes et femmes*

<i>Types de représentations</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>
1) Catastrophes naturelles, châtiment de Dieu.				
Hommes	22.7	50.6	14.5	12.2
Femmes	33.6	42.2	13.3	10.9
2) Maladies fruits d'un mauvais sort.				
Hommes	44.8	32.6	15.1	7.6
Femmes	66.4	14.1	13.3	6.2
3) Femmes enceintes plus de 9 mois.				
Hommes	36.0	32.0	8.7	23.3
Femmes	52.3	26.6	10.9	9.4

chiffre est de 16%. Ces résultats sont le fruit de la différence qui existe dans la position de la femme au sein de la société urbaine. Nous y reviendrons d'ailleurs en combinant l'ensemble des éléments qui les caractérisent.

Il est important pour aller plus loin de se demander si l'âge des personnes concernées révèle aussi des différences. C'est le cas pour les trois sujets en question (tableau 3).

Le tableau 3 montre très clairement que chez les femmes, l'âge est un facteur qui joue plus que pour les hommes dans une interprétation traditionnelle des rapports à la nature. Cela confirme l'hypothèse précédente du lien avec la place de la femme dans la société. Les femmes jeunes semblent se détacher assez nettement des plus âgées et se rapprocher un peu plus des hommes. Mais il est frappant de constater, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, que la catégorie d'âge la plus jeune (entre 18 et 25 ans) ne se caractérise pas par un accord moindre avec les trois propositions. Tant pour les hommes que pour les femmes, c'est donc un autre facteur qui semble jouer, probablement une plus grande expérience de vie professionnelle, qui permet une plus grande intégration dans une culture urbaine contemporaine. C'est ce que nous allons vérifier en prenant en consi-

TABLEAU 3. *Les représentations du rapport à la nature selon l'âge et le sexe*

<i>Types de représentations</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
1) Catastrophes naturelles, châtiments (oui)		
18-25 ans	24.3	36.4
25-40 ans	22.5	26.2
40 ans et +	21.2	53.8
2) Maladies fruits du mauvais sort (oui)		
18-25 ans	62.2	68.2
25-40 ans	40.2	62.5
40 ans et +	39.4	76.9
3) Femmes enceintes plus de 9 mois (oui)		
18-25 ans	32.4	54.5
25-40 ans	32.3	47.5
40 ans et +	51.5	65.4

TABLEAU 4. *Les représentations du rapport à la nature selon le niveau d'éducation*

<i>Niveau d'éducation</i>	<i>Représentations</i>		
	<i>Catastrophes châtiments</i>	<i>Maladies mauvais œil</i>	<i>Femmes enceintes plus de 9 mois</i>
Sans éducation	42.3	84.6	76.0
Primaire incomplète	58.5	70.7	60.9
Primaire complète	40.9	63.3	54.5
Secondaire incomplète	34.7	65.3	56.9
Secondaire complète	8.6	57.1	37.1
Supérieure	9.6	28.8	18.3

dération deux autres facteurs, l'éducation et les professions (tableau 4).

Le facteur éducation est fondamental dans la transformation des

représentations du rapport à la nature. Pour l'interprétation des catastrophes naturelles une seule catégorie dépasse le 50% pour une vision faisant intervenir une intentionnalité surnaturelle. Il faut cependant dépasser le seuil du cycle complet du secondaire pour que l'univers culturel se transforme. Pour les deux autres facteurs, le mauvais œil comme source de certaines maladies et les femmes enceintes, le taux d'adhésion aux propositions est plus élevé. Le seuil du basculement culturel se situe plutôt au niveau supérieur. Même à ce dernier niveau, qui comprend outre les études universitaires, aussi les autres types d'enseignement supérieur, l'on retrouve d'importantes traces de représentations appartenant à la culture traditionnelle (tableau 5).

TABLEAU 5. *Les représentations du rapport à la nature selon les professions*

<i>Professions</i>	<i>Représentations</i>		
	<i>Catastrophes châtiments</i>	<i>Maladies mauvais œil</i>	<i>Femmes enceintes plus de 9 mois</i>
Commerçants informels	59.2	71.4	68.3
Commerçants/artisans	43.6	76.4	68.3
Ouvriers	40.0	62.8	62.9
Employés/cadres moyens	10.7	40.0	29.0
Prof. libérales/cadres sup.	5.1	25.8	19.3

Il apparaît clairement que c'est dans le milieu du commerce informel et celui des commerçants/artisans que les représentations sont les plus proches de la tradition. Ce sont des activités exercées en partie par des migrants ruraux (l'informel) et en général individuellement. La plupart n'exigent pas un degré d'éducation très élevé. Ce milieu forme donc un lieu privilégié de la reproduction culturelle plutôt que de sa transformation. Il y a cependant une différence importante entre les deux types de commerçants. En effet dans le refus d'ajouter foi aux catastrophes/châtiment, l'on retrouve 43.6% des commerçants/artisans et seulement 28.6% des commerçants de l'informel.

Les ouvriers se situent dans une position intermédiaire, mais plus

proche d'une modernité culturelle. En fait 31% rejettent par exemple l'idée des catastrophes naturelles comme châtements, tandis que près de 30% hésitent ou ne savent pas. Les employés/cadres moyens et les professions libérales/cadres supérieurs se situent nettement dans un autre univers culturel. Ainsi, respectivement, 56% des premiers et 69% des seconds refusent d'accepter cette conception.

La combinaison entre éducation et profession constitue la base du changement de la culture. Il est vrai que les deux facteurs sont loin d'être totalement indépendants. Il faut un niveau d'éducation donné pour exercer certaines professions et ces dernières forment la base des possibilités d'éducation des générations qui suivent. Ils sont aussi liés au statut de la femme dans la société, les femmes ayant un accès moindre à l'éducation, surtout dans les milieux populaires et étant majoritaires dans certains types d'activités, tel le commerce informel par exemple. En d'autres mots, l'expression culturelle est fortement influencée par la position matérielle et sociale des acteurs dans leur société.

1.2.2. Les rapports sociaux

Rappelons que les rapports sociaux sont les liens logiques et pas nécessairement directement visibles qui existent entre des groupes humains et qui s'établissent et se reproduisent quand les collectivités s'organisent pour produire leurs biens matériels et pour gérer leur organisation politique. Ainsi, pour produire des biens industriels, les distribuer, les financer, des rapports de classe s'établissent entre ceux qui disposent du capital et ceux qui sont salariés. Dans une ville comme Port-au-Prince ces deux catégories ne forment qu'une minorité, face à une grande majorité de personnes qui vivant de petits métiers ou commerces, constituent ce qu'on appelle le secteur informel. Cependant, ce dernier, même s'il n'est pas directement inséré dans le rapport salarial, est indirectement dépendant du secteur formel organisé, par de nombreux biais, l'utilisation de la monnaie, la fixation des prix, le commerce de deuxième main, le prix de l'énergie, celui des biens alimentaires de base, et cætera.

Le secteur informel est bien souvent le résultat d'une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent trouver un travail dans le formel. Ce n'est que dans une minorité de cas qu'il peut aussi signifier un espace

d'initiative pour des petits entrepreneurs ou même parfois de nouvelles formes de production collective (coopératives ou petits producteurs associés). Il faut aussi rappeler que son existence permet de faire pression sur les salaires. Le nombre des demandeurs d'emploi étant très nombreux, la concurrence sur ce marché en résulte très forte et le prix de la force de travail s'en trouve réduit. Il est donc fonctionnel pour le rapport économique dominant et il n'est pas question de le considérer comme vivant en marge du système. Au contraire, pour les pays de la périphérie, il en est une pièce essentielle. Voyons maintenant dans une ville comme Port-au-Prince comment ces rapports et les questions qui leur sont connexes sont représentées dans les esprits ou les mentalités, c'est-à-dire dans la culture.

Nous passerons respectivement en revue les indicateurs de la lecture des rapports sociaux d'origine économique, puis du statut de certaines occupations, de critères éthiques et de la vision de problèmes sociaux spécifiques. L'ensemble nous permettra de réaliser une première approche de cette question.

1.2.2.1. Les rapports sociaux d'origine économique

Afin de mesurer le degré de perception des rapports sociaux à base économique, nous avons choisi quatre indicateurs (tableau 6).

TABLEAU 6. *Opinions concernant les rapports économiques*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—La propriété des moyens de production (terre, entreprise) est le fruit du travail de ceux qui la possèdent ou de leurs prédécesseurs.	38.7	19.7	22.3	19.3	41.6
—Un ouvrier qui reçoit un bon salaire n'est pas exploité.	42.5	33.4	19.7	4.3	24.0
—L'entreprise privée est le seul système qui assure le développement.	19.7	45.3	23.7	11.3	35.0
—La privatisation est une nécessité pour l'économie.	31.7	23.1	21.7	23.4	45.1

Les deux premiers indicateurs concernent directement les rapports sociaux capital/travail. Ils sont formulés selon la vision de l'interprétation libérale, dominante aujourd'hui dans le monde économique. Les deux suivants, concernant l'entreprise privée et la privatisation sont des expressions plus concrètes, mais allant dans le sens de la même logique.

En premier lieu il faut noter l'importance du nombre de ceux qui manifestent l'ignorance ou le doute sur ces questions, atteignant même 45% dans le cas de la proposition sur la privatisation. Cela n'est guère étonnant dans un environnement économique tel que celui de Port-au-Prince, où, rappelons-le, seule une minorité de la population travailleuse est incluse dans un rapport salarial. Cependant la culture urbaine permet à une partie d'entre eux d'avoir une opinion précise sur la question, soit en fonction du niveau d'éducation dont ils disposent, soit parce que les questions pratiques sont des enjeux politiques et donc discutés sur la place publique. Étant donné notre échantillon, il faut noter que le taux d'ignorance et de doute existant réellement dans l'ensemble de la population est nettement sous-évalué.

Sur la question des rapports sociaux existant dans l'économie actuelle, 20% de l'échantillon manifestent un rejet de la lecture libérale concernant la propriété et 33% celle du rapport salarial, ce qui situe dans la fourchette entre ces deux chiffres la proportion de ceux qui analysent au moins implicitement les rapports sociaux en d'autres termes que cette lecture. La question du salaire étant plus concrète, revêt un taux moins fort de doute et surtout d'ignorance (4%). Par contre, on trouve un pourcentage légèrement plus élevé d'acceptation du caractère juste du salaire s'il est bien payé que sur l'idée de la propriété comme fruit du travail (42.5% contre 38.7%). Quant au rejet de cette idée, il est pour sa part nettement plus fort, puisqu'il atteint un tiers des répondants. Il y a donc des différences très marquées d'opinions sur la question des rapports sociaux, quelques 40% suivant l'opinion dominante, dans les environs de 30% se situant à l'opposé et le reste manifestant la perplexité.

Les réponses aux questions suivantes confirment ce résultat, avec certaines nuances. Les partisans inconditionnels de l'entreprise privée sont 20% et ceux des privatisations 32%. En d'autres mots on peut lire les rapports sociaux dans des termes d'une vision libérale, sans exclure complètement une certaine intervention de l'État dans la sphère économique. A l'opposé, l'exclusivité de la propriété privée comme

facteur unique de développement est une forte conviction, qui dépasse la proportion des opposants à la vision libérale, ce qui confirme ce que nous venons de dire. Le problème de la privatisation se pose cependant de façon un peu différente. En effet, alors que les opposants à la vision dominante se situent dans les environs de 30%, ce ne sont que 23% qui s'opposent radicalement aux privatisations. Il y a donc parmi eux une légère marge des personnes qui ne seraient pas opposés à cette formule. Mais une grande proportion (45%) semble étrangère à cette problématique, avec plus de 20% dans l'ignorance totale.

Entrons à présent dans une analyse un peu plus détaillée de ces résultats. Il est intéressant de noter que les différences entre les opinions des hommes et des femmes sur ces questions ne sont guère significatives. Tout au plus note-t-on un taux légèrement plus élevé de doutes ou d'ignorance et une plus forte proportion de femmes qui acceptent l'idée qu'un bon salaire exclut l'exploitation (48% contre 38%). Quant aux différences d'opinion par âge, elles se manifestent surtout sur les questions de la propriété et des privatisations. Dans le premier cas, 16% des hommes entre 18 et 25 ans estiment que la propriété n'est pas simplement le fruit du travail, contre 30% chez ceux de 40 ans, et concernant les privatisations, plus des 50% des premiers contre 31% des seconds sont en faveur de l'idée. La jeune génération semble donc moins critique vis-à-vis des idées dominantes, mais il est difficile de dire s'ils changeront avec l'âge ou s'il s'agit d'une tendance à plus long terme.

Notons enfin à propos des privatisations que ce sont les personnes les plus intéressées à la politique qui y sont les plus opposées (49% contre 23% pour l'ensemble), tandis que l'ignorance se manifeste surtout parmi ceux qui n'ont aucun intérêt pour la cause publique (34% contre 23% dans l'ensemble). Cela confirme bien l'idée que cette question revêt une dimension politique certaine. Nous y reviendrons dans le chapitre consacré à la culture politique.

Reprenons la question des niveaux d'éducation et des professions pour voir s'ils revêtent la même importance que dans le cas de la représentation des rapports à la nature (tableau 7).

Il ne fait pas doute que le niveau d'éducation ne joue un rôle sur la manière dont la population de Port-au-Prince se représente les rapports sociaux. Mais la question est plus complexe qu'elle ne pourrait paraître à première vue. En effet, si nous prenons la première propo-

TABLEAU 7. *Les représentations des rapports sociaux d'origine économique selon le niveau d'éducation*

Niveau d'éducation	Accord avec les propositions			
	Prop. m. prod. fruit trav.	Salaire pas expl.	Entr. priv. = dévelopt.	Privatisation nécessaire
Sans éducation formelle	30.7	61.5	23.1	20.0
Primaire incomplète	43.9	58.5	41.5	34.1
Primaire complète	54.5	54.5	22.7	36.4
Secondaire incomplète	47.2	50.0	20.8	38.9
Secondaire complète	31.4	34.3	17.1	31.4
Supérieur	31.7	26.2	9.6	27.9

sition qui concerne la propriété des moyens de production, nous constatons que ceux qui n'ont reçu aucune éducation formelle ont un taux de réponses positives qui n'est guère différent de celui des personnes ayant suivi un enseignement supérieur. Par contre ceux qui disent non, ce qui signifie une attitude analytique déjà assez poussée, ne sont que 11.5% chez les personnes sans éducation formelle, mais 33% chez les seconds. En fait le taux d'ignorance atteint 50% chez les premiers.

Les deux propositions concernant le salaire qui ne serait pas une exploitation et le caractère exclusif de l'entreprise privée comme facteur de développement, montrent dans les deux cas un niveau d'analyse plus poussé avec l'élévation de l'éducation. Quant au problème de la privatisation, il ne manifeste guère d'avis positifs très différents. Notons cependant que l'opposition à cette idée est de 16% chez ceux qui n'ont pas eu d'éducation formelle et de 31% chez ceux de l'enseignement supérieur. Quant à l'ignorance elle est respectivement de 48% et de 17%.

Voyons à présent ce qu'il en est des professions (tableau 8). Le facteur profession est plus nettement discriminatoire que celui de l'éducation dans ce domaine. Il est vrai, comme le verrons plus loin, qu'il y a bien un lien entre les deux phénomènes, les professions libérales exigeant évidemment un niveau plus élevé d'éducation,

TABLEAU 8. *La représentation des rapports sociaux d'origine économique selon la profession*

Professions	Accord avec les propositions			
	Prop. m. prod. fruit trav.	Salaire pas expl.	Entr. priv. = dévelopt.	Privatisation nécessaire
Commerçants informels	42.9	54.8	33.3	29.3
Commerçants/artisans	58.2	50.9	20.0	34.5
Ouvriers	42.0	62.9	40.0	51.4
Employés/cadres moyens	29.3	32.0	13.3	33.3
Prof. libérales/cadres sup.	30.6	24.6	9.7	25.8

mais ici, le degré d'analyse sociale, c'est-à-dire de possibilité de critique envers des propositions exprimant la perception de l'existence des rapports sociaux, est nettement le plus élevé chez ceux du sommet de l'échelle professionnelle. Il peut paraître étonnant que les ouvriers aient des taux aussi élevés d'approbation à la manière de lire les rapports sociaux typique des classes dirigeantes de l'économie capitaliste. Comme la proportion d'ignorance est nettement moindre que chez les commerçants dans ces domaines, on peut en conclure que les idées dominantes font aussi leur chemin chez les travailleurs.

Il faut se rappeler que l'emploi est rare et donc très recherché, ce qui pourrait influencer les opinions concernant l'importance exclusive des entreprises privées et la privatisation. Par ailleurs, le taux de syndicalisation n'est guère très élevé. Si l'on se réfère aux refus des diverses propositions, ce sont 8.6% qui n'acceptent pas que la propriété soit le fruit du travail, 26% qu'un bon salaire ne signifie pas absence d'exploitation, 29% que l'entreprise privée soit la seule voie pour le développement et 14% que les privatisations soient nécessaires. La première proposition est nettement abstraite, tandis que les deux suivantes concernent plus directement la vie des travailleurs. Un quart d'entre eux dans ce cas manifeste une attitude critique.

Mais continuons notre investigation sur les représentations du social en entrant dans quelques détails qui pourront sans doute nous aider à progresser dans la connaissance de cet aspect des choses.

1.2.2.2. Le statut social de l'occupation ouvrière et universitaire

Par cet indicateur nous voulions savoir si le statut social élevé des activités non-manuelles, universitaires en l'occurrence, dépassait le besoin de rentrées financières hypothétiquement assurées par un emploi matériel. Dans la logique des moyens d'existence, c'est évidemment ce dernier qui devrait prévaloir, surtout dans une société où la survie matérielle fait l'objet d'une préoccupation quotidienne angoissante pour la majorité de la population. Voyons en le résultat (tableau 9).

TABLEAU 9. *Opinions sur les statuts sociaux des professions ouvrières et universitaires*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Il vaut mieux être un ouvrier avec travail qu'un universitaire sans emploi.	51.8	34.4	12.0	4.7	16.7

En effet, la majorité préfère le premier terme de la proposition, mais pas de manière massive. Plus d'un tiers affirme le contraire. En d'autres mots ils préfèrent le statut au revenu, ce qui indique une certaine aspiration aux professions non-manuelles. En effet, si nous enlevons les 17% des personnes qui semblent se situer en dehors de l'univers de cette problématique (ceux qui doutent ou ignorent), 60% sont d'accord avec la proposition et 40% en désaccord. Il y a donc malgré tout une solide opinion dans le sens d'une préférence au statut.

Les femmes sont plus proche du réalisme que les hommes, avec 56% d'accord, contre 48%. Ce sont d'ailleurs les générations les plus âgées qui se distinguent en ce domaine, aussi bien les hommes (67%) que les femmes (69%), signifiant par là que les jeunes sont plus attirés par le statut de la profession, tandis que chez les plus de 40 ans, le réalisme économique prédomine.

Le niveau d'éducation joue assez fort sur l'opinion en ce domaine. En effet, les catégories de ceux qui n'ont pas reçu d'éducation formelle jusqu'au niveau secondaire incomplet estiment à plus de 65% qu'il vaut mieux être un ouvrier avec un travail qu'un universitaire sans emploi, mais les proportions changent fortement dès qu'on arrive au niveau secondaire et supérieur où les proportions ne sont plus respec-

tivement que de 40 et de 33%. La question du statut social joue donc fortement, liant le statut professionnel avec un fait de culture.

Cela se vérifie aussi sur le plan des professions, avec 71% des ouvriers, 67% des commerçants de l'informel, 62% des commerçants/artisans, 46% des employés et 32% des professions libérales et cadres supérieurs, qui approuvent une telle proposition. Cela permet de constater combien le type de profession influence les mentalités. En d'autres mots, les référents culturels sont très fortement conditionnés par l'appartenance professionnelle, qui elle-même est généralement liée avec l'appartenance sociale. Dans une société où la mobilité sociale est relativement faible, les conditions économiques ne permettant guère de changements spectaculaires, ce genre de clivage a toutes les chances de se reproduire avec les générations.

Et cependant, les chiffres montrent bien qu'il n'y a pas de correspondances absolues entre les professions et les opinions. Ainsi 23% des ouvriers estiment qu'il vaut mieux être un universitaire sans travail, indiquant donc un certain pluralisme des opinions dans ce milieu, même si la grande majorité opine le contraire.

1.2.2.3. Les critères éthiques

Toujours en liaison avec les rapports sociaux, se pose le problème de la légitimation. En effet, les représentations, pour être socialement efficaces, c'est-à-dire, pour jouer un rôle dans la reproduction des rapports sociaux dans le temps ou pour orienter des pratiques destinées à les changer dans l'avenir, doivent joindre à une lecture de ces rapports (ce que nous venons de voir), une appréciation valorative. On les légitime ou on les délégitime. Dans les propositions que nous avons analysées, un jugement de valeur était déjà inclus. En effet, si la propriété des moyens de production est le fruit du travail, elle porte en elle-même sa justification. Si l'ouvrier qui reçoit un bon salaire n'est pas exploité, l'éthique est respectée. Si l'entreprise privée est le seul moyen d'assurer le développement, son exclusivité dans le champ économique est une obligation. Enfin, on ne peut mettre en doute la légitimité des privatisations, si c'est une nécessité pour l'économie.

Nous avons voulu aller un peu plus loin en complétant cet aspect du problème par deux propositions qui dans le chef de la population pouvaient renforcer, en cas d'acceptation, l'adhésion à la pensée dominante sur les rapports sociaux à base économique. Il s'agit d'abord

de l'idée de la réconciliation des classes en tant que source du bien être pour tous. En effet, cela s'oppose à une autre vision de la société, qui perçoit les intérêts de classes comme contradictoires et la création du bien être pour tous comme le résultat de luttes sociales. Ce sont deux lectures de la société bien différentes et dont on perçoit tout de suite l'importance dans la dynamique d'une société. La deuxième proposition concerne le succès en tant que fruit du hasard. Une telle position élimine la prise en considération des conditions sociales du succès. Mais par ailleurs, elle est moins claire que la précédente, car elle peut aussi se référer aux efforts individuels. Voici les données que montre le tableau 10.

TABLEAU 10. *Opinions concernant la réconciliation des classes et le succès dans la vie*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Seule la réconciliation des classes sociales peut amener le bien être de tous.	68.3	13.3	12.7	5.7	18.4
—Le succès dans la vie est une question de chance.	30.3	52.3	15.7	1.7	17.4

Pour ce qui est de la réconciliation, la proposition est quelque peu piégée, car dès que le contenu d'une question devient éthiquement connoté, un certain stéréotype commence à jouer, bien peu de gens voulant s'affirmer non-éthiques (ici contre la réconciliation). Par contre, dans un tel cas, ceux qui marquent leur désaccord, indiquent une opinion contrastée, qui sait dépasser l'aspect moralisant du vocabulaire, pour aller au delà de la signification immédiate et donc se poser dans le cadre d'une analyse. Cela pourrait aussi refléter un radicalisme social, dans la mesure où cette position serait associée avec l'opinion estimant que l'usage de la violence est nécessaire pour accomplir les changements. Mais en fait ce n'est le cas que d'une assez faible minorité.

Dans le cas de la réconciliation des classes, 13% s'opposent à la formulation de la proposition. C'est donc la catégorie de personnes

qui semble la plus claire dans sa position idéologique. Par contre près de 70% disent le contraire et 17% sont culturellement peu concernées par cette question. Il n'y a pas de différences significatives entre les hommes et les femmes et selon les catégories d'âge.

Une majorité (52%) s'oppose à l'idée que le succès dans la vie soit une question de chance, tandis que 30% le pensent. Il est probable cependant que la plupart pensent plus aux efforts personnels qu'aux conditions sociales du succès. Ce qui nous permet d'avancer cette hypothèse c'est l'importance relative de l'accent mis sur l'individu et que nous retrouverons plus tard.

Pour les niveaux d'éducatifs, nous retrouvons un clivage frappant pour la question de la réconciliation, entre les personnes ayant suivi un enseignement supérieur et les autres. Les premières sont d'accord à 51% tandis que les autres présentent des majorités beaucoup plus fortes, entre 71% (primaires incomplètes) et 86% (primaires). Dans les milieux moins éduqués, la conviction est forte, car il y a très peu de gens qui disent ne pas savoir que répondre et les avis négatifs sont très peu nombreux, toujours en dessous de 10%. Parmi ceux qui sortent de l'enseignement supérieur, 22% disent que ce n'est pas seulement la réconciliation des classes sociales qui pourra apporter le bien-être et plus étonnant peut-être, 21% disent hésiter.

On peut avancer plusieurs hypothèses à ce sujet. D'une part les milieux intellectuels poussent plus loin l'analyse et se rendent compte que la réconciliation sociale est loin d'être l'unique condition et qu'elle peut même signifier un piège, car elle ne ferait que renforcer et légitimer une structure sociale particulièrement duale. Par contre, dans les milieux moins éduqués, la réaction éthique est probablement liée avec un désir de solutions immédiates face à un passé violent. Ainsi, 80% des ouvriers pensent de la sorte et 71% des commerçants du secteur informel, mais seulement 44% des professions libérales/cadres supérieurs.

Pour le succès fruit de la chance, le clivage est encore beaucoup plus impressionnant (tableau 11). Si les différences sont aussi grandes, c'est bien que le succès est inégalement réparti selon les niveaux d'éducation, liés aux autres facteurs sociaux. Il est assez poignant d'entendre ainsi s'exprimer la voix de ceux qui n'ont même pas un capital culturel leur permettant de croire en autre chose que la chance pour un succès dans la vie. Les différences sont évidemment surtout sociales. C'est ainsi que parmi les commerçants de l'informel, ils sont 67%

TABLEAU 11. *Le succès est-il résultat de la chance, selon les professions*

<i>Proposition</i>	
<i>Accord avec la proposition</i>	<i>Succès fruit de la chance</i>
Sans éducation formelle	69.2
Primaires incomplètes	65.8
Primaires complètes	50.0
Secondaires incomplètes	36.1
Secondaires complètes	11.4
Supérieurs	4.8

à partager cet avis. Les ouvriers sont 46% et les professions libérales et cadres supérieurs 4.8%.

On peut donc conclure que plusieurs conceptions d'ordre éthique ou valoratif viennent en fait renforcer, même indirectement, la légitimité du système économique existant. On perçoit donc l'importance de ces aspects pour la continuité dans le temps des systèmes économiques, surtout quand, comme dans le cas de Port-au-Prince, ils n'offrent pas une base matérielle satisfaisante à l'ensemble de la population (emplois, possibilités de consommation).

1.2.2.4. La perception de certains problèmes sociaux

Pour vérifier la logique des systèmes culturels, nous ajoutons encore quelques indicateurs. Evidemment, c'est seulement quand nous pourrions effectuer des corrélations entre toutes les réponses que nous pourrions entrer plus à fond dans les modèles culturels de la population interrogée. En effet, quand nous comparons des corrélations simples (entre deux variables, par exemple les réponses des hommes à la question sur la réconciliation), nous ne sommes jamais sûrs que ce soient les mêmes personnes qui répondent de façon identique à la question suivante (par exemple les hommes sur le succès). On doit donc rester prudent dans les interprétations, même si cela nous permet de tracer une première esquisse du tableau et de préciser les hypothèses.

Les problèmes qui ont été choisis se situent dans trois secteurs, l'un liant la perception des rapports avec la nature avec une dimension sociale, un autre sur certaines questions socio-culturelles en liaison avec les problèmes particuliers à une ville comme Port-au-Prince et finalement une question essayant de mesurer le degré de perception de problèmes existant dans le monde extérieur à la société haïtienne.

a) *Questions de type socio-écologique*

Deux propositions portent sur ce sujet: l'une sur le lien entre l'importance du commerce informel et la saleté dans la ville et l'autre sur le degré de conscience écologique ou, en d'autres termes, la dimension que le rapport à la nature a pris dans la conscience sociale (tableau 12).

TABLEAU 12. *Opinions sur des questions écologiques*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—La saleté et l'insalubrité dans les villes proviennent de l'économie informelle.	50.7	31.0	11.7	6.7	17.4
—La défense de l'environnement est une action à la quelle je suis prêt à participer.	90.3	4.0	2.3	3.3	5.6

Le lien entre insalubrité et importance du secteur informel n'est évidemment pas une évidence à priori. Il est vrai que ce type d'activité économique est particulièrement visible à Port-au-Prince et qu'il envahit un grand nombre de voies publiques. Par ailleurs les déchets que produit ce secteur sont importants et ils contribuent considérablement au manque de propreté dans la ville.

De là à y voir la cause principale d'un problème qui semble bien caractériser la zone métropolitaine haïtienne, il y a un pas qu'un certain nombre de personnes (31%) ne franchissent pas, même si la moitié des interviewés sont bien d'accord avec cette opinion. Peux doutent, mais la marge de ceux qui disent ne pas savoir est relativement élevée, indiquant qu'un certain nombre de personnes ne veulent pas prendre position dans une question peut-être plus délicate qu'on pourrait le penser à première vue. En effet, ceux qui vivent de ce

commerce sont très nombreux. On ne sera pas étonné d'apprendre que les femmes sont plus sensibles au problème que les hommes (54% contre 48%). Les commerçants et les ouvriers en sont très conscients (près de 70%), mais c'est le cas de seulement 29% des professions libérales et cadres supérieurs.

Quant à l'engagement en faveur de la défense de l'environnement il est quasi unanime. Seuls 4% des personnes disent le contraire. Il est frappant de constater le degré de conscience sociale existant en cette matière. C'est donc un lieu de mobilisation possible pour tous les groupes sociaux et toutes les catégories d'âge.

b) Questions de type socio-culturel

Deux questions ont été retenues dans ce travail, la cohabitation et le racisme (tableau 13).

TABLEAU 13. *Opinions sur la cohabitation et sur le racisme*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—C'est pour des raisons économiques que les gens vivent ensemble sans se marier.	33.0	47.3	18.0	1.7	19.7
—Le racisme est avant tout une manière de défendre des intérêts économiques.	38.0	23.7	13.7	24.7	38.4

Comme on le remarquera immédiatement, ce ne sont pas tellement les problèmes en eux mêmes qui étaient visés par ces questions que leur lien avec des situations économiques, soit la pauvreté dans le cas de la cohabitation, soit la préservation du pouvoir économique par les blancs ou les mulâtres dans le cas du racisme. Les chiffres concernant la première proposition semblent montrer que s'il existe bien un tiers des personnes interrogées qui établissent un lien entre cette situation et les difficultés économiques, la majorité cependant répondent de façon négative, indiquant par là que cette pratique n'est en rien incompatible avec la culture générale du pays. Le recensement de 1982 ne révèle-t-il pas que 73% des catholiques préféraient le "plaçage" au mariage?

Le nombre de ceux qui ne savent pas est assez élevé et correspond à une catégorie de personnes qui vivent dans un univers culturel très éloigné des concepts qu'utilise le questionnaire. Il est cependant frappant de constater que les jeunes sont les plus sensibles à l'aspect économique du problème. En effet, respectivement 46% des jeunes hommes entre 18 et 25 ans et 50% des jeunes femmes affirment le lien entre les deux termes de la question, contre 33% des hommes et 35% des femmes de plus de 40 ans. Le problème est donc plus réel pour eux. Ouvriers et commerçants de l'informel approuvent cette idée à 57%, mais ce n'est le cas que de 11% des professions libérales et cadres supérieurs. On voit comment le niveau de vie matérielle, reflété par ces professions, influence l'opinion, les premiers évidemment plus concernés par la précarité économique. Cela s'inscrit aussi dans les différences d'éducation (57% des sans éducation formelle et 13% de l'enseignement supérieur).

Quant au racisme, ses liens avec des stratégies économiques sont affirmés par un peu plus d'un tiers de l'échantillon (38%), tandis que 25% déclarent ne pas savoir et 14% en doutent. Que ce soit un problème autonome vis-à-vis de considérations économiques est l'avis de 24% des gens interrogés. Les réponses sont donc très diverses et l'ignorance est une des plus fortes de toutes les questions abordées dans l'enquête. Il est vrai qu'établir le rapport proposé exige une certaine dose d'abstraction, qui n'est pas le fait de l'ensemble de la population, où que ce soit d'ailleurs, sauf quand l'apartheid est un système politiquement imposé.

c) La perception de la situation des jeunes dans les pays développés

Cette question avait seulement pour but de savoir dans quelle mesure des problèmes extérieurs font l'objet d'une connaissance de la part du public interrogé dans l'enquête. Nous avons choisi un fait assez bien répercuté par les moyens de communication de masse, celui du chômage, en particulier des jeunes dans les pays capitalistes développés. En voici le résultat (tableau 14).

Une forte majorité se détache pour estimer que la situation des régions industrialisées du monde capitaliste offre aux jeunes des garanties d'avenir. C'est là une méconnaissance de la réalité, attribuable au manque d'information, mais aussi peut-être à une sorte d'idéalisation des économies développées, qui donnent l'image d'une con-

TABLEAU 14. *Opinions sur la situation des jeunes dans les pays développés*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Dans le pays capitalistes industrialisés l'avenir des jeunes est assuré.	61.7	16.3	17.7	4.3	22.0

sommentation abondante ne pouvant signifier qu'un environnement favorable pour l'avenir économique des jeunes. Il est frappant de constater que seules 4% des personnes interrogées disent ne rien savoir et même si 18% en doutent, cela relève d'une conviction forte sur la question. Les quelques 16% qui disent non, sont ceux qui ont pu disposer d'informations qui vont au delà des apparences, mais comme on peut le voir, ils sont une minorité. Cela aussi peut contribuer à la légitimation de la "pensée unique", faisant du système économique qui y est associé une réalité désirable. C'est le cas de 80% des ouvriers et de 76% des commerçants de l'informel, mais aussi de 39% des personnes de professions libérales et cadres supérieurs.

1.2.2.5. La vision politique

Nous donnerons dès maintenant les résultats de deux questions, celle sur l'intérêt vis-à-vis de la politique et l'autre sur la nécessité de l'engagement politique (tableau 15).

TABLEAU 15. *La place du politique dans la culture*

	<i>Très intéressé</i>	<i>Inté-ressé</i>	<i>Peu intéressé</i>	<i>Pas intéressé</i>	<i>s.p.</i>	<i>Pas + s.p.</i>
Intérêt politique	12.3	11.7	28.3	25.0	10.7	45.7

<i>Proposition</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Pour changer la société, il faut s'engager dans une organisation politique.	14.3	66.3	10.7	8.7	19.4

Comme nous le disions au départ, la sur-représentation de la catégorie des professions libérales et cadres supérieurs, de même que le milieu des enquêteurs, tend à surdéterminer l'importance du facteur politique dans la société. Malgré cela et malgré une histoire politique très riche en événements au cours des dernières années, le panorama est dominé par un intérêt très relatif vis-à-vis de cette dimension de la vie collective. En effet, 64% sont peu ou pas intéressés ou ne savent pas et 66% estiment qu'il ne faut pas s'engager dans une organisation politique pour changer la société. Le nombre de ceux qui se disent intéressés est de 24%, mais ceux qui estiment nécessaire l'intervention d'un parti ne sont plus que 14%.

Evidemment le facteur éducation joue un rôle. Ainsi personne parmi les sans éducation formelle déclare être intéressé à la politique, tandis que pour le niveau supérieur le chiffre pour les deux catégories d'intérêt est de 48%, soit près de la moitié. La culture politique semble donc bien passer par l'éducation formelle. Quant au facteur professionnel, il joue aussi. Ce sont les commerçants qui sont les moins intéressés: 7% des commerçants du secteur informel et 13% des autres. Les ouvriers manifestent un peu plus d'intérêt: 15%. Quant aux professions libérales et cadres supérieurs, ils sont 42%. Par contre en ce qui concerne l'opinion sur la nécessité de l'engagement politique, il n'y a guère de différences très significatives entre les professions, ni entre les niveaux d'éducation, sauf que dans les milieux de l'enseignement supérieur (64%) on est plus opposé à cette nécessité que parmi les personnes sans éducation formelle (38%). Cela pourrait paraître assez contradictoire, puisque chez eux personne ne se dit intéressé à la politique, mais en fait la proportion de ceux qui affirment leur ignorance est de 46%.

Evidemment cela ne signifie pas nécessairement que les campagnes électorales ne rencontreront pas un intérêt populaire, mais —et l'on sait que la participation a diminué au cours des derniers scrutins— il s'agit de réalités épisodiques et non pas de facteurs inscrits dans la culture au quotidien. Quand on se réfère à la situation générale d'une ville comme Port-au-Prince, à son histoire, à ses caractéristiques économiques et à sa composition sociale, il n'y a là rien d'étonnant. Le phénomène de la dépolitisation est d'ailleurs universel, non seulement en Amérique latine, mais aussi dans les pays économiquement plus développés. La corruption des régimes qui ont dominé une partie importante du champ politique dans le continent, l'écroulement des

régimes socialistes de l'Est européen, l'accroissement de la pauvreté avec les régimes néo-libéraux, n'ont laissé que peu d'illusions. Mais nous reviendrons sur cette question plus en détail dans la suite.

1.2.2.6. Les valeurs dans la culture

En dehors de la légitimation des rapports sociaux dont nous avons parlé plus haut et qui met en branle une dimension éthique pour leur justification ou au contraire leur rejet, il existe une série de valeurs qui contribuent à construire le ciment d'une société. Nous ne pouvions en faire un tour exhaustif et nous en avons choisi quatre à titre exemplatif. Il va sans dire que des enquêtes plus précises doivent être faites, quand on désire aborder une question spécifique, que ce soient des problèmes de santé, de population, de développement, d'identité nationale ou régionale, etc. On utilisera alors des batteries d'indicateurs propres à ces divers domaines; pour ce qui est de la religion, nous traiterons du problème plus en détail dans peu de temps (tableau 16).

TABLEAU 16. *Expression de certaines valeurs dans la culture*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—L'objectif fondamental dans la vie est de fonder une famille.	69.0	20.7	8.7	1.7	10.4
—La solidarité implique un sacrifice de soi.	87.2	5.7	5.4	1.7	7.1
—L'argent ne fait pas le bonheur.	71.5	17.8	9.4	1.3	10.7
—Avoir une moto, une auto, de l'argent sont des objectifs prioritaires.	23.3	67.0	9.0	0.7	9.7

Ce qui frappe dès le départ c'est le très petit nombre de personnes qui disent ne pas savoir. Cela signifie donc que ces indicateurs ont une résonance réelle pour l'ensemble des interviewés. Le nombre de ceux qui doutent est aussi assez bas. Ceci dit, que nous révèlent ces quatre thèmes? D'abord c'est l'importance du facteur familial. Cependant, 20% des gens interrogés affirment que pour eux ce n'est pas l'objectif

principal dans la vie. Evidemment la question ne nous dit pas quel est pour eux l'objectif prioritaire et c'est donc une information négative.

Le plus intéressant à constater c'est la différence qui existe selon les catégories d'âge. Alors que pour les hommes, 64% des plus jeunes mettent l'objectif familial en premier lieu, la proportion est de 88% pour ceux de 40 ans et plus. Pour les femmes les chiffres sont respectivement de 65% et 64%. Il s'agit donc d'une constante pour ces dernières. De plus, parmi les plus jeunes il n'y a aucune différence entre les hommes et les femmes. Il faudrait cependant investiguer plus avant pour expliquer ces phénomènes. En effet, on constate que l'accroissement des activités informelles comme fruit de la pauvreté, tend à renforcer l'institution familiale en tant qu'unité de survie économique et de solidarité. Il est en effet frappant de constater que cette affirmation rencontre l'accord de 88% des commerçants de l'informel, de 86% des ouvriers, de 84% des commerçants/artisans, mais seulement de 59% des employés et de 44% des personnes et professions libérales et cadres supérieurs. Cela signifie que pour eux il y a d'autres valeurs qui interviennent ou même formulé autrement, qu'ils peuvent établir un choix plus élargi. Cela se reflète également sur le plan de l'éducation, puisque jusqu'au niveau secondaire incomplet, les chiffres dépassent les 80% et que pour le supérieur on tombe à 42%.

Retenons seulement que la famille dans la culture urbaine haïtienne reste un élément clé et seule une comparaison avec les milieux ruraux pourrait nous dire s'il s'agit d'un phénomène en érosion ou au contraire doué d'une solide permanence.

La solidarité exige des sacrifices personnels. C'est là une expression assez admirable d'un lien entre une valeur sociale et une attitude personnelle. Certes, ne faut-il pas exclure une certaine dose de stéréotype, qui dans des enquêtes affecte souvent les réponses à forte charge morale. Par ailleurs, les 1% qui ne sont pas d'accord ou qui en doutent, pensent peut-être au fait que la solidarité est aussi et avant tout, dans une perspective de construction sociale, une question d'organisation collective. On ne peut donc interpréter ces réponses comme un manque d'éthique. Une fois de plus cependant, c'est seulement par des enquêtes plus poussées que nous pourrions donner réponse à cette interrogation. Des différences existent cependant. Ainsi chez les jeunes hommes la réponse affirmative est de 68%, de 90% chez ceux de 25 à 40 ans et de 93% chez ceux de plus de 40 ans. L'expérience des années noires de l'histoire politique ont peut-être plus particulière-

ment marqué ces deux groupes d'âge. Il n'y a pas de différences significatives entre les niveaux d'éducation et les professions.

Les deux propositions restantes indiquent nettement la place des valeurs matérielles dans les représentations sociales. N'oublions pas que nous ne mesurons pas ici des pratiques, mais bien des opinions et des attitudes, donc des faits de culture et qu'il peut exister une distance entre la pensée et la pratique. Les deux questions utilisées dans le questionnaire permettent un contrôle mutuel. En effet, dans le premier cas sur l'argent, c'est une réponse positive qui signifiait l'adhésion à la valeur des perspectives non-matérielles, tandis que dans la seconde il s'agissait d'une réponse négative. Les deux questions ne se suivaient d'ailleurs pas dans le questionnaire.

Nous constatons une cohérence réelle, puisque 71% répondent par l'affirmative au fait que l'argent ne fait pas le bonheur et que 67% nient que l'objectif prioritaire soit de posséder des biens. Par contre, 23% affirment le contraire et 18% disent ne pas être d'accord avec le fait que l'argent ne fasse pas le bonheur. Nous ne pouvons pas aller plus loin dans l'interprétation de ces réponses, qui peuvent évidemment recouvrir un grand nombre de nuances, mais nous constatons en tout cas que dans la culture urbaine de Port-au-Prince, il existe une proportion notable de personnes pour lesquelles l'aspect matériel de l'existence est primordial, même au niveau du discours et malgré la connotation éthique de la proposition. Le fait du moteur économique est donc réel probablement pour bien plus que les quelques 20% des personnes qui l'affirment explicitement et cela vaut pour les divers niveaux d'éducation et pour les professions sans distinctions notables.

Il n'est pas inintéressant de constater que la formulation très concrète de la deuxième question (moto, auto, argent) ait plus attiré les jeunes hommes que les jeunes filles (46% contre 14%), et que les hommes de 40 ans et plus (9%). Par contre, les femmes plus âgées affirment dans une plus grande proportion que cela constitue un objectif prioritaire (35%), ce qui est peut-être révélateur d'une longue et pénible expérience de vie.

Il est vrai que ceux qui sont sans éducation formelle y voient une valeur ou un désir profond, car 46% disent oui. Mais ils sont partagés, car 50 disent non. Pour l'éducation supérieure les chiffres sont respectivement de 13% et 75%. Du point de vue professionnel, mêmes différences. Ce sont 37% des ouvriers qui répondent affirmativement et 31% des commerçants de l'informel, tandis que pour les professions

libérales ce sont seulement 11%. Quant à la négation, elle est plus forte dans tous ces groupes: 54% des ouvriers, 67% des commerçants de l'informel et 77% des professions libérales/cadres supérieurs. Tout cela est aussi révélateur de circonstances existentielles en lutte avec une réaction éthique.

1.2.2.7. La religion

Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur le phénomène religieux en Haïti. Avant d'entrer dans les détails des contenus de croyance ou d'opinions, nous donnerons quelques renseignements sur les caractéristiques des appartenances religieuses.

a) *Les appartenances comparées entre 1982 et 1996*

Une comparaison est possible avec le recensement de 1982, qui avait étudié notamment pour la zone métropolitaine de Port-au-Prince les appartenances religieuses des personnes entre 15 et 44 ans. En voici les résultats comparés avec ceux de notre enquête, qui tout en n'ayant pas utilisé exactement les mêmes bases, donne cependant des indications suffisantes pour qu'un rapprochement soit possible (tableau 17).

TABLEAU 17. *Les appartenances religieuses (1982/1996)*

	<i>Recensement de 1982</i>	<i>Enquête de 1996</i>
Catholiques	78.9	49.6
Vaudous	—	3.5
Episcopaliens	0.2	1.4
Protestants	11.4	23.8
Evangeliques	5.3	13.8
Autres	4.2	7.8

Si nous regroupons les chiffres, voici les proportions:

	<i>Recensement de 1982</i>	<i>Enquête de 1996</i>
Catholiques	78.9	49.6
Protestants	16.2	39.0
Autres	4.2	11.3

L'évolution la plus nette en ces 16 années est l'augmentation du nombre des protestants, tous groupes confondus et la diminution parallèle du nombre des catholiques. On peut en conclure que la culture haïtienne, au moins dans la zone métropolitaine, est aujourd'hui pluraliste du point de vue religieux. Il est d'ailleurs probable que dans les 11% d'autres soient aussi inclus certains groupes à référence chrétienne. Et cela sans parler du vaudou, qui n'apparaît pas dans les statistiques officielles et peu dans notre enquête, soit qu'aux yeux des milieux populaires la distinction ne soit pas clairement établie, soit que le rejet social de cette forme religieuse qui a longtemps caractérisé la société formelle et ses expressions religieuses catholiques et protestantes, n'aie pas favorisé une affirmation ouverte d'appartenance. Nous continuerons l'investigation en tâchant de voir quelles sont les caractéristiques de chacun des principaux groupes, notamment en distinguant les âges, l'éducation et les professions (tableau 18).

La structure des âges des groupes religieux montre très clairement que le phénomène que nous avons constaté en comparant les statistiques de 1982 avec celles de 1996 se confirme, car pour les catholiques, si la catégorie d'âge de 40 ans et plus représente 65%, celle des plus jeunes (18 à 25 ans) ne représente plus que 39%. Les protestants sont majoritaires dans ce groupe d'âge, avec 48%. Certes, ces chiffres ne représentent que l'échantillon des personnes interrogées et il est possible que dans la population dans son ensemble il y ait quelques différences, mais ce qui est sûr c'est la tendance révélée par ces chiffres. Le Haïti est en passe de devenir un pays à majorité protestante. Il est vrai que l'accroissement des groupes protestants et évangéliques est un phénomène mondial et latino-américain en particulier. Nous n'entrerons pas dans l'analyse de ses causes dans ce travail. Elles sont certes multiples, mais les facteurs socio-économiques n'y sont pas étrangers. Il faut y ajouter en Haïti, comme nous le verrons plus avant, une perte considérable de prestige de l'Église catholique, notamment suite aux positions politiques de certains de ses responsables hiérarchiques aux cours des dernières années.

TABLEAU 18. *L'appartenance religieuse par âge, éducation et professions*

	<i>Catholiques</i>	<i>Protestants</i>	<i>Autres</i>
1) Catégories d'âge			
18-25 ans	39.3	48.3	12.5
25-40 ans	48.3	38.9	12.2
40 ans et +	64.8	29.6	5.5
<i>Ensemble</i>	49.8	37.0	11.3
2) Éducation			
Sans éducation formelle	79.1	19.2	17.6
Primaires incomplètes	53.7	36.6	9.8
Primaires	52.4	38.1	9.6
Secondaires incomplètes	39.4	52.1	11.1
Secondaires	43.3	33.3	23.3
Supérieure	50.5	37.6	11.8
<i>Ensemble</i>	49.6	37.0	11.3
3) Professions			
Ouvriers	50.4	37.1	11.4
Employés, cadres moyens	48.5	36.6	11.4
Commerçants, artisans	37.0	51.9	19.2
Professions libérales, cadres supérieurs	51.9	36.5	11.5
Commerçants informels	66.7	26.2	7.1
<i>Ensemble</i>	49.6	37.0	11.3

L'examen des niveaux d'éducation montre que les catholiques sont proportionnellement plus nombreux dans les niveaux inférieurs, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que le catholicisme est une religion traditionnellement implantée dans l'ensemble du peuple, alors que le protestantisme a plutôt pénétré dans des couches moyennes qui valorisent l'éducation et donc, ont été attirées, partiellement au moins, par l'effort scolaire des Églises protestantes. D'autres Églises et nouveaux mouvements de type pentecôtiste, rencontrant du succès dans des milieux plus populaires, ont également mis l'accent sur l'éducation contribuant ainsi à faire monter le niveau de leurs membres. Par contre, les personnes d'éducation supérieure ont un degré d'apparte-

nance au catholicisme semblable à la moyenne générale de l'échantillon. Ainsi, le catholicisme est prédominant parmi les populations illettrées et donc dans les groupes populaires, probablement d'immigration urbaine récente, mais aussi important dans les milieux les plus éduqués, sans doute en fonction de l'union traditionnelle entre les classes dirigeantes et l'Église catholique.

Enfin la répartition par profession nous incite aux commentaires suivants qui viennent en complément de ce qui a déjà été dit. Les milieux les plus attachés au catholicisme sont, d'une part les commerçants de l'informel et les ouvriers, et de l'autre les professionnels et cadres supérieurs. Cela semble indiquer une quadruple réalité: 1) un catholicisme populaire, que l'on sait par ailleurs fortement teinté d'éléments du vaudou; 2) un catholicisme de milieux populaires allié à une vision critique de la société; 3) une forme de catholicisme de type élitique, proche de l'institution religieuse et dont les membres usent des institutions surtout scolaires pour leur reproduction sociale, tout en soutenant l'Église matériellement et politiquement, et finalement 4) un catholicisme de classes moyennes généralement caractérisé par une demande éthique et formant la base principale des milieux paroissiaux. Quant au protestantisme, c'est notamment dans les milieux commerçants et artisans qu'il connaît ses succès principaux et cela sous ses deux formes protestantes et évangéliques.

b) Les opinions sur les principales religions

Précisons à présent la place des trois groupes religieux principaux (tableau 19). Les trois interrogations ont été formulées de manière indirecte, afin d'éviter des réponses stéréotypées ou psychologiquement difficiles à formuler, étant donné que la toute grande majorité des personnes interrogées ont une appartenance religieuse bien déterminée.

En ce qui concerne l'Église catholique, à laquelle 49.6% des personnes interrogées appartiennent, 53% se situent négativement face à la proposition affirmant qu'elle représente l'aspiration profonde du peuple haïtien. Il serait assez logique que la majorité des non-catholiques se situent dans cette catégorie. Cependant l'opinion négative dépasse ce nombre, indiquant par conséquent une opinion partagée également par des catholiques. Si on y ajoute ceux qui doutent on arrive à un chiffre de 69%. De fait ceux qui affirment une telle fonction pour

TABLEAU 19. *Opinions sur les principales religions*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—L'Église catholique représente l'aspiration profonde du peuple haïtien.	21.7	53.0	16.3	9.0	25.3
—Les nouveaux mouvements religieux sont la solution pour les gens.	24.7	43.1	18.4	15.7	39.1
—Il n'y a de réussite possible qu'à condition de respecter les rites du vaudou.	11.7	72.0	10.0	6.3	16.3

l'Église catholique ne sont que 22%. On peut en conclure, au moins à titre d'hypothèse, que l'identification entre le peuple haïtien et l'Église n'est pas (ou plus) une réalité. C'est probablement aussi un fait qui rend plus facile le passage à d'autres confessions chrétiennes, dont la structure d'organisation et les formes de rassemblement paraissent plus proches de la culture populaire.

La deuxième question portait sur les nouveaux mouvements religieux protestants. Elle était peut-être trop abstraite, car le taux de non savoir est assez élevé: 16%. Deux choses cependant méritent d'être soulignées. Tout d'abord la proportion d'appréciations positives dépasse quelque peu celle de l'Église catholique (25% contre 22%). Or, si nous identifions l'appartenance aux Églises évangéliques avec les nouveaux mouvements religieux (ce qui n'est pas tout à fait identique, car plusieurs Églises pentecôtistes sont déjà relativement anciennes), nous constatons qu'alors que l'appartenance à ces Églises ne représente que 14% dans notre échantillon, les opinions favorables à leur sujet atteignent 25%. Et c'est là la deuxième constatation. Il semble donc que l'on puisse en conclure non seulement que ces mouvements sont en croissance numérique, comme les statistiques d'appartenance l'indiquent, mais qu'ils entrent de façon relativement positive dans la culture religieuse du milieu urbain métropolitain. Cela ne va pas sans résistance, puisque 43% des personnes interrogées sont d'un avis contraire (mais n'oublions pas qu'il y a 50% de catholiques et 24% de protestants n'appartenant pas aux Églises évangéliques).

La question du vaudou est évidemment difficile à circonscrire pour

les raisons déjà évoquées plus haut. Notons cependant que si seulement 3.5% des gens se déclarent adhérer au vaudou, 11.7% estiment que les rites vaudous sont une condition de réussite, ce qui indique une certaine présence parmi les autres affiliations religieuses. Par contre, le rejet très majoritaire de cette proposition (72%) ou sa mise en doute (10%), indiquent qu'au niveau de l'expression explicite, dans le milieu urbain de Port-au-Prince, le vaudou n'a guère de place. Seules des études plus poussées pourraient dire si ce trait culturel reliant le présent aux racines profondes du passé, ne vit pas à un niveau de la conscience non accessible à la "modernité" et qui ne s'exprimerait pas dans une verbalisation explicite, ceux qui le partagent ressentant bien la contradiction existant entre les deux univers culturels ou conservant dans la mémoire collective le souvenir des sévères répressions qui ont jalonné l'histoire du pays, depuis le temps colonial jusqu'à des périodes récentes. Dans les deux cas il s'agirait d'un mécanisme de défense culturelle.

C'est cependant en distinguant les niveaux d'éducation et les professions que l'on parvient à en savoir plus (tableau 20). Il est donc bien clair que c'est dans les milieux les plus éduqués que l'Église catholique a perdu le plus son appréciation (61%). Mais les autres niveaux d'éducation manifestent aussi une certaine désaffection, que l'on retrouve à un taux assez constant entre 40 et 50%. C'est donc bien un phénomène général, mais plus accentué dans les niveaux plus élevés. Pour les nouveaux mouvement religieux, c'est-à-dire surtout pentecôtistes, on remarque aussi le peu de réponses positives parmi les personnes de l'enseignement supérieur. Les avis sont plus partagés dans les autres niveaux et l'on remarque même que les appréciations positives dépassent celles de l'Église catholique aux niveaux primaire et secondaire. Quant au vaudou, même si la proportion n'est pas élevée, c'est dans les milieux de peu d'éducation formelle qu'on rencontre le plus d'opinions positives.

Quand on consulte les réponses ventilées en fonction des professions, la constatation va dans le même sens. Pour l'Église catholique, l'appréciation positive décroissante va des commerçants de l'informel (42.9%), aux ouvriers (34.3%), aux commerçants/artisans (20.0%), aux employés (16.0%) et aux professions libérales/cadres supérieurs (8.1%). Pour les nouveaux mouvements religieux, la situation est un peu différente. En voici l'appréciation décroissante: commerçants/artisans (45.5%), commerçants de l'informel (38.1%), ouvriers (34.3%),

TABLEAU 20. *Opinions sur les principales religions selon le niveau d'éducation*

<i>Niveau d'éducation</i>	<i>Religions</i>					
	<i>L'Église catholique</i>		<i>Nouveaux mouvements</i>	<i>Nouveaux mouvements, solutions pour les gens</i>		<i>Respect nécessaire des rites du vaudou</i>
	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
Sans éducation formelle	41.3	42.3	30.7	42.3	19.2	69.2
Primaires incomplètes	34.1	48.8	43.9	36.6	17.1	58.5
Primaires complètes	18.2	45.4	27.3	31.8	9.1	68.2
Secondaires incomplètes	26.4	48.6	36.1	34.7	11.1	75.0
Secondaires complètes	22.9	54.2	17.6	38.2	8.6	80.0
Supérieur	8.6	61.5	9.6	57.7	9.6	74.0

employés (14.9%) et enfin professions libérales/cadres supérieurs (6.4%). Il faut noter cependant que sauf chez les commerçants/artisans, l'opinion négative dépasse partout la positive. Il ne s'agit donc pas d'une tendance universelle et c'est le milieu commerçant moyen qui semble le plus favorable à ces mouvements. Quant au vaudou, voici la séquence des opinions favorables: commerçants de l'informel (19.1%), ouvriers (17.1%), commerçants/artisans (12.7%), professions libérales/cadres supérieurs (9.7%) et employés/cadres moyens (6.7%).

e) *Les représentations de Dieu*

Deux questions portèrent sur la représentation de Dieu. Elles étaient censées être des indicateurs de deux conceptions du monde différentes, l'une centrée sur un univers dirigé par un Dieu éloigné, supposant logiquement un être humain dépendant et relativement peu autonome, et l'autre sur un Dieu vivant dans les êtres humains, ces derniers étant responsables de leur histoire. C'est ce que d'autres études en Amérique latine nous avaient montré. Dans ces recherches nous avons pu constater que la première conception privilégiait la dimension d'espace, avec un Dieu en haut et les êtres humains en bas, tandis que la seconde mettait en valeur la dimension historique. En fait, dans cette étude, le premier indicateur semble fonctionner comme prévu, mais pas le second. C'est ce que nous allons examiner de plus près (tableau 21).

TABLEAU 21. *Opinions sur Dieu*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Dieu gouverne le monde du haut du ciel.	64.4	21.8	7.4	6.4	13.8
—Dieu ne vit pas dans le ciel, mais dans chaque personne humaine.	66.2	17.8	9.4	1.3	10.7

La première conception est claire et elle est majoritaire. Seule une minorité de 22% s'y oppose, mais cela est très significatif. Il s'agit d'une nette rupture avec la conception traditionnelle, moins nette cependant que celle rencontrée dans la question des catastrophes naturelles identifiées à un châtement divin (47% de refus) ou des

maladies fruit d'un mauvais sort (25%). En effet, la représentation de Dieu, considéré comme tout-puissant, est centrale dans les systèmes de croyance existant et faire évoluer un tel élément exige un autre type d'expérience religieuse, telle que celle des communautés de base par exemple. La conception spatiale de la présence de Dieu (en haut gouvernant le monde) est surtout partagée par les plus âgés (73 % des hommes et 81 % des femmes) et moins chez les jeunes (62% des hommes et 68% des femmes). Par contre, les personnes d'âge moyen sont plus critiques que les jeunes vis-à-vis d'une telle affirmation (respectivement 58% et 62% d'acceptation), ce que l'on rencontre aussi d'ailleurs dans d'autres sociétés et que l'on peut interpréter par le fait que les jeunes adultes sont encore plus proches de leur première socialisation dans les croyances religieuses.

L'éducation est un facteur se révélant fondamental en cette matière. En effet, le taux de décroissance est le suivant: sans éducation formelle: 92.3%, primaires incomplètes: 95.1%, primaires complètes: 77.3% secondaires incomplètes: 73.6%, secondaires: 54.3% et supérieures: 39.2%. Il est donc bien clair que l'érosion de la conception religieuse traditionnelle soit très liée au niveau d'éducation. Cela se retrouve évidemment aussi au niveau des professions, les commerçants de l'informel atteignant 93%, tandis que les professions libérales/cadres supérieurs en sont à 30.0%. Le phénomène d'une certaine sécularisation de la culture se manifeste également. Les ouvriers ont un taux de 85.6%, les commerçants/artisans de 83.6% et les employés de 50.7%.

Cette première conception est nettement plus accentuée chez les protestants et chez les évangéliques: chez les hommes: respectivement 79% et 72%, contre 64% chez les catholiques et chez les femmes, 76% et 90%, contre 65% chez les catholiques. Ce sont donc les évangéliques qui manifestent le plus d'attachement à la conception traditionnelle.

On aurait pu croire que la question apparemment contradictoire, disant que Dieu ne vit pas au ciel, mais dans les êtres humains, aurait donné des résultats contraires aux réponses à la première proposition estimant que Dieu gouverne le monde d'en haut. Or, il n'en est rien, ce qui signifie que dans l'esprit d'une grande partie des gens interrogés, il n'y a pas de contradiction entre les deux. Ce n'est donc pas un indicateur discriminant de deux conceptions religieuses opposées, même si dans la réalité il existe un groupe de chrétiens partageant une autre vision. Il est probable que le fait de parler de Dieu entraîne dans une population très religieuse un réflexe automatique d'affirmation

allant au delà du sens spécifique de la question et que, de fait, on puisse tenir les deux termes des conceptions sur Dieu sans y voir une contradiction. Plus de 66% disent oui, alors qu'ils étaient 64% dans le premier cas. À cela il faut aussi ajouter que le vaudou n'est pas très éloigné d'une formulation de ce genre, les divinités étant proches des êtres humains et partageant leur existence quotidienne. Pour préciser les choses il serait nécessaire d'utiliser un certain nombre d'indicateurs supplémentaires.

d) *Fonction religieuse et société*

Un indicateur particulier en Haïti de l'influence de la religion dans la société s'articulait sur le fait que le leader politique principal des dernières années avait été un prêtre. Cela semblait d'autant plus pertinent qu'ayant dû renoncer à ses fonctions sacerdotales, il s'était récemment marié, respectant d'ailleurs toutes les normes ecclésiastiques, mais manifestant ainsi publiquement le changement de son statut (tableau 22).

TABLEAU 22. *Influence du statut religieux d'Aristide sur son succès politique*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—C'est parce qu'il était prêtre qu'Aristide est crédible.	31.8	44.1	12.0	12.0	24.0

Nous constatons que 44% des personnes interrogées estiment que le statut religieux d'Aristide n'a pas été la clé de son succès politique. Cela indique une nette séparation des champs. Par contre, 32% pensent le contraire, ce qui ne signifie pas nécessairement une sacralisation de la fonction politique, parce qu'il s'agit d'un prêtre, mais l'opinion qu'une certaine crédibilité supplémentaire lui a été accordée étant donnée sa fonction religieuse. Ceux qui doutent forment 12% de l'échantillon, ce qui ajouté aux 32% d'opinions affirmatives, divise la population en deux catégories de poids égal: ceux qui disent non et ceux qui affirment que son appartenance sacerdotale a joué un rôle dans son succès politique ou expriment un doute à ce sujet. Étant donné l'échantillon sur lequel nous avons travaillé, cela signifie pro-

bablement une certaine majorité d'opinions en faveur de cette dernière position.

Comme il s'agit d'une conception sacrale d'un fait politique, il est logique que le facteur éducation joue son rôle. Ainsi, les personnes sans éducation formelle acceptent cette affirmation à 54% et celles de l'enseignement supérieur à 23%, les autres étant respectivement: enseignement primaire incomplète, 51.2%; primaires complètes, 31.8%; secondaires incomplètes, 31%, et secondaires complètes, 20.0%. Cela se reflète également dans les professions: commerçants de l'informel, 47.6%; commerçants/artisans, 40.0%; ouvriers, 28.6%; employés, 24.3%, et professions libérales, 25.8%. Nous constatons que les opinions sont très partagées. Il y a très peu d'ignorance, mais au contraire des pôles très marqués. Il est cependant possible que les préférences politiques influencent aussi les réponses, mais cette enquête ne pourra pas le discerner.

On remarquera que c'est parmi les femmes que l'opinion affirmative est la plus forte et surtout parmi celles de plus de 40 ans. C'est ce que montre le tableau 23.

TABLEAU 23. *Influence du statut religieux d'Aristide sur son succès politique selon l'âge et le sexe: réponses affirmatives*

Âges	Hommes	Femmes
18-25 ans	29.7	40.9
25-40 ans	26.5	31.2
40 ans et +	24.2	57.7

Il n'est guère étonnant que le taux de réponses positives soit plus élevé parmi les catholiques: 36% des hommes et 44% des femmes, contre 32% globalement. Ce qui est aussi intéressant de relever c'est la différence qui s'établit entre ceux qui s'intéressent à la politique et ceux qui ne manifestent aucun intérêt pour la chose publique. Voici les chiffres (tableau 24).

Si nous suivons la deuxième colonne du tableau 24 indiquant les opinions de ceux qui estiment que le facteur religieux n'a pas joué, nous constatons que plus la conscience politique est développée, plus les chiffres sont élevés, puisque l'on passe de 65% pour ceux qui sont

TABLEAU 24. *Influence du statut religieux d'Aristide sur son succès politique selon l'intérêt pour la politique*

Degré d'intérêt	Oui	Non	?	s.p.
Très intéressé	21.6	64.9	10.8	7.7
Intéressé	17.2	62.9	14.3	5.7
Peu intéressé	25.9	44.7	16.5	12.9
Pas intéressé	41.9	35.2	17.6	14.3
Ne sait pas	37.5	28.1	12.5	21.9

très intéressés à 28% de ceux qui ne savent pas. L'échelle est tout à fait progressive: sont négatifs, 63% de ceux qui sont intéressés, 45% de ceux qui le sont peu et 35% de ceux qui ne le sont pas.

Une confirmation supplémentaire de cette tendance à l'autonomie du champ politique est donnée par les différences d'affirmation de l'influence du facteur religieux selon les diverses préférences politiques: sont affirmatifs 21% de ceux qui expriment une préférence pour l'OPL/Lavalas (alors que leur proportion dans l'échantillon est de 18%), 8% de ceux qui préfèrent d'autres partis (pour une proportion de 4.7%) et 71% de ceux qui affirment n'avoir aucune préférence politique (pour un taux de 77% dans l'ensemble). L'expression d'une préférence politique, même envers l'OPL/Lavalas, joue en faveur d'un affaiblissement de l'opinion que le facteur religieux ait joué en faveur du succès politique d'Aristide.

Nous pouvons donc conclure que l'influence d'une vision religieuse sur la construction du politique divise la culture métropolitaine en deux univers de dimensions plus ou moins semblables, mais dont l'un, l'affirmatif, semble bien être entré dans un processus d'érosion (12% de doute).

1.2.2.8. La perception des changements sociaux

La dynamique d'une société est un élément fondamental des représentations sociales. Voilà pourquoi nous avons rassemblé un certain nombre d'indicateurs censés mesurer trois choses: les opinions sur les changements en cours (sont-ils réels ou non?); les orientations à

donner aux transformations sociales et l'espoir pour l'avenir. Il est évident qu'une population qui croit dans un progrès possible est plus à même de jouer un rôle dans le changement, tandis que le pessimisme tend, soit à engendrer la reproduction des systèmes sociaux existants, soit à créer une désagrégation des normes sociales, soit encore à développer des manifestations collectives de mécontentement ou des révoltes sans guère de lendemain.

a) *Les changements en cours*

Trois changements ont été abordés: la vie est meilleure après Duvalier; les classes populaires sont mieux considérées après le coup d'État et ce sont les classes élevées qui bénéficient le plus de l'aide extérieure. Rappelons qu'il s'agit d'opinions, c'est-à-dire de représentations du social, en l'occurrence dans sa dimension de changement (tableau 25).

TABLEAU 25. *Opinions sur les changements sociaux en cours*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Depuis le départ de Duvalier, la vie est meilleure en Haïti.	6.3	75.3	15.3	3.0	18.3
—Seules les classes élevées bénéficient des effets de l'aide massive de l'étranger.	66.0	16.0	15.7	2.0	17.7
—Depuis la fin du coup d'État, les classes populaires sont mieux considérées.	26.0	43.3	22.3	11.3	33.6
—La corruption n'a pas disparu dans la nouvelle classe politique.	82.7	4.3	4.0	9.0	13.0

Dans les trois cas, la majorité estime que la situation ne s'est guère améliorée, puisque 75% affirment que ce n'est pas mieux que du temps de Duvalier, s'agissant de la vie en général et non pas du régime politique. Il y a donc une nette perception d'un déclin. Or ce sont les plus jeunes qui expriment le non le plus massif (95% des jeunes filles et 84% des jeunes hommes contre 66% du total). Sans doute ont-ils beaucoup moins connu les affres de cette période, mais le fait de

l'estimer meilleure qu'aujourd'hui pourrait signifier, sinon une réhabilitation, du moins une diminution de l'esprit critique vis-à-vis de cette forme de régime. Les différences par niveau d'éducation ne sont guère importantes, sauf une plus grande hésitation chez les personnes ayant suivi un enseignement supérieur, dont 26% répondent par un point d'interrogation, probablement parce que le critère de vie meilleure est plus complexe que pour les autres niveaux d'éducation. Ce sont les ouvriers et les deux catégories de commerçants qui à plus de 80% disent non, tandis que le chiffre n'est que 64% pour les employés/cadres moyens et 71% pour les professions libérales/cadres supérieurs.

Quand on en arrive aux propositions concernant les deux classes les plus éloignées l'une de l'autre, se détache d'une part l'idée largement majoritaire (les deux tiers de l'échantillon), que ce sont les classes élevées qui bénéficient de l'aide internationale et que les classes populaires n'ont pas ou guère de place plus enviable depuis la fin du coup d'État (43.3%, auxquels il faut ajouter les 22.3% du doute, ce qui fait 67%). Bref un sentiment assez généralisé que les structures sociales de base ne changent pas fondamentalement.

Dans le cas des deux questions sur les bénéficiaires de l'aide extérieure et sur la considération des classes populaires, les différences entre hommes et femmes ne sont pas très significatives, mais, par contre, pour les catégories les plus jeunes, l'idée que les conditions soient meilleures pour les classes populaires est beaucoup moins acceptée (16% des jeunes hommes et 14% des jeunes femmes), alors que pour l'ensemble de l'échantillon on arrive à 26%. À propos des avantages des classes élevées, la proportion de perception est plus faible chez les jeunes, même si elle reste élevée (plus ou moins 50%). Il y a donc un degré important de conscience de la reproduction des structures sociales telles qu'elles ont toujours existé, notamment chez les jeunes. Cela forme évidemment une base de critique sociale et politique potentielle sérieuse, sans que l'on puisse dire la forme qu'elle pourrait revêtir.

Que les classes élevées soient les bénéficiaires privilégiées de l'aide extérieure est plus l'opinion des groupes sociaux inférieurs que supérieurs (74% des ouvriers contre 63% des professions libérales/cadres supérieurs) et assez logiquement par ceux qui ont une éducation moins poussée (85.4% de ceux qui ont fait des primaires incomplètes et 55% de ceux qui ont suivi des cours supérieurs). La promotion des

classes populaires dans le statut social est perçue de manière positive par 43% des ouvriers, mais beaucoup moins par les commerçants de l'informel (31%). La catégorie supérieure ne donne qu'un avis positif dans 21% des cas, mais accuse un taux d'ignorance de 31%, le plus élevé de toutes les catégories, ce qui est significatif du fossé qui sépare les groupes sociaux.

Enfin pour ce qui concerne la corruption, nous constatons une reconnaissance quasi unanime de son existence encore aujourd'hui après les changements politiques. Moins de 5% disent le contraire. Il faut dire que ce sont les professions libérales/cadres supérieurs qui ont le taux le plus élevé: 92%, tandis que les employés/cadres moyens se situent à 86.7%, les commerçants/artisans à 83%, les ouvriers à 77% et les commerçants de l'informel à 74%. À peu près 10% de ces derniers refusent cette proposition, tandis que ce n'est le cas que de 1.6% des professions libérales. Serait-ce un problème d'information manquante pour le bas de l'échelle sociale ou de préjugés pour le haut? Il est difficile de le dire. Il n'empêche qu'une forte majorité est bien persuadée que la situation n'a guère changé.

b) Les orientations à donner aux changements sociaux

Les opinions dans ce domaines sont très révélatrices. Elles permettent de savoir, par exemple, si l'accent est mis sur l'individuel ou sur le collectif, sur la macro- ou la micro-dimension de la société. Certes, si l'enquête avait porté exclusivement sur le sujet, une batterie plus élaborée de propositions aurait été nécessaire, mais avec les six questions utilisées, nous disposons déjà d'un bon baromètre des orientations (tableau 26).

Sans aucun doute, l'accent est placé sur l'aspect individuel des transformations économiques et sociales, le changement personnel étant considéré comme préalable à des modifications de société. Les deux premières propositions reçoivent 90% d'approbation et étant donné l'aspect moralisant de la seconde, les pourcentages d'ignorance pour cette dernière (2.7%) et même de doute (3.7%) sont vraiment minimes. Face aux conditions économiques et sociales de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, on ne peut guère interpréter l'adhésion massive à la première proposition (concernant l'entreprise propre) comme manifestant l'existence d'une classe *d'entrepreneurs schumpetériens*, c'est-à-dire de petits chefs d'entreprises motivés par

TABLEAU 26. *Opinions sur les orientations des changements sociaux*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Il serait plus avantageux que je crée ma propre entreprise.	90.0	3.7	3.7	12.7	6.4
—Avant de vouloir changer la société il faut d'abord changer les cœurs.	90.0	5.0	4.7	0.3	5.0
—L'aide mutuelle dans le quartier est la seule action possible pour le changement.	66.2	16.0	15.7	2.0	17.7
—Pour des projets de développement la participation populaire est plus importante que des bonnes techniques.	20.3	53.0	15.0	11.7	26.7
—Chacun doit poursuivre ses intérêts propres, la poursuite des intérêts collectifs n'ayant pas de chance de succès.	17.0	64.0	13.0	6.0	19.0

un processus d'accumulation durement acquise, mais avec persévérance. Il s'agit plutôt, on peut le penser, d'une optique influencée par la nébuleuse du secteur informel, ouverte à la fois au petit artisan et au revendeur de quelques paires de chaussures de deuxième main (ou pied!). C'est donc plutôt un indicateur du peu de perception d'un possible projet collectif de développement, aujourd'hui étranger à la culture de la majorité de la population, probablement d'ailleurs parce qu'il reste éloigné d'une réalisation immédiate.

Quant au changement des cœurs, il est considéré massivement comme préalable aux changements sociaux. Seuls 5% disent le contraire et autres 5% en doutent. Le fait que 0.3% seulement disent qu'ils ne savent pas, indique le caractère unanime de cette opinion, toutes différences confondues, de sexe ou d'âge, de niveau social ou d'opinion politique. Est-ce un signe d'ignorance de la réalité des rapports sociaux? Peut-être bien, mais pas uniquement, puisque la perception de ces derniers mesurée par d'autres indicateurs révélait qu'elle était le fait d'environ 1/5 de l'échantillon.

Il est probable que, outre le caractère moral de la proposition, la longue expérience de souffrance généralisée, quelque soit la classe

sociale (sauf une petite oligarchie nonreprésentée dans l'enquête), joue un rôle dans la constitution de la mémoire collective et débouche sur la conviction qu'il faut les mentalités, même avant de transformer les structures. Seule la classe des professions libérales/cadres supérieurs exprime une opinion un peu plus critique, car 76% sont de cet avis, contrairement, par exemple, aux ouvriers qui sont d'accord à 97%. C'est sans doute l'esprit analytique un peu plus poussé qui permet cette différence d'ailleurs pas tellement importante. N'empêche que cela puisse aussi contribuer à créer une confusion entre l'aspect individuel de l'action et le besoin impérieux d'agir sur les constructions sociales. Une telle opinion peut offrir une base culturelle à la reproduction du clientélisme politique traditionnel ou au discours religieux charismatique se présentant parfois comme un substitut à l'engagement politique.

Dans l'ordre des réponses affirmatives vient ensuite la place privilégiée accordée au quartier pour réaliser un changement social. Le oui est moins massif (66%) et l'ignorance presque nulle (2% de l'ensemble et moins encore chez les femmes). Les 16% qui disent non apparaissent donc comme la partie de l'échantillon consciente de la nécessité des changements de structure à une autre dimension. Par contre, ce sont les femmes et particulièrement celles de plus de 40 ans qui privilégient cette dimension (88% des plus âgées contre 77% des plus jeunes), les ouvriers et les commerçants de l'informel partagent cette opinion à 88%, tandis que les professions libérales/cadres supérieurs à 34% seulement, des clivages semblables existant pour les niveaux d'éducation: 98% des personnes de niveau primaire incomplet et 40% de ceux de l'éducation supérieure. La macro-dimension est difficilement perceptible pour ceux dont la vie se passe à la micro-dimension, ce qui ajoute aux différences culturelles déjà constatées.

Quant à la participation populaire à placer au dessus de l'aspect technique des projets de développement, notons d'abord un taux élevé d'ignorance (12%) et de doute (15%). Mais l'opinion majoritaire (53%) s'inscrit en faux face à cette affirmation, faisant plus confiance à la technique qu'à la participation, estimant sans doute que les résultats dépendent plus de ce facteur que de la dynamique sociale. Face aux besoins immédiats tellement criants, c'est probablement une réaction logique. Par contre, ce sont à nouveau 20% des personnes interrogées qui affirment la nécessité de la participation populaire, conscientes donc de l'importance d'un processus social pour un résul-

tat à long terme. Il ne faut donc pas s'attendre à susciter d'emblée l'enthousiasme en proposant des projets participatifs. Au départ, au moins, c'est pour la grande majorité des gens, le résultat immédiatement visible qui compte. Les moins d'accord sont les professions libérales/cadres supérieurs, seulement 9.7%. Par contre, les ouvriers répondent positivement dans 28.6% des cas. Il faut dire que le rejet de cette proposition se situe à plus de 50% pour l'ensemble des groupes, mais que pour la classe la plus élevée c'est l'ignorance qui fait la différence. Une fois de plus on constate une importante ligne de partage entre les groupes sociaux.

Enfin, la poursuite exclusive des intérêts propres est loin de faire l'unanimité, puisque seuls 17% s'affirment de cette opinion. Une attitude altruiste (ne correspondant pas nécessairement toujours aux pratiques) caractérise l'ensemble des groupes. C'est un facteur social important, favorisant sans aucun doute la solidarité, sous quelque forme que ce soit, et donc de façon ambivalente, comme ciment social ou comme substitut à des changements structurels, comme attention à l'autre ou possible vulnérabilité au charlatanisme de la charité, ce qui permet de nuancer un jugement de type moral, ce sont les différences que l'on rencontre selon les groupes sociaux. Ainsi, ce sont les commerçants de l'informel qui sont les plus positifs, avec 36% d'avis positif, tandis que les employés/cadres moyens ne s'expriment de cette façon qu'à 8% et les professions libérales/cadres supérieurs à 11.3%. La situation socio-économique des uns et des autres influence les réponses et l'on comprend que pour les commerçants de l'informel l'univers culturel économique introduise comme une composante importante de poursuite des intérêts propres. Pour eux c'est une question de vie ou de mort.

Donc, même s'il y a une réaction éthique négative prévalente face à la poursuite exclusive des intérêts propres, l'accent pour le changement est nettement mis sur l'action individuelle, sur la micro-dimension du social et sur la priorité du changement individuel. C'est là un trait important de la culture urbaine à Port-au-Prince.

e) *L'avenir*

La vision de l'avenir est évidemment importante dans l'incitation à produire le changement ou à s'engager pour une amélioration. N'oublions pas qu'il ne s'agit pas, dans le cas de Haïti, d'un simple

contraste entre une richesse culturelle à préserver et une modernité destructrice des valeurs ou d'une transition entre la solidarité, particulièrement familiale, comme ciment de la société et la valeur centrale du profit, moteur de la société du "marché total". Certes, ces éléments sont présents et dans ce sens le Haïti participe aussi à la mondialisation de la culture et au combat contre la réduction de l'être humain à un *homo economicus*. Mais ici, et l'on peut estimer que cela se reflète dans la culture, c'est-à-dire les représentations du social, c'est une situation de survie quotidienne qui préoccupe la majorité des gens, y comprise —à son niveau— la petite classe moyenne très vulnérable économiquement. Cette partie du rapport étant rédigée à Aquin, on ne peut s'empêcher de rappeler que c'est un certain Thomas d'Aquin qui avait dit "*primum vivere, deinde philosophare*", ce que l'on pourrait traduire par: d'abord manger et ensuite faire des projets. N'établissait-il pas ainsi d'une certaine façon, sur les traces d'Aristote, les bases d'un matérialisme qui plus tard deviendrait historique et dialectique! Mais revenons à nos questions (tableau 27).

TABLEAU 27. *Opinions sur l'avenir*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
—Dans 10 ans la vie sera meilleure.	4.3	24.0	38.3	33.3	71.2
—Je ne puis rien faire pour changer la société.	23.1	61.5	8.4	7.0	15.4
—La violence est finalement le seul moyen de changer la société.	6.7	84.5	5.4	3.4	9.8

Que dans dix ans la situation puisse être meilleure, beaucoup de doutes (38%) et d'ignorance (33%), soit ensemble 71%. On peut attribuer sans doute ce type de réponse à une certaine prudence intellectuelle, mais quand elles sont mises en relation avec l'ensemble des facteurs étudiés, cela apparaît plutôt comme révélant peu d'espérance concrète. Les 4% seulement de réponses affirmatives confirment une telle interprétation. C'est probablement l'expérience du passé, ajoutée à la déception du présent face à de folles espérances à un moment du temps, qui expliquent cette situation.

Et cependant, on ne se trouve pas devant une société qui a abandonné toute idée de contribuer à une amélioration. Certes, 23% des

personnes interrogées disent qu'il n'y a rien à faire et 8% sont dans le doute, soit donc près d'un tiers des gens, mais 61% affirment le contraire. Les femmes ont une vision plus pessimiste (environ 50% disent non), ce qui indique sans doute la position sociale de second ordre d'une grande partie des femmes dans la société globale. Quant aux jeunes, aussi bien hommes que femmes, ils se montrent un peu moins optimistes. Chez les jeunes hommes, 62% s'opposent à l'idée qu'il n'y a rien à faire, contre 70% des hommes de 40 ans et plus et chez les jeunes femmes, 50% gardent l'optimisme, contre 56% de celles âgées de 25 à 40 ans. Il est vrai que ce sont les jeunes qui sont confrontés le plus lourdement avec la difficulté de mettre en route une action efficace de changement, surtout si pour eux l'avenir semble bouché.

Les niveaux d'éducation jouent très fort. Ainsi ceux qui n'ont aucune éducation formelle disent à 42% qu'ils ne peuvent rien faire et seulement 9.6% de ceux qui ont suivi un enseignement supérieur, les chiffres suivant une courbe décroissante: 34% pour les primaires incomplètes, 32% pour les primaires, 29% pour les secondaires incomplètes et 17% pour les secondaires. Il y a aussi une différence très nette entre ouvriers (31%) et professions libérales/cadres supérieurs (13%), mais il faut ajouter que 57% des ouvriers pensent qu'ils peuvent faire quelque chose, par rapport à 72% de la classe plus élevée.

La violence comme moyen de changement social pour sa part est massivement repoussée (84%). Seuls 7% disent le contraire, petite minorité sans doute, qui n'est pas nécessairement prête à passer aux actes, mais qui révèle cependant une attitude désespérée qui pourrait un jour faire tache d'huile. C'est le cas des 12% des ouvriers (à mettre en parallèle avec 0% des professions libérales/cadres supérieurs et 9.5% des commerçants de l'informel. On peut penser cependant que le traumatisme provoqué par l'histoire récente a mis la violence —toute violence— au ban de l'acceptable socialement. Toute population qui a vécu cela dans sa chair préfère tout au retour de telles situations. Mais il ne faut pas trop tabler à long terme sur la mémoire collective, surtout si des situations inacceptables se prolongent.

Donc, malgré un grand scepticisme par rapport à l'avenir, il y a une opposition générale au choix de la violence et une conscience majoritaire qu'il y a quelque chose à faire. Cela aussi fait partie de la culture urbaine de Port-au-Prince.

1.3. Les modèles culturels

La démarche que nous entamons à présent consiste à nous demander s'il existe des modèles culturels, c'est-à-dire des manières logiques de penser ou de se représenter la réalité, qui combinent l'ensemble des réponses aux différentes propositions soumises à l'opinion des personnes interrogées. C'est pour cela que nous devons dépasser la simple mise en relation de deux variables (par exemple le sexe: hommes et femmes et la réponse aux diverses questions). Le sens d'une relation que l'on appelle multivariée c'est de constater que si l'on répond d'une certaine façon à une question, on répond aussi d'une manière parallèle à une autre. Par exemple, on pourrait découvrir, que si l'on répond qu'il n'y a rien à faire pour changer la société, les mêmes personnes estiment que les catastrophes naturelles sont un châtiment de Dieu et qu'il n'est pas nécessaire de s'engager dans un parti politique pour changer la société. Cela révélerait un certain type de mentalité, qui possède sa logique.

Évidemment, quand nous mettons une quarantaine de questions en parallèle, cela nous permet à la fois d'être plus nuancés, mais cela rend aussi le travail plus complexe. Dans cette étude, nous utiliserons 40 questions, laissant de côté celles qui ont reçu des réponses presque-unanimes, signifiant qu'elles n'établissent pas de différences entre les personnes interrogées. Il s'agit en l'occurrence de la nécessité de créer des entreprises propres, de la défense de l'environnement, de la nécessité de changer les cœurs avant de transformer les structures et de la solidarité impliquant un sacrifice personnel. Les trois premières questions reçoivent plus de 90% d'approbation et la dernière 86%. Elles font donc partie du patrimoine culturel général.

La technique utilisée est celle de l'analyse factorielle, qui permet de regrouper l'ensemble des réponses dans des rapports mutuels autour de deux axes, ce qui exprime pour chaque facteur deux modèles qui s'opposent logiquement. Le premier facteur est celui qui rassemble le plus d'information, puis les autres successivement reprennent les informations non retenues précédemment. Nous avons adopté pour l'analyse les trois premiers facteurs, car les autres deviennent de plus en plus résiduels. Cela veut dire que nous aurons six modèles culturels sur lesquels nous estimons pouvoir travailler. Rappelons que ces modèles reprennent les réponses de tous les individus confondus. On considère donc l'univers des personnes interrogées comme une seule

réalité, un peu comme si l'on parlait d'opinion publique. À ce stade de la recherche, on ne peut donc pas localiser les individus, mais on peut savoir si certaines des catégories que nous avons analysées dépassent la moyenne au sein de ces modèles (les hommes ou les femmes, les illettrés ou les personnes ayant fait des études secondaires, etc.). Passons maintenant à l'analyse des modèles auxquels nous attribuons un nom qui essaye de résumer leur contenu.

1.3.1. Le modèle modernisant sceptique

De manière schématique voici comment se présente l'articulation des réponses dans ce modèle. Pour la facilité, nous utiliserons une formulation synthétique des propositions (tableau 28).

TABLEAU 28. *Le modèle modernisant sceptique*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Élections signifie démocratie.	?	2.2
—Après Duvalier cela va mieux.	?	2.2
—Ouvriers bien payés non exploités.	?	2.1
—Famille but central.	Non	2.1
—Action dans le quartier.	?	2.0
—Avenir des jeunes assurés dans pays capitaliste.	Non	2.0
—Dieu en haut.	Non	1.8
—Église catholique aspiration du peuple.	?	1.6
—Participation populaire pour projets.	?	1.3
—Privatisation nécessaire.	?	1.3
—Entreprise privée seul moyen de développement.	?	1.2
—Classes populaires mieux depuis fin coup d'État.	?	1.2
—La vie meilleure dans 10 ans.	?	1.2
—Maladies, fruit du mauvais sort.	Non	1.1
—Succès, fruit du hasard.	Non	0.9
—Catastrophes naturelles, châiment.	Non	0.8
<i>Catégories sur-représentées</i>		
Études supérieurs		8.9
Professions libérales/cadres supérieurs		7.3
Employés/cadres moyens		5.7

* La contribution de chaque réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1/000 de la somme des contributions des modalités.

Un tel modèle se construit d'abord sur des doutes concernant la situation politique et l'avenir du pays, tout en étant hésitant sur les analyses sociales. Il s'oppose cependant à la vision traditionnelle d'une naturalisation des faits sociaux et d'une fonction sociale des mécanismes de la nature sous la direction d'un Dieu qui gouvernerait l'univers du haut du ciel.

Selon l'ordre d'importance des diverses catégories de personnes qui sont sur-représentées dans ce modèle ce sont d'abord ceux qui ont fait des études supérieures, avec ensuite (et cela se recouvre généralement), les professions libérales et cadres supérieurs et dans une mesure moindre les employés et cadres moyens. Les niveaux professionnels et d'éducation s'allient pour former une culture que nous avons appelée modernisante. Mais en l'occurrence elle se greffe sur un scepticisme politique. Ce n'est donc pas la "modernité culturelle" ou la lecture du rapport à la nature en termes objectifs, qui entraîne automatiquement, ni une lecture du social dans les mêmes perspectives, ni l'engagement politique, ni une opinion ferme sur ce qui se passe socialement ou politiquement dans le pays. Il en résulte donc que dans l'univers culturel de Port-au-Prince, nous retrouvons un modèle de méconnaissance de ces facteurs allié à une vision moderne et que cela correspond aux classes élevées et moyennes.

Le deuxième modèle s'inscrivant dans le même facteur, c'est-à-dire dans la première fournée de données logiquement relationnées, lui est opposé.

1.3.2. Le modèle traditionnel sans analyse sociale

On peut voir les réponses qui entrent dans la construction de ce modèle dans le tableau 29. Les divers éléments d'une vision traditionnelle des rapports à la nature sont présents dans ce modèle et dans une même logique on note une absence d'analyse sociale, le modèle étant d'ailleurs construit autour du pivot de la première proposition concernant le succès dans la vie qui dépend de la chance. La contribution de cette question au facteur dépasse de cinq fois la moyenne, indiquant par là combien il est central dans ce modèle culturel. Il s'oppose au premier modèle que nous avons appelé *modernisant sceptique*, en manifestant précisément une caractéristique *traditionnelle sans analyse*.

TABLEAU 29. *Le modèle traditionnel sans analyse sociale*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Le succès, une question de chance.	Oui	3.7
—Les catastrophes naturelles, un châtement.	Oui	2.7
—La famille, objectif premier.	Oui	2.1
—Les nouveaux mouvements religieux, une solution.	Oui	2.0
—La cohabitation, problème économique.	Oui	2.0
—Les femmes peuvent rester longtemps enceintes.	Oui	1.9
—Dieu gouverne le monde d'en haut.	Oui	1.8
—L'ouvrier bien payé n'est pas exploité.	Oui	1.8
—L'entreprise privée, seul moyen de développement.	Oui	1.8
—L'Église catholique, inspiration du peuple.	Oui	1.7
—Le quartier, seul lieu d'action.	Oui	1.6
—Les jeunes des pays capitalistes trouvent des solutions.	Oui	1.5
—Des maladies, fruits du mauvais sort.	Oui	1.3
—La saleté, fruit du secteur informel.	Oui	1.3
—Il faut d'abord changer les cœurs.	Oui	1.2
—Les classes élevées profitent de l'aide extérieure.	Oui	0.8
<i>Catégories sur-représentées</i>		
Niveau primaire incomplet		6.6
Commerçants de l'informel		6.1
Commerçants/artisans		5.1

* La contribution de chaque réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1/000 de la somme des contributions des modalités.

C'est principalement parmi les personnes de faible éducation que nous rencontrons ce modèle culturel, qui est aussi partagé de façon privilégiée, par rapport à leur représentation dans l'échantillon, par les commerçants de l'informel et même par la catégorie des commerçants/artisans. C'est évidemment assez logique dans une culture

urbaine où l'échelle sociale influence fortement les mentalités. Il est tout à fait normal que les commerçants de l'informel se caractérisent par une culture relativement plus proche de la vision du monde rurale traditionnelle. Leur origine rurale probablement récente et le type d'activité économique qu'ils exercent ne leur permettent guère d'autre choix.

Les recherches effectuées dans d'autres régions de l'Amérique latine montrent, par ailleurs, que ceux qui exercent une activité commerciale en général, sauf si elle est accompagnée par un niveau d'éducation élevé (au moins secondaire complet), se rapprochent souvent de ce même modèle et nous constatons que les commerçants de la ville de Port-au-Prince ne font pas exception. Ce milieu social est très vulnérable économiquement et socialement parlant. Cela se reflète par la proposition-pivot concernant le succès fruit de la chance. Enfin, le milieu commerçant est généralement traversé par une demande éthique élevée. Ici, en l'occurrence, il fait aussi montre d'un haut niveau de religiosité, aussi bien en faveur du catholicisme que des nouveaux mouvements religieux, mais avec une importance plus grande de ces derniers dans l'échelle des appréciations.

Ce modèle culturel est en tant que logique assez central dans l'univers idéal de la société urbaine de Port-au-Prince et il révèle l'existence d'une transition culturelle, où les caractéristiques de la culture rurale traditionnelle sont encore bien présentes.

1.3.3. Le modèle analytique d'engagement politique

Nous abordons maintenant le deuxième facteur composé comme toujours de deux modèles. Celui qui suit est composé des éléments suivants dans leur ordre d'importance (tableau 30).

On y constate de façon mélangée à la fois le rejet de la lecture traditionnelle des rapports à la nature et une dose notable d'analyse des rapports sociaux considérés dans leur réalité propre. Un tel modèle est aussi lié à une certaine conception de la politique comme service de l'ensemble, cette affirmation venant à quasi égalité avec la première dans la construction du modèle.

Comme catégories plus représentées que la moyenne dans ce modèles, nous retrouvons d'abord ceux qui sont très intéressés à la politique, ensuite les hommes et ensuite ceux qui sont intéressés à la

TABLEAU 30. *Modèle analytique d'engagement politique*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Les femmes peuvent rester longtemps enceintes.	Non	1.6
—Les politiciens doivent favoriser leur région.	Non	1.5
—L'avenir des jeunes des pays capitalistes assuré.	Non	1.2
—Le quartier, dimension privilégiée de l'action.	Non	1.2
—La propriété est le fruit du travail.	Non	1.1
—Des maladies, fruits du mauvais sort.	Non	1.1
—Le succès, fruit de la chance.	Non	1.1
—Catastrophes naturelles, châtiments.	Non	1.0
—Aristide, crédible parce que prêtre.	Non	1.0
—L'État, ennemi du peuple.	Non	0.0
—Le racisme sur base économique.	Oui	0.8
—L'entreprise privée, seul moyen de développement.	Non	0.8
<i>Catégories sur-représentés</i>		
Très intéressés à la politique		4.7
Hommes		3.9
Intéressés à la politique		3.2

* La contribution de chaque réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1/000 de la somme des contributions des modalités.

politique. Nous savions déjà, par d'autres chiffres, que les hommes prévalaient dans l'intérêt à la politique, les femmes ayant d'ailleurs été peu intégrées à ce champ de l'activité collective. Mais ce qui mérite une attention particulière c'est le fait que les attitudes politiques soient très liées à la capacité d'analyse sociale et à l'abandon d'une lecture naturalisante du réel ou d'une interprétation mythique des rapports à la nature. C'est sans doute logique, mais cela indique aussi que le simple clientélisme, même s'il entraîne une activité politique intense, ne contribue en rien à la création d'une nouvelle culture, la conscience politique étant liée à la culture en général et à sa mutation interne.

1.3.4. Le modèle d'ignorance socio-politique

À l'opposé, toujours dans le deuxième facteur, nous retrouvons un modèle d'ignorance politique. À nouveau voici les composantes du modèle, selon l'importance de leur contribution à sa construction (tableau 31).

TABLEAU 31. *Le modèle d'ignorance socio-politique*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Élection égale démocratie.	s.p.	3.0
—Aristide, crédible parce que prêtre.	s.p.	2.9
—Base économique du racisme.	s.p.	2.8
—Il faut poursuivre ses intérêts propres.	s.p.	2.8
—L'État est l'ennemi.	s.p.	2.5
—La participation populaire dans les projets.	s.p.	2.4
—Nécessité de la privatisation.	s.p.	2.4
—La réconciliation entre les classes.	s.p.	2.2
—L'entreprise privée, seul moyen de développement.	s.p.	2.2
—Les politiciens doivent favoriser leur région.	s.p.	2.1
—Une minorité exerce toujours le pouvoir.	s.p.	2.0
—Les classes élevées profitent de l'aide.	s.p.	2.0
—La saleté provient du secteur informel.	s.p.	1.9
—Après Duvalier, vie meilleure.	s.p.	1.9
—Les catastrophes naturelles, un châtement.	s.p.	1.7
—Les classes populaires, mieux considérées.	s.p.	1.7
—L'avenir des jeunes des pays industrialisés assuré.	s.p.	1.6
—Dans dix ans la vie sera meilleure.	s.p.	1.5
<i>Catégories surreprésentées</i>		
Femmes.		3.9
Sans éducation formelle.		3.7
Sans préférence politique.		3.5

* La contribution de chaque réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1/000 de la somme des contributions des modalités.

Il est donc clair que le modèle s'articule autour du champ socio-politique, mais en manifestant une ignorance totale. Il ne reprend que secondairement des indicateurs de la conception des rapports à la nature et aucun élément de vision religieuse. Cela signifie que sans qu'il y ait une prédominance des visions du monde traditionnelles, le discours socio-politique n'a aucune résonance: il s'agit d'un autre univers. Il est important de prendre ce modèle en considération, car même s'il n'apparaît que dans le deuxième facteur, il indique une cohérence logique réelle. Cela ne veut pas nécessairement dire qu'il soit partagé par un grand nombre de gens, mais il existe comme schème articulé de culture urbaine. Or cela influence inévitablement le climat général.

Les catégories sur-représentées dans ce type de modèles sont les femmes, les personnes sans éducation formelle (illettrées) et ceux qui n'ont aucune préférence politique. En d'autres mots nous retrouvons des catégories moins susceptibles d'être activement concernées par la vie collective. Cela manifeste clairement une mise à l'écart d'une véritable culture urbaine.

1.3.5. Le modèle modernisant et socialement moralisant

Nous avons affaire à un modèle venant après les autres, on pourrait presque dire en décompte des précédents, puisqu'il s'agit d'un des deux modèles fournis par le troisième facteur. Cela ne veut pas dire que dans les précédents il n'y avait pas d'analyse sociale ou de distanciation vis-à-vis des visions du monde traditionnelles, mais cela signifie que dans ce qui reste d'éléments culturels résiduels par rapport aux précédents, nous retrouvons encore un modèle construit sur ces deux axes. En voici les composantes selon leur degré de contribution au facteur (tableau 32).

Certes, la culture traditionnelle de type pré-scientifique est rejetée, mais ce modèle ne révèle guère d'analyses très sûres du social. En effet, les aspects les plus importants de son contenu sont trois propositions ignorées qui toutes les trois concernent les rapports sociaux ou politiques et pour le reste, ce qui prévaut c'est plutôt une attitude moralisante, remplaçant en quelque sorte l'analyse.

Parmi ceux qui se détachent dans ce modèle on peut signaler d'abord les professions libérales et cadres supérieurs. C'est assez

TABLEAU 32. *Le modèle modernisant et socialement moralisant*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—L'entreprise privée, seul moyen de développement.	s.p.	4.1
—La privatisation, indispensable.	s.p.	2.8
—La corruption existe encore.	s.p.	2.5
—La famille, objectif central.	Non	2.4
—L'État est l'ennemi.	Non	2.4
—Les nouveaux mouvements religieux sont la solution.	Non	2.1
—La cohabitation, problème économique.	Non	2.0
—Dieu gouverne le monde d'en haut.	Non	1.5
—Le racisme, problème économique.	Non	1.5
—L'ouvrier avec bon salaire, pas exploité.	Non	1.3
—Les catastrophes comme châtiments.	Non	1.5
—Moto, auto, argent, objectifs premiers.	Non	1.2
—L'Église catholique, expression des aspirations.	Non	1.1
—Il faut poursuivre ses intérêts propres.	Non	1.1
—Les enfants mangeant des œufs deviennent menteurs.	Non	1.1
<i>Catégories sur-représentées</i>		
Professions libérales/cadres supérieurs	Non	2.9
Education supérieure	Non	2.6
Sans éducation formelle	Non	2.0

* La contribution de chaque réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1/000 de la somme des contributions des modalités.

logique, car on rencontre cela un peu partout: une modernité culturelle et une faiblesse d'analyse sociale. Cela caractérise souvent les classes dirigeantes dans les sociétés des centres ou des périphéries. Vient ensuite, en corrélation logique, ceux qui ont fait des études supérieures. Plus étonnant cependant est le fait que nous retrouvions ici également plus représentés, ceux qui n'ont eu aucune éducation

formelle. L'hypothèse que l'on peut avancer serait que ce type culturel peut aussi s'acquérir par un autre biais que l'éducation formelle, celui d'une action économique, sociale ou politique qui par sa nature même plonge les acteurs sociaux dans un autre univers. Le changement culturel se produit par la pratique et non par l'enseignement, mais il reste faible sur l'analyse du social et axé sur les attitudes morales.

1.3.6. Le modèle: perplexité socio-politique et poursuite d'objectifs matériels

Opposé au modèle précédent se manifeste un sixième modèle (tableau 33). Il est assez difficile de qualifier ce modèle, car il manifeste d'abord une grande perplexité face à la réalité sociale et politique. Il n'y a pas à proprement parler un rejet de la mentalité traditionnelle, mais pas non plus l'affirmation du contraire. On peut estimer qu'il s'agit d'une culture en transition, dont l'élément le plus clair est l'objectif matériel de l'existence, quelque peu étayé par des arguments idéologiques de l'économie libérale.

Nous retrouvons d'abord dans cette perspective une plus grande proportion de personnes ayant fait des études secondaires incomplètes. La durée de l'éducation formelle n'a pas été suffisante pour les doter d'une capacité d'analyse, mais bien pour ne plus accepter comme telle la mentalité traditionnelle. Ensuite vient la catégorie professionnelle des ouvriers. Cela peut éventuellement se comprendre, étant donné ce qu'ils représentent dans la société métropolitaine de Port-au-Prince: une minorité travaillant surtout dans des entreprises de petite ou de moyenne dimension et très dépendante des possibilités d'une économie libérale. Cependant, si la catégorie des ouvriers est plus représentée dans ce modèle, ce dernier n'est pas le seul partagé par ce groupe social. Il existe donc au sein de la classe ouvrière haïtienne une diversité culturelle.

TABLEAU 33. *Modèle de perplexité socio-politique et de poursuite d'objectifs matériels*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Il faut poursuivre ses intérêts propres.	?	3.2
—L'Église catholique représente les aspirations.	?	3.3
—La privatisation est indispensable.	?	2.8
—L'État est l'ennemi.	?	2.4
—L'entreprise privée, seule solution de développement.	?	2.2
—Aristide, crédible parce que prêtre.	?	1.8
—Une femme peut rester enceinte longtemps.	?	1.7
—Dans 10 ans la vie sera meilleure.	?	1.5
—Les catastrophes naturelles, châtiments.	?	1.3
—Moto, auto, argent, objectifs premiers.	Oui	1.2
—Les nouveaux mouvements religieux, une solution.	?	1.1
—La cohabitation, problème économique.	Oui	1.0
—Le succès, question de chance.	?	0.9
—La propriété, fruit du travail.	Oui	0.8
—La privatisation, nécessaire.	Oui	0.8
<i>Catégories sur-représentées</i>		
Études secondaires incomplètes		3.2
Ouvriers		2.6

* La contribution de chaque réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1/000 de la somme des contributions des modalités.

2. LA CULTURE POLITIQUE À PORT-AU-PRINCE

L'histoire politique du pays et celle de son institutionnalisation a été bien mouvementée depuis l'indépendance et la constitution de 1801. Aborder la culture politique aujourd'hui ne peut se faire sans remettre le phénomène politique dans l'ensemble de la situation économique et sociale, pas plus d'ailleurs qu'en faisant l'économie de l'histoire.

Les logiques de la culture politique ne peuvent s'expliquer que de cette manière. Nous allons donc parcourir les divers éléments choisis pour décrire la culture politique contemporaine. Puis nous aborderons la question des logiques qui s'en dégagent pour déboucher sur une dernière étape, un essai de retrouver des catégories d'opinions politiques.

2.1. Les éléments de la culture politique

Dans une première démarche nous mettrons en relation les diverses propositions ayant trait au politique avec deux éléments clés du champ politique: le degré d'intérêt pour la politique et la préférence exprimée envers un parti, bon indicateur de ce que l'on pourrait appeler l'appartenance politique.

2.1.1. L'intérêt politique

Le tableau général que nous donnons à présent reprend l'ensemble des relations existant entre le type d'intérêt que l'on porte au politique et les caractéristiques des personnes ayant participé à l'enquête. Nous fournirons d'abord les chiffres et ferons les commentaires ensuite (tableau 34).

Afin de rendre ces données plus lisibles, nous les regrouperons en trois catégories: intérêt, peu d'intérêt, pas d'intérêt ou ignorance, et nous les traiterons par catégories.

2.1.1.1. Par sexes

Sans aucun doute l'intérêt politique est plus élevé chez les hommes que chez les femmes, ce qui correspond à la logique de la femme dans la société. Les chiffres du tableau 35 le montrent clairement.

Le contraste est très frappant. Alors que pour les hommes les trois attitudes vis-à-vis du politique sont à peu près égales en nombre, chez les femmes une très large majorité se situe dans la troisième catégorie, en se rappelant d'ailleurs que parmi les intéressées, bien peu le sont intensément (5.6% de très intéressées). Haïti ne fait donc pas exception à ce phénomène très répandu, mais plus accentué encore dans la périphérie du système économique mondialisé.

TABLEAU 34. *Le type d'intérêt pour la politique par sexe, âge, professions, niveau d'éducation et religions*

	<i>Très intéressé</i>	<i>Intéressé</i>	<i>Peu intéressé</i>	<i>Pas intéressé</i>	<i>Ignorance</i>
1) Par sexes					
Hommes	17.5	15.2	32.7	29.2	5.3
Femmes	5.6	7.3	23.4	44.3	19.3
2) Par âges					
18 à 25 ans	6.8	5.1	37.3	37.3	13.6
25 à 40 ans	14.6	13.5	28.6	32.6	10.7
40 ans et +	12.1	13.8	20.7	43.1	10.3
3) Par professions					
Ouvriers	14.7	0.0	29.4	47.1	8.8
Employés/cadres moyens	16.2	14.9	32.4	31.1	5.3
Commerçants/artisans	1.8	10.9	29.1	43.6	14.5
Professions libérales/cadres supérieurs	21.0	21.0	32.3	21.0	4.8
Commerçants de l'informel	7.4	4.9	17.1	43.9	31.7
4) Selon le niveau d'éducation					
Sans éducation formelle	0.0	0.0	12.5	54.2	33.3
Primaires incomplètes	2.5	7.5	25.0	45.0	20.0
Primaires	13.6	4.5	18.2	45.4	18.2
Secondaires incomplètes	5.6	7.0	33.8	45.1	8.4
Secondaires	11.8	2.9	35.3	41.2	8.8
Supérieures	24.0	24.0	30.8	17.3	3.8
5) Par religions					
Catholiques	8.8	13.4	28.5	35.8	13.9
Protestants	9.2	9.2	27.7	43.1	10.8
Évangéliques	10.3	12.8	41.0	28.2	7.7
Autres	31.8	4.5	4.5	50.0	9.1
6) Ensemble	12.5	11.9	28.8	35.6	11.1

TABLEAU 35. *Le degré d'intérêt politique par sexes*

<i>Sexes</i>	<i>Intéressés</i>	<i>Peu intéressés</i>	<i>Pas intéressés ou ignorance</i>
Hommes	32.7	32.7	34.5
Femmes	12.9	23.4	63.6

TABLEAU 36. Le degré d'intérêt politique selon les âges

Âges	Intéressés	Peu intéressés	Pas intéressés ou ignorance
18-25 ans	11.9	37.3	50.9
25-40 ans	28.1	28.6	43.3
+ de 40 ans	25.9	20.7	53.4

2.1.1.2. Par âges

Si la catégorie la plus intéressée par la politique se situe dans l'âge moyen, il est frappant de constater le peu d'intérêt relatif des jeunes. Or, ne l'oublions pas, notre échantillon privilégie plutôt la catégorie de personnes se trouvant dans les couches de population les plus intéressées. On peut donc penser que dans l'ensemble, moins de 10% des jeunes s'intéressent à la politique. Deux remarques doivent cependant être faites. Tout d'abord, c'est un phénomène assez universel et pas spécifique de Haïti. Il se peut dire que la proportion augmente un peu avec l'âge. Ensuite, ce type d'attitude ne signifie pas nécessairement que les jeunes ne soient pas mobilisables en temps d'élection ou surtout en temps de crise politique, mais pour autre chose que pour des appareils de partis. Le tout alors est de voir quelles formations politiques pourront être porteuses à leurs yeux de valeurs mobilisatrices.

2.1.1.3. Selon les niveaux d'éducation

Dès l'abord on peut faire l'hypothèse que le niveau d'éducation jouera sur l'intérêt politique. Le tout est de voir dans quel sens. Le tableau 37 montre la réponse à cette interrogation. La progression de l'intérêt suit une ligne exactement semblable à celle des niveaux d'éducation formelle, partant de 0 pour les illettrés et atteignant 48% pour les personnes de niveau supérieur. Il en est pratiquement de même pour le non-intérêt, avec une inversion entre les deux niveaux du primaire, mais qui n'est d'ailleurs pas significative d'un point de vue statistique. Intérêt ne signifie pas une position politique déterminée. Ici il s'agit de toutes opinions confondues. Autrement dit, l'éducation formelle

TABLEAU 37. *Le degré d'intérêt politique selon les niveaux d'éducation*

<i>Niveau d'éducation</i>	<i>Intéressés</i>	<i>Peu intéressés</i>	<i>Pas intéressés ou ignorance</i>
Sans éducation formelle	0.0	12.5	87.5
Primaire incomplète	10.0	25.0	65.0
Primaire	10.1	18.2	59.0
Secondaire incomplète	12.6	33.8	53.1
Secondaire	15.7	35.3	50.0
Supérieur	48.0	30.8	21.1

entraîne plus d'intérêt politique, mais il ne faut pas oublier qu'elle n'est pas indépendante de la structure sociale, certains ayant plus de chances que d'autres d'accéder à l'éducation, en fonction de leur classe, de leur milieu professionnel, de leurs conditions économiques. L'éducation dans sa structure actuelle est un facteur important de reproduction plutôt que de transformation sociale et donc indirectement l'intérêt politique semble aussi jouer dans le même sens. Toute la question sera donc de trouver le moyen de démocratiser la culture politique.

2.1.1.4. Par professions

Pour mieux affiner encore notre connaissance de la culture politique abordons à présent la question de l'intérêt par professions. Il y a des découvertes à faire. Nous mettrons les catégories dans l'ordre croissant de l'intensité de l'intérêt politique (tableau 38).

Rien de plus clair que le tableau 38. Il y a une relation forte entre l'appartenance professionnelle et l'intérêt politique. Cela recoupe d'ailleurs ce que nous avons vu à propos de l'éducation. On voit combien la culture politique est tributaire de la culture en général et combien les représentations ont de l'importance pour la vie politique. Mais une telle culture n'est pas simplement le fruit d'une éducation formelle. Elle est aussi liée à la situation matérielle qu'offre chaque profession et à la place dans la structure de classe. Il est un fait que les classes supérieures se caractérisent par un plus grand intérêt envers

TABLEAU 38. *Le degré d'intérêt politique selon les professions*

<i>Professions</i>	<i>Intéressés</i>	<i>Peu intéressés</i>	<i>Pas intéressés ou ignorance</i>
Commerçants de l'informel	7.3	17.1	75.6
Commerçants/artisans	12.7	29.1	58.1
Ouvriers	14.7	29.4	55.9
Employés/cadres moyens	31.1	32.4	36.4
Professions libérales/cadres supérieurs	42.0	32.3	25.8

le politique. La généralisation de la pauvreté et de la misère n'est pas un facteur de conscientisation politique. Dans de telles conditions, les slogans les plus simples, le clientélisme le plus pur et les mesures populistes les plus visibles, peuvent être les meilleures armes d'un succès politique à court terme et certains n'hésitent pas à se mettre à ce niveau par désir du pouvoir. On l'a constaté dans le passé en Haïti et on le voit encore dans bien des pays du continent latino-américain aujourd'hui. Alors que précédemment en Amérique latine, ces pratiques se mettaient au service d'une oligarchie, aujourd'hui elles tendent à servir le capitalisme libéral. Il est évidemment plus difficile de mener des politiques à long terme qui par un ensemble de mesures élèvent peu à peu le niveau général de la culture politique. Cette dernière, en effet, ne se transforme pas sous l'effet d'un coup de baguette magique.

2.1.1.5. Par religions

Beaucoup d'opinions toutes faites existent par rapport au rôle des diverses confessions religieuses dans la construction de la conscience politique. D'une part la hiérarchie d'une Église comme l'Église catholique possède une tradition de contacts ou même de compromissions avec le pouvoir et d'autre part les Témoins de Jéhovah affirment bien clairement leur abstention totale face au fait politique. On a dit aussi que les Églises pentecôtistes sont essentiellement dépolitiques, déplaçant l'intérêt de leurs membres vers d'autres objectifs et remplissant largement l'espace de leur temps libre. Il faut ajouter l'importance du

rôle joué par les Communautés de base catholique (Ti l'Église) dans le développement de la conscience politique de leurs membres. Il était donc intéressant de regarder les choses de plus près (tableau 39).

TABLEAU 39. *Le degré d'intérêt politique selon les religions*

<i>Professions</i>	<i>Intéressés</i>	<i>Peu intéressés</i>	<i>Pas intéressés ou ignorance</i>
Catholiques	22.2	28.5	49.7
Protestants	18.4	27.7	53.9
Évangélistes	23.1	41.0	35.9
Autres	36.3	4.5	59.1

À part la catégorie "autres religions", qui n'est guère nombreuse dans l'échantillon et recouvre probablement une majorité de personnes non-affiliées à des groupes religieux, les différences entre les confessions chrétiennes ne sont pas énormes. Même les évangélistes réputés pour leur apolitisme ont un taux un peu supérieur à celui des catholiques. Il faut en effet constater tout d'abord que les catholiques recouvrant toutes les couches sociales, ont parmi leurs adhérents un plus grand nombre de pauvres, dont beaucoup probablement ne participent guère aux activités religieuses formelles, sinon occasionnellement et qui ne manifestent pas un grand intérêt politique.

Une autre hypothèse, à vérifier sans doute, mais qui paraît plausible, est le fait que les évangélistes ne pénètrent pas seulement dans les milieux populaires, mais aussi, et largement, dans une classe moyenne urbaine, en quête de valeurs et d'une éthique adaptée à ses nouvelles conditions de vie et plus éduquée. Or une partie de cette classe sociale possède une certaine tradition politique, ce qui pourrait expliquer que l'apolitisme typique de la plupart des nouveaux mouvements religieux n'apparaisse pas aussi clairement à Port-au-Prince. On peut d'ailleurs se demander s'il n'y a pas des nuances à apporter à la qualification politique que l'on attribue généralement aux Églises évangéliques, quand on constate la naissance de plusieurs partis protestants en Amérique centrale.

2.1.1.6. Quelques autres précisions concernant l'intérêt politique

Profitant des nombreuses autres questions de l'enquête, nous avons voulu vérifier quelques hypothèses, notamment sur le contenu des opinions de ceux qui sont intéressés ou non à la politique. Nous n'avons retenu que ce qui pouvait être significatif comme différences et constituer des indicateurs.

a) Indicateurs de divers contenus culturels et degrés d'intérêt politique

Le tableau 40 réunit quelques indicateurs ressortant des calculs statistiques et manifestant des différences selon le niveau d'intérêt politique. Les propositions qui n'ont pas été retenues n'ont aucun lien particulier avec les divers niveaux d'intérêt politique (tableau 40).

TABLEAU 40. Indicateurs socio-culturels et intérêt politique

	<i>Femme enceinte pendant longtemps Oui</i>	<i>Privatisation nécessaire Oui</i>	<i>État: ennemi pour le peuple Oui</i>
Très intéressés	21.6	32.4	29.7
Intéressés	22.8	40.0	17.1
Peu intéressés	49.4	34.1	24.7
Pas intéressés	49.6	26.7	39.0
Ne sait pas	46.9	34.4	40.6
	<i>Politicien favor. région d'origine Non</i>	<i>Aristide crédib. p.c.q. prêtre Non</i>	<i>Nouveaux mouvements solution Non</i>
Très intéressés	45.9	64.9	64.9
Intéressés	62.9	62.9	60.0
Peu intéressés	31.8	25.9	42.3
Pas intéressés	40.9	35.2	39.0
Ne sait pas	18.7	28.1	15.6

Voilà donc une batterie d'indicateurs intéressants, les uns dans l'ordre de leur acceptation et les autres dans celui de leur rejet. Que pouvons-nous en apprendre?

Tout d'abord, l'intérêt politique suit l'érosion de la pensée pré-scientifique. Il est probablement lui-même d'ailleurs un facteur de l'affaiblissement de cette dernière, sans oublier évidemment les conditions sociales de cet intérêt, qui ne se développe guère dans les milieux les plus défavorisés. Après cet indicateur du rapport à la nature, nous disposons d'un autre qui s'applique à la perception des rapports sociaux de production: la privatisation. Étant donné l'enjeu politique actuel de cette question, il peut avoir un sens qui va au delà d'un révélateur de la capacité d'analyse de ces rapports et signifier une prise de position surtout politique. Si la position affirmative est un peu plus forte parmi les personnes intéressées à la politique, il faut cependant noter aussi que 49% de ceux qui se disent très intéressés politiquement rejettent l'idée que les privatisations soient nécessaires.

On peut en conclure que si l'intérêt politique semble bien aller de paire avec une vision moderne de la société, celle-ci n'implique pas pour autant l'adoption d'une analyse qui, mettant en lumière l'existence de rapports sociaux d'inégalité, fait découvrir leur rôle dans la construction des systèmes économiques et politiques, ce qui est généralement contradictoire avec les positions néo-libérales. L'intérêt pour la politique ne signifie évidemment pas l'adoption d'une position critique vis-à-vis du courant mondialement majoritaire, ni, en Haïti, une identification avec le courant lavalassien.

Nous abordons ensuite quelques indicateurs directement liés au champ politique. L'opinion sur l'État comme ennemi du peuple connaît aussi une certaine progression en parallèle avec la diminution de l'intérêt politique, mais on ne peut dire que ce soit très accentué comme tendance. Il est seulement probable que les non-intéressés aient une position moins analytique vis-à-vis de l'État et donc plus massivement négative. Il faut ajouter que parmi eux, plus des 30% sont dans l'ignorance ou doutent, contre seulement 15% des plus intéressés.

La question sur l'attitude des politiciens favorisant leur région d'origine, qui est traditionnelle, mais encore souvent de vigueur aujourd'hui, manifeste une tendance semblable. Parmi les intéressés à la politique une forte proportion (63%) s'oppose à l'idée de privilégier la région d'origine, manifestant par là une culture politique plus large et ouverte sur la question nationale. Celle concernant Aristide

possède une structure de réponses tout à fait claire: chez les plus intéressés à la politique il y a deux fois plus de réponses négatives à l'opinion selon laquelle Aristide aurait été plus crédible à cause de son statut sacerdotal, que chez les non-intéressés. Cela confirme le caractère plus analytique de la population politiquement consciente.

Enfin l'opinion sur les mouvements religieux est intéressante à relever en relation avec le niveau de conscience politique. On remarque, en effet, que moins cette dernière est élevée, plus l'idée que ces mouvements sont une solution pour les gens est forte. Objectivement donc, on peut s'interroger sur le caractère de substitution du politique que pourraient revêtir de tels mouvements, ce qui ne contredit pas ce que nous avons constaté précédemment, c'est-à-dire le fait qu'une certaine proportion des évangélistes soit intéressée à la politique (23%), car en effet 77% ne le sont que peu ou pas du tout. Pour en savoir plus, il faudrait évidemment en faire une étude particulière.

L'ensemble de ces indicateurs convergent pour montrer que la culture politique est une manifestation de la transition culturelle qui, dans une ville comme Port-au-Prince, se manifeste non seulement dans le temps, mais aussi au sein des rapports sociaux construits sur la base des objectifs économiques de la société haïtienne. C'est ainsi que l'exclusion du champ économique signifie aussi une exclusion du champ culturel nécessaire aujourd'hui pour évoluer dans le champ politique. Or, ce dernier, avec ses avantages et ses inconvénients, est devenu, que l'on le veuille ou non, un élément central de la vie urbaine de la zone métropolitaine. Il est donc lui aussi largement réservé à une minorité, au même titre que la richesse ou l'éducation. Cependant, et nous l'avons déjà entraperçu, il peut aussi constituer une plate-forme émancipatrice pour des personnes qui n'ont pas d'autre accès à la participation sociale.

b) Pour faire la transition avec le paragraphe suivant consacré aux préférences politiques, donnons un dernier tableau de chiffres mettant en rapport ce phénomène avec le degré d'intérêt politique (tableau 41).

Il est évident que l'intérêt politique va de paire avec la préférence donnée à un parti politique que ce soient l'OPL/Lavalas ou d'autres formations politiques. Il est frappant de constater combien la progression du non intérêt est automatique chez ceux qui n'ont aucune préférence politique. La relation entre les deux n'est cependant pas

TABLEAU 41: *Préférences politiques et degrés d'intérêt politique*

	<i>OPL/Lavalas</i>	<i>Autres</i>	<i>Aucun</i>
Très intéressés	45.9	18.9	35.1
Intéressés	31.4	8.6	60.0
Peu intéressés	21.2	3.5	75.3
Pas intéressés	6.7	0.9	92.4
Ne sait pas	6.2	0.0	93.7
<i>Ensemble</i>	<i>18.3</i>	<i>4.7</i>	<i>77.0</i>

exclusive, car 35% de ceux qui sont très intéressés n'expriment aucune préférence partisane et chez ceux qui sont peu intéressés, 21% préfèrent les formations OPL/Lavalas. Examinons à présent plus en détail la question des préférences.

2.1.2. Les partis de préférence

Ce que nous mesurons à présent c'est l'affinité que manifestent les personnes interrogées avec les formations politiques. Il ne s'agit donc pas de l'affiliation aux partis, mais bien d'un indicateur de tendance, fort précieux, car il est plus important que l'adhésion partisane, ce dernier élément étant souvent assez peu représentatif. Nous nous limiterons à deux variables fondamentales: l'éducation et la profession (tableaux 42).

TABLEAU 42. *Préférences de partis et niveau d'éducation*

<i>Niveaux d'éducation</i>	<i>OPL/ Lavalas</i>	<i>Autres</i>	<i>Aucun</i>	<i>Total</i>
Sans éducation formelle	7.7	0.0	92.3	100.0
Primaires incomplètes	9.8	0.0	90.2	100.0
Primaires	27.3	4.5	68.2	100.0
Secondaires incomplètes	23.6	4.2	72.2	100.0
Secondaires	20.0	8.6	71.4	100.0
Supérieures	18.3	6.7	75.0	100.0
<i>Ensemble</i>	<i>18.3</i>	<i>4.7</i>	<i>77.0</i>	<i>100.0</i>

2.1.2.1. Les préférences selon les niveaux d'éducation

À nouveau se confirme le fait que le degré d'éducation joue un rôle dans la culture politique. Ainsi, ceux qui ne déclarent aucune préférence sont d'autant plus nombreux que le degré d'éducation est bas. Pour les deux colonnes indiquant des préférences, que ce soit OPL/Lavalas ou les autres partis, le phénomène est opposé. On remarquera cependant que les personnes d'éducation supérieure ont un taux qui se rapproche de la moyenne et qu'elles sont un peu moins proportionnellement représentées parmi ceux qui expriment une préférence pour l'OPL/Lavalas que pour les autres partis politiques. L'OPL/Lavalas possède un taux un peu plus élevé de préférence chez ceux qui ont un niveau primaire et secondaire incomplet.

TABLEAU 43: *Préférences de parti et professions*

<i>Professions</i>	<i>OPL/ Lavalas</i>	<i>Autres</i>	<i>Aucun</i>	<i>Total</i>
Ouvriers	22.9	5.7	71.4	100.0
Employés/cadres moyens	25.3	5.0	70.7	100.0
Commerçants/artisans	20.0	1.2	78.2	100.0
Profes. lib./cadres sup.	12.9	9.7	77.4	100.0
Commerçants informels	14.3	0.0	85.7	100.0
<i>Ensemble</i>	<i>18.3</i>	<i>4.7</i>	<i>77.0</i>	<i>100.0</i>

2.1.2.2. Les préférences selon les professions

La proportion de ceux qui n'ont aucune préférence de parti est plus forte parmi les commerçants du secteur informel et plus basse chez les employés/cadres moyens et ouvriers. Il est cependant nécessaire de remarquer que la proportion des personnes de profession libérale et des cadres supérieurs parmi la non-préférence est égale à la moyenne. Cela signifie que si le degré d'intérêt politique est fort lié à l'échelle des professions, la préférence partisane l'est moins, en tout cas pour les couches supérieures.

2.1.2.3. La structure des préférences de parti

Pour être plus précis encore, il fallait se demander en quoi se distinguaient l'affinité envers l'OPL/Lavalas, celle envers les autres partis et l'absence d'affinité, en termes de niveaux d'éducation et de professions. En d'autres mots, comment se présentent culturellement et socialement ces diverses catégories de personnes (tableau 44).

TABLEAU 44: *La structure des préférences politiques par niveaux d'éducation et par professions*

1) Niveaux d'éducation				
Niveaux d'éducation	OPL/ Lavalas	Autres	Aucun	Ensemble
Sans éducation formelle	3.6	0.0	10.4	8.7
Primaires incomplètes	7.3	0.0	16.0	13.7
Primaires	10.9	7.1	6.5	7.3
Secondaires incomplètes	30.9	21.4	22.5	24.0
Secondaires	12.7	21.4	10.8	11.7
Supérieures	34.5	50.0	33.8	34.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
2) Professions				
Professions	OPL/ Lavalas	Autres	Aucun	Ensemble
Ouvriers	14.5	14.3	10.8	11.7
Employés/cadres moyens	34.5	21.4	22.9	25.0
Commerçants/artisans	20.0	7.1	18.6	18.3
Profes. lib./cadres sup.	14.5	42.9	20.8	20.7
Commerçants informels	10.9	0.0	15.6	14.0
Étudiants	3.6	14.3	5.6	5.7
Sans profession	1.8	0.0	5.6	4.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Avant de commenter les résultats, il est bon de rappeler que l'échantillon n'est pas mathématiquement représentatif de la population de Port-au-Prince, puisque la catégorie des personnes de niveau social supérieur et donc également celle des diplômés supérieurs est plus élevée que dans l'ensemble. Par ailleurs préférence, comme nous l'avons dit, ne signifie pas adhésion, même si cela s'en rapproche. Les chiffres que nous avons sous les yeux indiquent donc des tendances, certes valables, mais à préciser dans l'avenir, si l'on s'intéresse en particulier à l'aspect politique de la vie haïtienne.

a) *L'OPL/Lavalas*

Le choix préférentiel pour la famille OPL/Lavalas est composé dans notre échantillon d'un groupe important de personnes éduquées (47% d'études supérieures et secondaires), mais aussi d'un groupe notable de personnes d'éducation formelle de niveau plus bas (42% de personnes ayant suivi les études primaires ou fait des secondaires incomplètes). L'illettrisme ou les primaires incomplètes ne comptent que pour 11%.

Sur le plan de la structure professionnelle, ce sont les employés/cadres moyens qui viennent en premier lieu avec 34%, puis suivent les commerçants/artisans avec 20%. Les professions libérales et cadres supérieurs (dans notre échantillon) arrivent à 14%, le même chiffre que les ouvriers. En dernier lieu nous retrouvons les commerçants du secteur informel avec 11%, les chiffres des étudiants et des personnes sans profession n'étant guère significatifs du point de vue statistique.

Il apparaît donc que la préférence pour l'OPL/Lavalas rassemble surtout des classes moyennes inférieures (54%), au niveau d'éducation formelle peu élevé. Du côté des milieux vraiment populaires, les ouvriers constituent certainement un groupe sur-représenté par rapport à sa proportion dans la zone métropolitaine. Mais les autres groupes semblent nettement sous-représentés. C'est le cas notamment des commerçants de l'informel et des personnes de niveau éducatif inférieur au primaire complet. Cela correspond d'ailleurs à la culture politique générale, puisque nous avons constaté que celle-ci suivait l'échelle de la formation scolaire et de celle des classes sociales mesurées par la profession. On peut estimer cependant qu'il y a eu un certain changement dans le panorama politique. Si les petites classes moyennes et certains milieux populaires urbains ont toujours été impliqués d'une façon ou d'une autre dans le champ politique, c'était

plutôt dans une perspective clientéliste, alors que les derniers événements de l'histoire haïtienne les ont plongés dans un autre type d'intervention, plus active cette fois, et il ne fait pas de doute que ce fut par le biais du mouvement Lavalas.

b) *Les autres formations politiques*

Comme l'échantillon retenu ne donnait pas suffisamment de renseignements précis sur les divers partis existant en Haïti, ils ont été rassemblés en une seule catégorie. L'intérêt de cette donnée est surtout sa comparaison avec l'OPL/Lavalas. On constate que les autres partis pénètrent surtout dans des milieux de niveaux plus élevés dans le niveau éducatif et parmi les professions libérales et cadres supérieures. C'est probablement le poids des milieux qui ont eu l'habitude d'hégémoniser le champ politique qui explique cette situation.

c) *Aucune préférence*

Restent ceux qui n'expriment aucune préférence. Ils se retrouvent dans toutes les catégories, tant de niveaux d'éducation que de professions, avec un peu plus de poids dans l'absence d'éducation formelle ou le niveau primaire et une légère supériorité chez les commerçants de l'informel.

On peut donc conclure que la structuration du champ politique en Haïti n'est pas simplement calquée sur la structure des classes sociales, ni sur les caractéristiques habituellement liées avec la position des classes dans la société, comme le niveau d'éducation formelle par exemple. Elle semble répondre plutôt à un projet politique réalisant un accord entre plusieurs couches sociales, tout en étant articulée autour d'un noyau d'orientations de base, d'un côté en faveur d'un projet que l'on pourrait appeler populaire et de l'autre élitiste. C'est ce qui ressort des données de l'enquête.

2.2. *Les modèles culturels politiques*

Nous étudierons à présent quels sont les modèles de culture politique que nous retrouvons dans la population étudiée, en procédant en deux temps, d'abord par une description et une analyse des logiques

que l'on retrouve dans le public considéré comme un ensemble et ensuite en procédant à un regroupement des individus. Comme précédemment nous retiendrons trois facteurs qui rassemblent la plus grande partie des informations fournies par les corrélations multiples entre toutes les réponses, ce qui débouche sur six modèles, puisque chaque facteur donne deux modèles en opposition, chacun d'entre eux se situant d'un des côtés de l'axe. Mais avant de procéder à cette démarche, nous fournirons la liste des variables choisies dans les questionnaires pour baliser le champ de la culture politique, avec le résultat des réponses et quelques commentaires les concernant (tableau 45).

Concernant les opinions sur la situation, on constate que la première question qui fait allusion à une situation globale, où l'économie est le facteur le plus important, révèle une forte dose de pessimisme. La proposition sur le statut social des classes populaires est traitée de manière plus positive, mais le taux de doute et d'ignorance est élevé et 40% estiment qu'il n'y a pas d'amélioration. Sur le plan politique proprement dit les positions sont plus nuancées. D'une part c'est sur le progrès de la démocratie que l'opinion est la plus favorable, encore qu'elle ne regroupe même pas la moitié des gens interrogés. Par ailleurs, sur celui de la corruption, la grande majorité ne semble pas se faire d'illusions. Le ton est donc plutôt négatif dans l'ensemble, mais en même temps révélateur d'une culture politique tout compte fait assez réaliste.

En effet, les mécanismes politiques sont ceux qui peuvent changer le plus rapidement et le plus visiblement. Or les progrès ont évidemment été considérables au cours des 10 dernières années. La question des statuts dans la société n'est pas un élément de la culture qui normalement bouge très vite. Cependant, le politique peut jouer un rôle moteur et la nouvelle organisation du champ politique en Haïti est perçue comme y ayant contribué. Quant à la situation économique du peuple, tributaire d'une économie rendue vulnérable par le passé mouvementé du pays, toujours dominée par une minorité avide de profits rapides, fortement dépendante de facteurs extérieurs et peu susceptible d'être améliorée à court terme par l'action du politique, elle n'a visiblement pas dépassé le seuil de quelques réussites individuelles.

L'organisation du champ politique fait l'objet d'opinions logiques, mais sans guère d'illusions. C'est ainsi que 79% estiment qu'elle sera

TABLEAU 45. *Les variables du champ politique*

<i>Propositions</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>?</i>	<i>s.p.</i>	<i>?+s.p.</i>
<i>1) Opinions sur la situation politique</i>					
—Depuis le départ de Duvalier, la vie meilleure en Haïti.	6.3	75.3	15.3	3.0	18.3
—Depuis la fin du coup d'État, les classes populaires sont mieux considérées.	26.0	40.3	22.3	11.3	33.6
—Les élections ont montré que le pays est entré dans la voie de la démocratie.	44.3	28.3	15.7	11.7	27.4
—La corruption n'a pas disparu dans la nouvelle classe politique.	82.7	4.3	4.0	9.0	13.0
<i>2) Opinions sur l'organisation du champ politique</i>					
—Pour changer la société, il faut s'engager dans une organisation politique.	14.3	66.3	10.7	8.7	19.4
—Il est normal qu'un jeune de 16 ans puisse voter.	17.7	62.3	11.0	9.0	20.0
—Partout c'est toujours une minorité qui détient le pouvoir politique.	78.7	6.3	5.0	9.0	14.0
—La violence est finalement le seul moyen de changer la société.	6.7	83.7	5.3	3.3	8.6
<i>3) Opinions sur les rôles politiques</i>					
—On attend des politiciens qu'ils favorisent d'abord leur région.	31.0	39.0	18.3	11.7	30.0
—C'est parce qu'il était prêtre qu'Aristide est crédible.	31.7	44.0	12.0	12.0	24.0

toujours entre les mains d'une minorité et seuls 14% pensent qu'il faille s'engager dans une organisation politique pour changer la société. Evidemment un tel type d'opinions n'est probablement pas spécifique de Haïti et elle ne signifie pas non plus nécessairement un mépris du politique, sinon une sorte de division du travail entre ceux qui s'en occupent et les autres qui de temps en temps sont appelés à voter. Mais on aurait pu penser que la vaste participation populaire au mouvement politique dans le pays aurait laissé des traces plus profondes. Comme quoi, le peuple se mobilise dans les moments de crise, mais délègue rapidement ses pouvoirs quand la situation l'oblige à lutter sur le front quotidien de la survie matérielle (ce qui est le cas de Haïti tout comme de la masse croissante des "pauvres" des pays industrialisés) ou encore lorsque la société de consommation lui donne d'autres objectifs (le cas des sociétés occidentales ou des minorités privilégiées des périphéries). Une chose est certaine en tout cas: pas question d'un retour à la violence dans le champ politique, même pour changer la société. Les blessures du passé sont encore bien vives et malgré les apparences, on pourrait y voir un trait profond de la culture haïtienne, qui préfère voir dans l'épisode des *tontons macoutes* un accident de l'histoire.

Restent les deux questions concernant les acteurs politiques. Celle concernant le favoritisme régional manifeste une certaine maturité politique dans le chef de ceux qui ne l'acceptent pas (39%) ou qui en doutent (18%), surtout quand on sait que les moyens sont très limités et que la culture politique ancestrale va bien dans ce sens. Une telle attitude manifeste peut-être une réaction de citoyens de la grande ville, plus détachés face à ce problème, qui pourrait être perçu autrement dans les villes de province et les régions rurales. Quant à la proposition qui concernait le statut ecclésiastique d'Aristide, nous en avons déjà traité précédemment sous l'angle de la culture religieuse. Du point de vue de la culture politique proprement dite, on peut dire que la distinction clairement établie entre les deux champs par 44% des personnes interrogées et le doute exprimé par 12%, situe dans une égalité de poids ceux qui, au sein de la population de Port-au-Prince, affirment l'autonomie des champs concernés et ceux qui font l'amalgame (en tenant compte de la rectification à faire suite aux caractéristiques particulières de l'échantillon de cette recherche).

2.2.1. Les modèles culturels politiques

L'étude des modèles culturels révélés par l'analyse factorielle se fera sur la base des trois premiers facteurs (donc six modèles) qui réunissent la part la plus importante des informations. Nous réserverons à une deuxième étape du travail la prise en compte des catégories de sexes, d'âges, de niveaux d'éducation, de professions et de religions. Rappelons que ces modèles sont des logiques que l'on retrouve dans la culture politique de l'univers étudié et qui entrent dans les facteurs successifs en raison de la force respective de leur cohérence et non pas du caractère quantitatif de leur présence au sein des personnes interrogées. Voici donc les diverses logiques que nous rencontrons.

2.2.1.1. Clarté politique sans engagement de parti

Le nom de ce modèle découle de l'agencement des réponses données aux questions concernant le fait politique. Voici comment se détaille ce modèle, en citant par d'ordre d'importance de leur contribution au facteur les propositions et leurs réponses (tableau 46).

TABLEAU 46. *Le modèle de clarté politique sans engagement de parti*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Favoriser la région d'origine.	Non	3.2
—Les classes populaires, mieux considérées.	Oui	2.0
—Aristide, crédible parce que prêtre.	Non	1.8
—Élection, signe de démocratie dans le pays.	Non	1.6
—Nécessité d'appartenance à un parti.	Non	1.2
—État ennemi.	Non	1.1

* La contribution de chaque réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1/000 de la somme des contributions des modalités de l'enquête.

Le modèle révèle l'existence d'une culture politique, mais sans faire de l'appartenance à une organisation politique le moyen indispensable d'exercer une action. Il y a un certain réalisme concernant la situation actuelle, mais pas un rejet du politique comme dimension de la vie collective. Le fait cependant que la proposition qui articule l'en-

semble soit celle de la faveur à accorder à la région d'origine de chaque politicien tend à faire penser que ce modèle, tout en ne manifestant pas une conception traditionnelle de la politique, intègre cependant un élément important de cette dernière.

2.2.1.2. Ignorance politique totale

Lui est opposé, toujours au sein du premier facteur, donc de celui qui concentre le plus grand nombre d'informations sur le sujet, un modèle ou une logique, non d'opposition au politique, mais d'ignorance (tableau 47).

TABLEAU 47. *Le modèle d'ignorance politique totale*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Favoriser la région.	s.p.	10.8
—Aristide crédible parce que prêtre.	s.p.	10.5
—Après Duvalier, vie meilleure.	s.p.	10.2
—L'État est l'ennemi.	s.p.	9.5
—Les élections, signe de démocratie.	s.p.	8.8
—Classes populaires, mieux considérées.	s.p.	6.7
—Nécessité de l'appartenance à un parti.	s.p.	5.8
—Toujours minorité au pouvoir.	s.p.	4.5
—Vote à 16 ans.	s.p.	3.1

* La contribution du type de réponse (modalité) à la construction du facteur est calculée en 1 000 de l'ensemble des contributions de toutes les modalités de l'enquête.

2.2.1.3. Radicalisme politique

En troisième lieu vient un modèle intéressant, parce qu'il reprend des réponses accordant de l'importance au phénomène politique. Sa présence au sein du deuxième facteur indique, rappelons-le, non pas une importance numérique, mais un degré de cohérence logique que l'on rencontre au sein de la culture politique de Port-au-Prince (tableau 48).

TABLEAU 48. *Le modèle de radicalisme politique*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Aristide, crédible parce que prêtre.	Oui	6.9
—La violence, seul moyen de changer.	Oui	6.4
—Favoriser la région.	Oui	5.6
—Classes populaires mieux considérées.	?	5.5
—État ennemi.	Oui	4.5
—Nécessité de l'appartenance à un parti.	Oui	4.1
—Élections, signe de démocratie.	Oui	2.6
—Vote à 16 ans.	Oui	1.2

* La contribution du type de réponse (modalité) à la construction du facteur, est calculée en 1/000 des contributions de toutes les modalités de l'enquête.

Ce modèle s'articule autour de la perception de la crédibilité d'Aristide en tant que prêtre (une contribution qui atteint près de trois fois la moyenne), ce qui dans la logique de la structure de ce modèle pourrait signifier une certaine sacralisation du rôle. Il est en effet associé à des positions radicales concernant la violence, qui vient en deuxième lieu, l'État et le vote des jeunes, de même qu'avec la nécessité d'appartenir à une organisation politique et le doute sur l'amélioration du statut des classes populaires. Dans de tels cas, sacraliser un rôle lui donne une solidité indiscutable, qui s'allie avec des positions radicales, remplaçant les arguments rationnels par des affirmations. S'y joint un indicateur de pratique politique traditionnelle dans l'histoire, celle pour un politicien de favoriser sa région.

La révélation de cette logique ne nous dit rien sur sa consistance numérique, mais bien sur le fait qu'une telle caractéristique existe au sein de la culture politique et qu'elle peut être plus ou moins réactivée selon les circonstances.

2.2.1.4. Scepticisme vis-à-vis de la politique

La séquence contenue dans le tableau 49 exprime un doute généralisé (tableau 49). C'est le modèle qui s'oppose au premier dans la séquence du deuxième facteur. Nous voyons donc dans la culture politique

TABLEAU 49. *Le modèle de scepticisme vis-à-vis de la politique*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Contributions*</i>
—Élections, signe de démocratie dans le pays.	?	9.5
—Après Duvalier, la vie meilleure.	?	8.5
—Aristide, crédible parce que prêtre.	?	7.6
—Toujours une minorité au pouvoir.	?	5.3
—État ennemi.	?	4.1
—Favoriser la région d'origine.	?	3.8
—Nécessité d'appartenance à un parti.	?	2.4
—Classes populaires, mieux considérées.	?	1.9
—La violence, seul moyen.	n.s	1.5

* La contribution du type de réponse (modalité) à la construction du facteur, est calculée en 1/000 de l'ensemble des contributions de toutes les modalités de l'enquête.

générale de l'univers étudié à Port-au-Prince le doute s'opposer au radicalisme et l'ignorance à la fermeté (premier facteur). C'est que chacun dans son domaine représente une certaine cohérence logique: l'ignorance et le doute d'une part, le radicalisme et la fermeté politique de l'autre: ce sont des extrêmes sur un même registre de logique, que l'on ne peut évidemment pas confondre et qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans une continuité, comme si avec le temps on passait progressivement de l'un à l'autre. Autrement dit, le passage de l'ignorance au doute peut être un chemin parcouru réellement dans le progrès d'une conscience politique, mais ce n'est pas obligatoirement le cas dans la réalité. Le doute peut relever d'une culture politique réflexive. De même, le passage de la fermeté politique au radicalisme n'est pas une voie inéluctable, même si les deux appartiennent au domaine de la conscience politique fière. Il est fréquent que le radicalisme comme culture politique sorte précisément de l'ignorance. En ayant étudié les quatre premiers modèles ressortant des deux premiers facteurs, nous avons pu établir les principales logiques politiques existant dans la mentalité des groupes sociaux étudiés à Port-au-Prince. Reste à prendre connaissance de ce que le troisième facteur apporte à notre connaissance.

2.2.1.5. Les autres modèles

En fait, l'analyse des modèles ressortant du troisième facteur n'apportent guère d'informations nouvelles. On y retrouve un modèle assez peu cohérent qui se rapproche du radicalisme et un autre ne rassemblant que cinq propositions et qui manifeste le doute. Ce seraient donc des appendices des deux modèles précédents.

L'analyse factorielle nous a donc permis de réfléchir sur les grandes tendances qui existent au sein de la culture politique de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, en prenant notre échantillon comme un ensemble, c'est-à-dire comme si nous étudions l'opinion publique dans ce domaine. Or une telle opinion n'est pas la simple juxtaposition de toutes les opinions individuelles. C'est la combinaison des logiques qui existent entre les réponses quelques soient les personnes. Une telle démarche est destinée à baliser un champ de recherche culturelle. C'est la raison pour laquelle nous allons essayer cette fois de partir des personnes et voir si au sein de cette culture politique générale, parcourue par les grandes logiques que nous avons découvertes, nous retrouvons des catégories de personnes reflétant ces logiques ou combinant plusieurs d'entre elles ou encore adoptant des éléments épars des unes et des autres.

2.2.2. La répartition des personnes interrogées en catégories concrètes de visions politiques

Nous avons choisi de retenir cinq catégories, ce qui permet de relever suffisamment les différences, sans tomber dans une atomisation qui finit par ne plus rien signifier. Comme nous le verrons, l'une de ces catégories est très faible, de sorte que ce sont les quatre premières qui nous apporteront des informations solides.

2.2.2.1. Vision positive mais nuancée des changements politiques et engagement fortement teinté de radicalisme (32.3%)

La première catégorie, rassemblant la plus forte proportion des personnes interrogées (un tiers) révèle une vision positive des accomplissements politiques, mais avec d'autres éléments que nous devons examiner de plus près. La tableau 50 donne la liste des propositions,

TABLEAU 50. *Catégorie indiquant une vision positive nuancée des changements politiques et un engagement teinté de radicalisme*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Degré d'importance*</i>
—Élections, signe de démocratie dans le pays.	Oui	73
—Favoriser la région d'origine.	Oui	61
—Aristide, crédible parce que prêtre.	Oui	56
—Classes populaires, mieux considérées.	Oui	53
—État ennemi.	Oui	47
—Organisation politique, nécessaire pour changer.	Oui	34
—Vote à 16 ans.	Oui	33
—Violence, seul moyen.	Oui	17
—Après Duvalier, vie meilleure.	Oui	14
<i>Types sur-représentés dans la catégorie de vision politique</i>		
Catholiques		58
Éducation primaire incomplète		24
Ouvriers		20

* Le degré d'importance est mesuré par le pourcentage des personnes qui répondent de cette façon au sein de la catégorie.

le type de réponse donnée (modalité) et le degré d'importance dans la catégorie. Ce n'est pas le même indice que pour les modèles, mais cet indice remplit la même fonction, c'est-à-dire vérifier le degré de contribution de la réponse dans l'ensemble. Nous y ajouterons cette fois la liste des types de personnes (hommes, femmes, commerçants de l'informel, protestants, etc.) qui sont sur-représentées dans la catégorie de vision politique (tableau 50).

La lecture de cette combinaison de réponses nécessite une attention particulière. En effet, à première vue, nous retrouvons tous les ingrédients du modèle culturel radical, décrit plus haut: légitimation sacrale du rôle d'Aristide, nécessité de l'engagement politique formel, vote à 16 ans, la violence comme nécessité. En fait, il faut dire tout de suite

que la contribution des diverses réponses à cette catégorie est décroissante. Ainsi la question des élections signe de démocratie, qui domine la logique de cette catégorie, possède un degré d'importance presque cinq fois supérieur à celle concernant la violence. Par ailleurs, 85% de ceux qui prônent la violence (et qui sont 6.7% dans la population interrogée) se retrouvent dans cette catégorie, tandis qu'un peu plus de la moitié de ceux qui estiment que les élections sont signes de démocratie pour le pays (et qui sont beaucoup plus nombreux) sont aussi présents dans cette catégorie. Les interprétations doivent donc être prudentes et c'est pour cela que nous les proposerons en tenant compte de toutes ces données. Nous avons indiqué seulement les degrés d'importance dans la construction de la catégorie, pour ne pas trop charger les tableaux.

Ceci dit, cette première catégorie, la plus importante numériquement, rassemble à la fois les personnes qui expriment une certaine confiance dans le politique et les éléments radicaux de la culture politique du pays. Ces derniers sont trop peu nombreux pour constituer une catégorie à part et c'est pour cela que logiquement nous les retrouvons ici. Même si minoritaires, ils existent et peuvent constituer une base de réaction politique. Cependant, le seul fait de leur existence en tant que sous-catégorie de la culture politique, ne signifie pas qu'ils représentent une force organisée. La relative importance de l'affirmation du rôle religieux d'Aristide dans sa crédibilité politique est probablement un élément de lien entre les deux principales composantes de cette catégorie.

Les groupes sur-représentés sont d'abord les catholiques (58% contre 47% dans l'ensemble). Cela est probablement lié à l'origine sociale des catholiques dont la proportion est, comme nous l'avons vu, plus importante à la fois dans les classes populaires et dans les classes plus élevées. Ici c'est probablement le premier élément qui joue, ce qui est confirmé par les chiffres suivants. En effet, sont aussi sur-représentés les personnes n'ayant qu'une éducation primaire incomplète: 24% contre 14% dans les ouvriers; 20% contre 12% dans l'ensemble. Sans dire donc que cette catégorie politique ne comprend pas des éléments d'autres groupes sociaux, on peut affirmer qu'il y a une tendance nettement populaire dans ce type de culture politique.

2.2.2.2. Vision négative de la fonction politique (30.0%)

Une deuxième catégorie, numériquement à peu près équivalente est celle dont l'attitude peut-être qualifiée de négative vis-à-vis du politique. En voici les caractéristiques (tableau 51).

TABLEAU 51. *Catégorie exprimant une vision négative de la fonction politique*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Degré d'importance*</i>
—Après Duvalier, la vie est meilleure.	Non	97
—La violence est le seul moyen pour le changement.	Non	94
—Organisation politique, nécessaire pour changer.	Non	92
—Toujours une minorité au pouvoir.	Oui	87
—Vote à 16 ans.	Non	80
—Classes populaires, mieux considérées.	Non	61
—Élections, signe de démocratie dans le pays.	?	54
—Favoriser la région d'origine.	?	28
Aucun groupe sur-représenté		

* Le degré d'importance est mesuré par le pourcentage de personnes qui répondent de cette façon dans la catégorie.

Nous constatons dès l'abord que cette catégorie est bien plus solidement construite que la précédente. En effet, 5 réponses sur 8 ont un degré d'importance au dessus de 80, ce qui n'était pas du tout le cas dans la catégorie précédente. Il s'agit donc d'un fait consistant qui concerne 30% du public approché dans cette enquête. Mais il faut bien constater que le ton général est plutôt négatif. La situation n'est pas considérée comme s'étant améliorée, ni économiquement, ni socialement, quant à l'amélioration de la situation politique, elle est mise en doute. C'est d'ailleurs toujours une minorité qui commande. Bien entendu la violence est hors de question, quant au vote pour les moins de 16 ans c'est pour la majorité une chose inacceptable.

On se trouve donc face à des citoyens qui ne manquent pas de conscience politique, mais qui ne voient guère de solutions par ce biais. Aucun groupe particulier ne se détache dans cette catégorie de personnes, ce qui signifie qu'on les retrouve partout, aussi bien dans les classes les plus élevées que dans les groupes sociaux inférieurs ou la classe moyenne, parmi les plus éduqués et ceux qui le sont moins.

2.2.2.3. Ignorance peu articulée (20.3%)

Une troisième catégorie exprime une méconnaissance du politique, mais sans que les réponses d'ignorance n'aient beaucoup de cohérence entre elles. C'est plutôt une absence de savoir (tableau 52).

TABLEAU 52. *Catégorie d'ignorance peu articulée*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Degré d'importance*</i>
—Favoriser la région d'origine.	s.p.	43
—L'État ennemi.	s.p.	40
—Aristide, crédible parce que prêtre.	s.p.	39
—Les élections, signes de démocratie.	s.p.	33
—Les classes populaires, mieux considérées.	s.p.	26
—Nécessité de l'organisation politique.	?	25
—Vote à 16 ans.	s.p.	25
Aucun groupe sur-représenté		

* Le degré d'importance est mesuré par le pourcentage de personnes qui répondent de cette façon dans cette catégorie.

Non seulement la catégorie n'est pas très solidement construite, puisque les degrés d'importance ne dépassent pas 43%, mais elle ne manifeste pas une grande cohérence de sens entre les réponses. Cette catégorie est présente à travers tout l'univers social et culturel et en tant que réalité dans la culture politique, elle atteint un cinquième de la population étudiée par l'enquête. Dans la population totale de Port-au-Prince on peut cependant penser que le pourcentage réel est plus élevé encore, étant donné les caractéristiques de l'échantillon.

2.2.2.4. Le scepticisme politique (15.7%)

Voici une catégorie qui exprime essentiellement le doute (tableau 53).

TABLEAU 53. *Catégorie de scepticisme politique*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Degré d'importance*</i>
—Classes populaires mieux considérées.	?	63
—Après Duvalier, situation meilleure.	?	60
—Élections, signe de démocratie dans le pays.	?	47
—État ennemi.	?	40
—Aristide, crédible parce que prêtre.	?	34
—Toujours une minorité au pouvoir.	?	25
—Nécessité de l'organisation politique.	?	17
<i>Groupes sur-représentés</i>		
Hommes		79
Éducation supérieure		57
Peu d'intérêt politique		45
Employés/cadres moyens		43
Intéressés politiquement		28

* Le degré d'importance est mesuré par le pourcentage de personnes qui répondent de cette façon dans cette catégorie.

Ce n'est évidemment pas sans raison que nous avons appelé cette catégorie celle du scepticisme. Ce dernier s'exprime d'abord sur l'amélioration de la situation par rapport au passé, mais aussi sur le présent de la démocratie et sur l'État. Pour ce dernier on pourrait croire que le fait d'exprimer un doute sur son caractère d'ennemi du peuple puisse être plutôt positif, mais replacé à l'intérieur de cette séquence, cela peut aussi prendre une autre signification, celle du doute universel, dès qu'il s'agit du domaine politique.

Même si cette catégorie ne représente que 16% environ de notre échantillon, elle est importante, car elle est influente. Sans doute y a-t-il plus d'hommes que la moyenne (79% contre 57%), mais l'enquê-

te nous a montré que les hommes se sentaient en général plus concernés par la politique que les femmes. Ce n'est donc pas là que se trouve l'originalité de cette catégorie politique. Les personnes d'éducation supérieure sont plus représentées que leur proportion dans l'ensemble (57% contre 35%), ce qui leur donne un poids qualitatif important dans cette catégorie. Parmi les milieux sociaux les employés et cadres moyens se distinguent dans la catégorie (42% contre 25%), ce qui veut dire que même ce groupe social est influencé par le scepticisme politique, pour des raisons sans doute diverses qu'il serait intéressant d'approfondir. Enfin, pour bien montrer que le scepticisme n'est pas équivalent à l'indifférence, nous retrouvons une sur-représentation de ceux qui sont intéressés à la politique (27% contre 12%). Il s'agit donc de personnes qui savent très bien pourquoi elles sont sceptiques et cela semble lié à leur position dans la structure des classes sociales.

2.2.2.5. Ignorance articulée (1.7%)

La dernière catégorie, numériquement peu importante, représente un autre type d'ignorance, mais curieusement très articulée et particulièrement consistante (tableau 54).

TABLEAU 54. *Catégorie d'ignorance articulée*

<i>Propositions</i>	<i>Réponses</i>	<i>Degré d'importance*</i>
—Après Duvalier, situation meilleure.	s.p.	100
—Classes populaires, mieux considérées.	s.p.	80
—Élections, signe de démocratie pour le pays.	s.p.	80
—Favoriser la région d'origine.	s.p.	80
—Aristide, crédible parce que prêtre.	s.p.	80
—La violence, seul moyen de changement.	s.p.	60
—Nécessité de l'organisation politique.	s.p.	60
—Toujours une minorité au pouvoir.	s.p.	60
<i>Groupe sur-représenté</i>		
Protestants		80

* Le degré d'importance est mesuré par le pourcentage de personnes qui répondent de cette façon dans la catégorie.

Certes ne faut-il pas attacher une grande importance à cette catégorie, puisqu'elle ne porte que sur cinq individus, mais sa cohérence due en partie au petit nombre de personnes, est cependant intéressante et elle existe principalement chez des protestants. Mais cela ne représente pas un courant majeur chez eux, puisqu'il ne s'agit en l'occurrence que de 4 personnes sur 66 présentes dans l'enquête.

3. CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

Au terme de ce travail, on se posera peut-être plus de questions qu'au départ. C'est là précisément la dynamique de la recherche. Jamais le travail ne sera terminé car la réalité sociale et culturelle est elle-même en transformation constante et demande que l'on remette souvent la main à la pâte. Le but de cette étude avait été surtout de circonscrire une réalité sociale sous son biais culturel. Elle a permis d'entrer plus à fond dans l'univers complexe d'une société urbaine de périphérie, avec ses caractéristiques propres, souvent poignantes à découvrir. Elle devrait ouvrir des pistes pour une meilleure connaissance des mécanismes de fonctionnement de la société, mais elle n'a pas la prétention d'avoir épuisé le sujet. Dans ces conclusions nous aimerions d'abord rappeler de manière synthétique quels sont les principaux univers culturels que nous avons pu circonscrire, ensuite dire un mot sur la place de la culture dans les mécanismes du développement et enfin terminer par des considérations sur l'auto-transformation des univers culturels.

3.1. *Les univers culturels et les rapports sociaux à Port-au-Prince*

3.1.1. Les divers univers culturels

Le milieu social de Port-au-Prince se caractérise par trois univers culturels principaux dont les contours ont été révélés par l'enquête. Nous ne reviendrons pas sur les détails, rappelant seulement quelques grands traits et essayant d'en tirer quelques enseignements.

3.1.1.1. La culture traditionnelle

Avant d'aborder l'analyse, rappelons que l'utilisation du mot traditionnel n'a rien d'un jugement de valeur. Il s'agit d'une certaine logique de pensée et d'appréhension du réel prévalant dans des sociétés qui aujourd'hui tendent à disparaître. Ainsi, l'univers de culture traditionnelle fait-il une lecture mythique des rapports à la nature et ignore généralement la réalité des rapports sociaux. On le retrouve nettement dans le modèle révélé par l'analyse factorielle que nous avons appelé "traditionnel sans analyse". Il inclut une vision religieuse privilégiant la dimension spatiale (Dieu au dessus) plutôt qu'une perspective historique et considère de manière positive l'action des nouveaux mouvements religieux. Il se caractérise aussi par un faible intérêt politique et une vision généralement négative de cette activité. La majeure partie des personnes porteuses de ce modèle font cependant une distinction entre le champ politique et le champ religieux, indiquant par là que la traditionalité urbaine de la zone métropolitaine n'est pas la même que celle que l'on retrouve dans les milieux ruraux traditionnels.

Le plus grand nombre de ceux qui ont un niveau inférieur d'éducation se retrouvent dans cette catégorie, de même que certains groupes professionnels, notamment les commerçants de l'informel. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses également, de même que les personnes les plus âgées des deux sexes. À titre d'indication, on peut estimer que cet univers inclut environ la moitié de la population, dont quelques 20% appartiendraient à une culture très proche de la mentalité paysanne traditionnelle.

3.1.1.2. La culture de transition

Le modèle de transition est celui qui ne retient plus certains aspects de la lecture mythique, mais qui n'a pas intégré tous ceux d'une interprétation scientifique de la nature et des sociétés. Il manifeste quelques doutes sur la conception traditionnelle de Dieu. Il fait un peu plus nettement la séparation entre les champs politiques et religieux que le type traditionnel et s'intéresse un peu plus à la politique, tout en restant assez perplexe, mais manifestant le cas échéant une position plus critique. Un des groupes sociaux qui entrent dans cette catégo-

sation est celui des ouvriers, mais on le retrouve dans d'autres secteurs des classes moyennes. Une estimation raisonnable de son importance basée sur l'ensemble des indicateurs serait de lui attribuer un poids de 25% environ de la population de la ville.

3.1.1.3. La culture modernisante

Faisant contraste avec le modèle traditionnel, elle se caractérise par une autre lecture des rapports à la nature, de type analytique. Sur le plan de la lecture sociale on y retrouve une proximité avec l'idéologie dominante coexistant avec une vision critique plutôt minoritaire. Le statut d'une profession non-manuelle est privilégié et l'intérêt politique est élevé. La séparation entre champ politique et religieux est nette. Dans cette catégorie on rencontre les sections les plus éduquées de la population et les professions à statut social élevé, de même que des employés et cadres moyens. Elle est bien représentée par le modèle sorti de l'analyse factorielle que nous avons nommé "modernisant et socialement moralisant". On peut estimer l'importance relative de ce type de culture à plus ou moins 20% de l'ensemble.

3.1.2. L'importance des rapports sociaux

Plusieurs indices montrent que cet univers n'est pas statique. Il y a nettement un passage de la traditionalité vers la transition et de celle-ci vers la culture modernisante, mais une étude comme celle-ci ne peut se prononcer sur la rapidité de ce mouvement. Étant donné le lien étroit entre la structure sociale et les modèles culturels, on peut affirmer que les transformations seront en grande partie tributaires des changements socio-économiques. En effet, tout au cours de l'analyse nous avons constaté combien l'appartenance sociale constituait, avec le niveau d'éducation, mais qui le plus souvent lui est corrélatif, le facteur distinctif principal des types de représentations. Aucune étude des facteurs culturels et aucune action dans ce domaine ne peuvent faire l'économie d'une telle constatation.

Qu'il suffise de rappeler quelques constatations faites dans le cours de l'étude. Ainsi, l'importance de la famille comme objectif ne peut être uniquement interprétée comme un fait de culture ou comme la poursuite d'une valeur, sans la mettre en rapport avec le fait que la

vulnérabilité économique de bien des groupes sociaux, dans une société comme celle de Port-au-Prince, renforce la fonction économique de l'unité familiale. On remarquera également que ce sont les jeunes des milieux les plus défavorisés qui estiment que la cohabitation a des racines économiques. Il y a aussi un pourcentage relativement élevé de personnes qui pensent que le racisme se situe aussi dans le même registre. C'est également dans des groupes socialement subalternes que l'on rencontre l'affirmation des valeurs matérielles comme objectif premier et cela surtout chez les plus jeunes.

3.1.3. Les projets de société

Quand nous parlons du projet de société, il s'agit des idées que l'on émet sur la manière dont devrait s'organiser le champ socio-économique. Il faut d'abord relever qu'une grande partie des personnes interrogées se trouvent dans l'ignorance face à cette problématique. Il est même probable que pour beaucoup d'entre elles, cela n'a que peu d'écho dans leur univers culturel. Il est évident que la majorité de ceux qui partagent la vision traditionnelle entrent dans cette catégorie.

Mais, ce qui est intéressant à noter, c'est le fait qu'il n'y ait pas de coïncidence entre les univers culturels et les projets de société, une fois que l'on dépasse la traditionalité. Les modèles modernisants ou de transition recouvrent des projets de société élitistes ou populaires. Nous avons dit dans l'analyse que ces projets de société ne s'articulaient pas exactement avec la structure des classes sociales et qu'ils se partageaient en deux axes, élitistes et populaires. Or, nous retrouvons ces deux projets, sous leurs formes libérales ou socialisantes, au sein des deux catégories culturelles de transition et modernisantes. Le premier type de projet est cependant majoritairement partagé par les milieux d'éducation supérieure et de professions libérales ou d'employés/cadres moyens.

3.2. *La culture et les mécanismes du développement*

Les mécanismes du développement ont des composantes diverses, mais on ne peut identifier ce dernier à la croissance économique, si nous entendons développement par l'accroissement du bien-être so-

cial et culturel de toute la population. L'expérience actuelle du modèle de croissance économique montre suffisamment que la création des richesses est loin de signifier une amélioration réelle de nombreuses couches humaines, parce que la structure des rapports sociaux fait payer l'enrichissement de certains par la stagnation économique des autres. Toutes les politiques qui se modèlent sur ce schéma ne pourront qu'aboutir au même résultat, une augmentation des distances sociales sur fond de pauvreté généralisée et souvent même accrue.

Il y a aussi une composante culturelle du développement, certes de plus en plus reconnue aujourd'hui, mais pas toujours pour les bonnes raisons. La culture est aussi devenue une marchandise et par ailleurs on privilège aujourd'hui dans les sociétés néo-libérales le discours légitimateur, comme moyen de renforcer le modèle. Alors comment peut-on poser la question de la culture dans le développement au départ de l'enseignement de cette étude?

3.2.1. La nécessité de la prise en compte du facteur culturel dans le processus de connaissance de la réalité sociale

Nul ne pourra contester le fait que pour aborder ce sujet il faut une connaissance du réel, qui dépasse les chiffres généralement fournis par les instituts de statistiques et utilisés dans les rapports économiques. Nous ne donnerons qu'un exemple repris à l'étude et c'est celui du facteur religieux. Nous constatons en effet une érosion rapide du catholicisme. On pourrait l'interpréter comme le simple fruit d'un prosélytisme exacerbé ou même d'une manipulation politique extérieure. Sans exclure de tels éléments, qu'il faut replacer dans leur dimension propre, il est bien plus important de constater que cette transformation du champ religieux correspond à une demande sociale qui est double. D'une part dans les milieux populaires constituant en milieu urbain la grande partie de ceux qui vivent d'une économie au jour le jour, il existe un besoin de solidarité primaire et de reconstruction des structures sociales de micro-dimension souvent disloquées par le milieu urbain lui-même. D'autre part, dans les classes moyennes vivant d'une économie marchande vulnérable ou de postes administratifs aléatoires, le besoin éthique pour gérer l'austérité ou pour entrer dans un processus de petite accumulation est très grand. Il est un fait que ces deux groupes trouvent dans des Églises protestantes

ou pentecôtistes une réponse culturelle à de tels besoins sociaux. Pour comprendre la place du champ religieux dans la culture, il est important de mettre ces faits et leur interprétation en lumière. Il en est de même d'ailleurs pour d'autres dimensions de la vie sociale.

3.2.2. Prendre appui sur les niveaux de conscience

Par cette étude nous pouvons indiquer certains niveaux de conscience concernant des questions concrètes. En d'autres mots, il s'agit de la manière dont certains facteurs sociaux sont représentés ou valorisés dans certains secteurs de la population. C'est le cas par exemple du caractère individuel et moralisant de la perception des changements ou encore de l'attente immédiate des bénéfices économiques d'une action de développement. Cela peut aller à l'encontre des idées généreuses des promoteurs de projets, mais c'est une réalité culturelle dont il faut tenir compte. Il ne s'agit pas de nier la nécessité de transformer la culture, mais cela ne se fait pas d'abord par le rappel de principes moraux.

De même, le caractère privilégié de la micro-dimension dans les milieux populaires est un trait culturel primordial: la famille, le quartier. Il faut donc partir de l'atteignable pour promouvoir, via des transformations à la fois matérielles et d'ordre éducatif, une situation meilleure. Un autre exemple est l'importance accordée dans la culture urbaine de Port-au-Prince à l'écologie. Cela constitue donc une base possible de motivation pour l'action sociale ou politique.

Enfin, il est important de découvrir que certaines valeurs sont particulièrement appréciées, telles que l'altruisme, ou que malgré la conscience des difficultés énormes il existe un espoir que les choses changeront et que chacun peut y apporter une contribution. Le pessimisme que l'on rencontre dans l'appréciation des situations ne débouche pas sur le désespoir.

3.2.3. L'importance pour la culture de la transformation des structures socio-économiques

Nous avons retrouvé tout au long de l'étude une conscience très vive des problèmes économiques, sociaux et politiques, sauf dans la partie

de la population pour laquelle la forme culturelle du discours utilisé faisait plutôt déboucher sur l'ignorance que sur une opinion. En particulier il existe une conscience de la précarité des changements. Pour la plupart des personnes interrogées, ils ne sont pas réels, surtout sur le plan économique. Ce sont les jeunes qui sont les plus radicaux dans cette perception. Les changements sociaux ne sont guère plus remarqués. C'est dans le domaine politique, sur le plan de la démocratie, que l'on signale faiblement une amélioration. Et cependant, face à ce pessimisme des constatations ou peut-être à leur réalisme, il y a une forte demande de changement, qui en grande majorité exclut d'ailleurs la violence. Comme nous avons constaté le lien entre les structures socio-économiques et la culture, nous pouvons évidemment en déduire que les transformations des premières auront aussi des effets culturels et qu'elles sont en grande partie une des conditions mêmes de l'évolution culturelle.

Il s'agit donc de créer les conditions du développement culturel, qui à son tour sera le moteur de changements socio-économiques. Mais tout cela ne se fait pas selon une orientation linéaire, libre des effets de la structure des rapports sociaux. Une politique d'austérité qui affecte essentiellement les couches les plus défavorisées de la population aura pour effet de reproduire les modèles culturels existants et donc ne pourra que retarder un véritable développement.

3.2.4. La place du politique dans l'univers culturel

Nous avons constaté que le champ politique est fortement déconsidéré dans l'univers culturel urbain de Port-au-Prince. L'intérêt croît avec l'éducation ou le statut social, mais sans que cela veuille dire une appréciation plus élevée. Le trait culturel majeur en ce domaine est l'ignorance, qui correspond d'ailleurs à l'importance des milieux populaires exclus de l'économie organisée et faiblement scolarisés. Vient ensuite le scepticisme qui traverse les divers groupes sociaux, puis l'intérêt politique mais sans engagement direct et enfin l'intérêt actif, partiellement teinté de radicalisme. Cela explique en partie la difficulté du fonctionnement des institutions politiques en même temps que cela met en valeur l'importance du facteur politique dans la construction culturelle.

ANNEXE. Données générales de l'enquête

<i>Région:</i>	<i>Langue:</i>	<i>No. du questionnaire:</i>			
<i>Lieu de l'enquête:</i>		<i>D'accord</i>	<i>Désaccord</i>	<i>Doute</i>	<i>Ne sais pas</i>
10. Seules les classes élevées se bénéficient des effets de l'aide massive de l'étranger.		65.7	15.7	7.7	10.7
11. La solidarité implique le sacrifice de soi.		86.0	5.7	5.3	1.7
12. Dieu gouverne le monde du haut du ciel.		64.0	21.7	7.3	6.3
13. Dans les pays capitalistes industrialisés, l'avenir des jeunes est assuré.		61.7	16.3	17.7	4.3
14. Il est normal qu'un jeune de 16 ans puisse voter.		17.7	62.3	11.0	9.0
15. La corruption n'a pas disparu dans la nouvelle classe politique.		82.7	4.3	4.0	9.0
16. L'argent ne fait pas le bonheur.		71.0	17.7	9.3	1.3
17. Dieu ne vit pas dans le ciel, mais dans chaque personne humaine.		66.0	17.7	10.7	5.3
18. Je ne puis rien faire pour changer la société.		23.0	61.3	8.3	7.0
19. Avoir une moto, une auto, de l'argent, sont des objectifs prioritaires.		23.3	67.0	9.0	0.7
20. La saleté et l'insalubrité dans les villes proviennent de l'économie informelle.		50.7	31.0	11.7	6.7

21. Seule la réconciliation entre les classes sociales peut amener le bien-être de tous.	68.3	13.3	12.7	5.7
22. La défense de l'environnement est une action à laquelle je suis prêt à participer.	90.3	4.0	2.3	3.3
23. Avant de vouloir changer la société, il faut d'abord changer les cœurs.	90.0	5.0	4.7	0.3
24. L'entreprise privée est le seul système qui assure le développement.	19.7	45.3	23.5	11.3
25. Chacun doit poursuivre ses intérêts propres, la poursuite des intérêts collectifs n'ayant pas de chance de succès.	17.0	64.0	13.0	6.0
26. Pour changer la société, il faut s'engager dans une organisation politique.	14.3	66.3	10.7	8.7
27. La violence est finalement le seul moyen de changer la société.	6.7	83.7	5.3	3.3
28. Certaines maladies sont le résultat d'un mauvais sort.	54.0	24.7	14.3	7.0
29. La propriété des moyens de production (terre, entreprise) est le fruit du travail de ceux qui la possèdent ou de leurs prédécesseurs.	38.7	19.7	22.3	19.3
30. Des catastrophes (cyclones, pluies, tremblement de terre, sécheresse) sont un châtement de Dieu.	27.3	47.0	14.0	11.7
31. Le succès dans la vie est une question de chance.	30.3	52.3	15.7	1.7
32. Dans 10 ans la vie sera meilleure.	4.3	24.0	38.3	33.3

ANNEXE. Données générales de l'enquête

<i>Région:</i>	<i>Langue:</i>	<i>No. du questionnaire:</i>			
<i>Lieu de l'enquête:</i>		<i>D'accord</i>	<i>Désaccord</i>	<i>Doute</i>	<i>Ne sais pas</i>
33. Les élections ont montré que le pays est entré dans la voie de la démocratie.		44.3	28.3	15.7	11.7
34. Depuis le départ de Duvalier la vie est meilleure en Haïti.		6.3	75.3	15.3	3.0
35. Pour des projets de développement la participation populaire est plus importante que de bonnes techniques.		20.3	53.0	15.0	11.7
36. Il n'y a de réussite possible qu'à condition de respecter les rites du vaudou.		11.7	72.0	10.0	6.3
37. L'Église catholique représente l'aspiration profonde du peuple haïtien.		21.7	53.0	16.3	9.0
38. Manger des œufs rend les enfants voleurs.		5.3	76.3	4.7	13.3
39. Pour le peuple, l'État c'est l'ennemi.		31.7	39.7	16.0	12.0
40. La privatisation est une nécessité pour l'économie.		31.7	23.0	21.7	23.3
41. Les nouveaux mouvements religieux protestants sont la solution pour les gens.		24.7	43.0	16.3	15.7
42. C'est parce qu'il était prêtre qu'Aristide est crédible.		31.7	44.0	12.0	12.0

43. On attend des politiciens qu'ils favorisent d'abord leur région.	31.0	39.0	18.3	11.7
44. Une femme peut rester enceinte pendant des dizaines de mois si l'enfant ne profite pas.	43.0	29.7	9.7	17.3

Merci d'avoir donné votre opinion. Dans quelle catégorie de citoyens vous situez-vous ?

45. Homme:	57.3
45. Femme:	42.7
46. Groupe d'âge:	
18-25 ans:	19.7
25-40 ans:	60.7
40 ans et plus:	19.7
47. Avec travail:	77.3
45. Sans travail:	20.7
48. Travail à la maison:	13.3
45. Hors de la maison:	71.3
45. Sans réponse:	15.0
49. Profession (bien détailler):	
Ouvriers	11.7
Employés/cadres moyens	25.0
Commerçants/artisans	18.3
Professions libérales	20.7
Commerçants informels	05.7
Étudiants	14.0

ANNEXE. *Données générales de l'enquête (conclusion)*

Sans Profession	04.7
50. Études: Sans: 08.7	
Primaire incomplète:	13.7
Primaire complète:	07.3
Secondaire incomplète:	24.0
Secondaire complète:	11.7
Supérieure ou universitaire:	34.7
51. Intéressé à la politique:	
Très intéressé:	12.3
Intéressé:	11.7
Peu intéressé:	28.3
Pas intéressé:	35.0
Ne sais pas:	10.7
52. Parti de préférence:	
1) 18.3	
2) 77.0	
3) 04.7	
53. Religion: Catholique:	49.6
Vaudou:	03.5
Épiscopalien:	01.4
Protestant:	23.8
Évangélique:	13.8
Autre:	07.8
